

Retrouvailles sino-vietnamiennes

ISOLÉE comme jamais après l'évacuation du printemps de Pékin en juin 1989, la Chine n'enregistre pas que de mauvaises nouvelles sur la front diplomatique. Deux événements vont avoir lieu en novembre qui témoignent que, bon gré, mal gré, s'entend avec un pays représentant près du quart de la population du globe est une incontournable obligation.

Le 15 novembre, M. James Baker arrive à Pékin pour discuter des « problèmes sérieux » existant entre les deux pays. Durant cette visite, annoncée le 3 novembre en marge de la conférence de Madrid, le secrétaire d'Etat américain cherchera à sonder ses interlocuteurs sur leur volonté - eussent-ils affirmé que régulièrement mise en doute - de ne contribuer en rien à une prolifération nucléaire et balistique devenue l'une des menaces de la planète. A Pékin, on s'attend à ce que le négociateur américain se livre à des assurances, en ce domaine (en particulier la signature du traité de non-prolifération de 1968) contre un assouplissement de la position commerciale de Washington, qui brandit la menace de représailles contre un protectionnisme jugé indigne de son partenaire-ennemi. Quel qu'il en soit, les dirigeants chinois apprécieront que l'hostilité du Congrès à leur égard sur la question des droits de l'homme n'empêche pas la responsabilité de la diplomatie américaine de débiter avec eux.

AUTRE événement précieux pour Pékin : l'arrivée, le 5 novembre, de M. Do Muoi, le numéro un du Vietnam. Le secrétaire du PCV vient, en effet, en compagnie du chef du gouvernement, M. Vo Van Kiet, la normalisation complète des relations entre deux pays, dont les relations s'étaient tendues, à propos de l'évolution de la péninsule indochinoise, au point d'en venir à la guerre, au début de 1979. Certes, la réconciliation n'aura pas lieu au seul bénéfice de Pékin. La communauté internationale a pu déjà vérifier les effets positifs d'un rapprochement annoncé par le déplacement, en septembre, du nouveau ministre des affaires étrangères de Hanoi, M. Nguyen Manh Cam : la signature, le 23 octobre à Paris, du traité de paix au Cambodge n'aurait évidemment pas été possible si Chinois et Vietnamiens n'avaient pas imposé une attitude plus conciliante à leurs protégés respectifs, les Khmers rouges et le régime de Phnom-Penh.

QUANT aux dirigeants de Hanoi, très préoccupés par une crise économique que ne viendra plus adoucir, désormais, l'aide soviétique, ils avaient, eux aussi, le plus grand intérêt à renouer avec leur immense voisin des relations de bon voisinage. Les premiers bénéficiaires de ce nouveau cours des choses pourraient être les populations du Nord, les plus affectées, peut-être, de toute la péninsule, comme le suggèrent les départs clandestins massifs en direction de Hongkong.

Il n'empêche, pour la Chine surtout, l'événement est délectable. Outre le fait que ses bénéfices concrets ne seront pas négligeables (il permettra un désenclavement de la vaste province méridionale du Yunnan, via le port de Haiphong), il rend manifeste la mise en veilleuse du rêve vietnamien d'hégémonie sur une péninsule indochinoise que Pékin n'a jamais cessé de considérer, tout au long de l'histoire, comme sa vassale.

M0147 - 1105 0 - 6.00 F



Première série de rencontres bilatérales à Madrid

- Face-à-face détendu entre Israéliens et Palestiniens
- Désaccord total entre Jérusalem et Damas

La première série de rencontres bilatérales entre Israéliens, Palestiniens et membres des délégations des trois pays arabes engagés dans la processus de paix s'est achevée à Madrid, lundi 4 novembre à l'aube, sur un constat de total désaccord entre la Syrie et l'Etat hébreu.

Mais le climat relativement détendu du face-à-face israélo-palestinien a heureusement surpris, et le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, s'est félicité du simple fait que les négociations directes aient pu commencer.

Toutefois, les discussions sur le fond n'ont pas avancé et les délégués devaient quitter lundi la capitale espagnole sans savoir où et quand ils se retrouveront. Les Américains envisageraient de proposer leur pays comme lieu des prochaines rencontres.



MADRID de nos envoyés spéciaux

Une étape « critique », comme disait justement M. James Baker avant de regagner dimanche soir les Etats-Unis, a bel et bien été franchie, le 3 novembre 1991 dans la capitale espagnole, par Israël, les Palestiniens et les trois pays arabes qui avaient accepté d'entrer dans le processus de paix au Proche-Orient, inauguré

par l'un des secrétaires d'Etat les plus tenaces qu'on ait vu, à l'œuvre.

La journée a été particulièrement longue et difficile, prenant tour à tour l'allure d'une véritable partie de cache-cache diplomatique doublée d'un tournoi de poker meuteur. Faux rendez-vous et désinformation ont alterné. En fin de journée, pourtant, M. James Baker était parvenu à mettre toutes les parties

sur la voie qu'il avait choisie. Une nouvelle barrière psychologique est tombée dimanche. « Les querelles de procédure auxquelles nous avons assisté, a conclu le secrétaire d'Etat, ne doivent pas occulter le résultat. »

FRANÇOISE CHIPAUX
PATRICE CLAUDE
et ALAIN FRACHON

Lire la suite page 3 et nos informations pages 3 et 4

URSS : le « centre » désintégré

L'affaiblissement du pouvoir central s'accroît en Union soviétique avec celui de ses deux piliers : les affaires étrangères et la défense

MOSCOU

de notre correspondant

Les nostalgiques de l'URSS et tous ceux qui, à l'ouest comme à l'est, rêvent encore d'une « Union » régénérée, démocratisée et à peu près stable devront se faire une raison : la désintégration du pouvoir central, amorcée au lendemain du putsch avorté du mois d'août, s'accroît. Les vagues accords économiques conclus à ce

jour ne concernent qu'une partie des Républiques et ne sont ni contraignants ni véritablement applicables. Les projets d'union politique sont au point mort. Quant aux deux piliers du centre - affaires étrangères et défense - l'un est en train de s'écrouler tandis que l'autre vacille dangereusement.

Reste, pour soutenir ce qui reste du temple, M. Gorbatchev. Mais sa situation risque de devenir intenable à très court terme. Même

sur la scène internationale, le président soviétique a de plus en plus de mal à tenir son rang et à jouer son rôle, en dépit des protestations d'amitié et des marques de respect que lui prodigent les dirigeants occidentaux. Sa prestation à l'ouverture de la conférence sur le Proche-Orient n'a pas fait illusion, pas plus que ses velléités de donner à sa brève rencontre avec M. Bush les apparences d'un som-

met. « Dernier tango à Madrid », ont insolentement titré les *Izvestia*, journal pourtant considéré comme centraliste et plutôt gorbatchévien. Sur le plan intérieur, toute velléité de bander ses muscles et tenter d'empêcher l'effondrement complet de l'édifice ou de le reconstruire est, en fait, interdite à M. Gorbatchev. Seule sa faiblesse lui permet de se maintenir.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 6

Lancinante immigration

Alors que le sujet préoccupe de plus en plus les Français, le pouvoir n'a pas encore trouvé les mots pour en parler

par Robert Solé

Des responsables de l'opposition chez le premier ministre ; quatre nouvelles propositions de loi ; un débat au Sénat ; des déclarations en tout genre... L'immigration occupe de plus en plus les esprits. Le sujet, qui passait pour épisodique et marginal, artificiellement « gonflé » par le Front national, est désormais au cœur du débat politique et - après le chômage - en tête des préoccupations des Français. Voilà l'immigration... intégrée en quelque sorte. Même les bureaucrates en ont pris acte : dans certaines émissions à la radio, les histoires d'immigrés sont en train d'acquiescer un statut comparable à celui des histoires belges. On en rit, comme de plaisanteries un peu salaces. Question lancinante, gênante, non résolue.

L'immigration - ou ce qu'on met derrière ce mot - resurgit chaque fois de manière différente. Un jour, ce sont les demandeurs d'asile qui retiennent l'attention. Un autre, les travailleurs clandestins ou les jeunes des banlieues. Tantôt,

c'est le racisme qui émeut la France. Tantôt, l'islam ou le code de la nationalité. De l'excitation à la polygamie, du regroupement familial aux enfants de harkis, des mariages blancs au service militaire en Algérie, les sujets de polémique se succèdent et se mélangent, dans une belle pagaille, entretenant l'idée d'une société française menacée de toutes parts - d'une « invasion », comme dirait M. Giscard d'Estaing.

Comme il paraît loin le temps où SOS-Racisme réunissait des centaines de milliers de personnes à la Concorde ! Comme elle semble loin l'époque où l'on défendait la « société multiculturelle » et le droit de vote des étrangers ! La France vit désor-

mais sur une tout autre longueur d'onde. L'immigration est devenue l'une de ses grandes obsessions : à gauche comme à droite, le seul vrai sujet dans ce domaine semble être d'endiguer un flot, de dresser des barrières et... de barrer la route au Front national.

Des tabous sont tombés et le langage s'est libéré. Si la droite parle désormais sans complexe de « seuil de tolérance », la gauche reconnaît le danger de « concentrations géographiques » ou de « ghettos ». Les demandeurs d'asile ne sont plus intouchables : on les assimile à des immigrés clandestins. Les « quotas » ne font plus peur : on discute seulement de leur efficacité. Lire la suite page 8

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le complot du commerce international : l'anjou agricole domine toujours les négociations commerciales multilatérales. La mosquée orientale pour l'islam et ses voisins, l'avenir est riche d'opportunités. Quand la Pologne produira plus que l'Italie. La chronique de Paul Fabra : « Histoire de sang, de fric, de paradigme ».

pages 19 à 22

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 gr ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 655 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 36 p ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

لبنان في الشرق

DÉBATS

Un entretien avec Marc Augé

« L'illusion idéologique est aujourd'hui du côté de ceux qui disent : voilà, tout est accompli ! »

« Vous êtes depuis six ans à la tête de l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Quel regard portez-vous, quel bilan faites-vous de la vie intellectuelle pendant ces années, alors que l'on continue à mettre en cause les intellectuels ? »

— On met en cause parfois leur silence. Assez injustement, me semble-t-il. Sur le plan scientifique, et dans le domaine que je connais, celui des sciences sociales, la situation est encourageante. Un effort s'est fait pour la recherche et nous avons aujourd'hui de jeunes historiens, sociologues, anthropologues très prometteurs.

Quant à la disparition des maîtres à penser, des grands « gourous », que l'on entend parfois déplorer, elle procède d'une illusion rétrospective (on parle plus volontiers des gourous de la veille). Mais il faut ajouter qu'il y a aujourd'hui une individualisation des parcours, une méfiance à l'égard des écoles de pensée constituées : l'ensemble du panorama est donc moins lisible que dans le passé. Le champ intellectuel est moins facile à décrypter, mais il y a une grande richesse d'activité, une grande inventivité dont on prendra plus tard une mesure plus exacte.

Il était essentiel de s'opposer à Sartre, au moment où l'idéologie marxiste était dominante, plutôt que de se glorifier aujourd'hui de reprendre les arguments de Raymond Aron.

— Je prendrai les choses autrement. Ce qui est en cause aujourd'hui, ce sont les « grands récits », les systèmes achevés d'où tout se laisse déduire. Mais c'est cette attitude, précisément, qui est scientifique : le progrès de la science, c'est le déplacement des frontières de l'ignorance.

Comment distinguez-vous les grands récits des idéologies ?

— Les grands récits, ce sont des histoires mythiques qui parlent de l'origine de la société (par exemple la horde primitive) ou de sa fin (par exemple la société sans classes). Les idéologies, c'est la transposition des grands récits dans le domaine de l'action. Le marxisme, dont on n'ose plus prononcer le nom, a été l'un et l'autre. Sous ces deux aspects, il est mort, mais rien ne dit qu'il ne reste pas un intéressant outil d'analyse.

Une fois ce constat de décès effectué, que reste-t-il à dire, quel discours peut-on tenir ?

— On ne peut plus tenir de grands discours, justement. Les choses sérieuses commencent. Par exemple les questions qui se posent à l'anthropologue. L'avènement de la notion d'individu. Sous tous ses aspects. Se met en place.

Marc Augé, normilien, sociologue, anthropologue, préside depuis six ans aux destinées de l'Ecole des hautes études en sciences sociales en même temps qu'il continue d'y diriger des recherches sur le thème, « Logique symbolique et idéologie ». Son œuvre se décompose en deux grands ensembles, l'un tiré de ses études de terrain, principalement en Afrique de l'Ouest : l'autre de ses travaux d'ethnologie de la vie quotidienne. Le premier ensemble est centré sur la question du pouvoir. Il repose sur l'idée que les logiques de pouvoir des sociétés africaines sont, d'une certaine façon, très comparables

aux nôtres même si ces sociétés restent très différentes des nôtres. A ce titre, il a publié notamment *Théorie des pouvoirs et idéologie* en 1975, *Pouvoirs de vie, pouvoirs de mort* (Flammarion, 1977), *Génies du paganisme* (Gallimard, 1982) et le *Dieu objet* (Flammarion, 1989). Le second ensemble, consacré à l'ethnographie de notre vie quotidienne, consiste en une sorte d'automythologie de l'ethnologie et se compose essentiellement de trois textes : *La Traversée du Luxembourg* (Hachette, 1983) ; *Un ethnologue dans le métro* (Hachette, 1986) et enfin *Domaines et châteaux* (Seuil, 1989).



ment du présent. Cette surcharge événementielle journalière — effondrement du communisme, changement dans la composition du peuplement américain, guerres locales en Europe — complique l'appréhension du passé, l'oppose à l'idée d'une linéarité de l'Histoire. Il est difficile de comprendre comment les événements sont reliés. La complexité, aujourd'hui, est présente partout. La complexité historique, en tout cas, est évidente.

Vous êtes l'ethnologue de notre vie quotidienne : dans le métro, au jardin du Luxembourg. Comment voyez-vous vos contemporains ?

— La flânerie dans le Luxembourg, c'est un luxe. Mais ce que je trouve étonnant dans le métro, c'est cette coexistence des solitudes, des ruminations parallèles. Il suffit, c'est vrai, d'incidents pour que la communication se rétablisse. L'ordinaire, néanmoins, c'est le silence des individus pressés les uns contre les autres aux heures de pointe.

Je viens de passer une semaine à New-York où j'ai beaucoup marché. Les touristes y étaient nombreux et j'ai été conduit à observer ce que j'avais déjà remarqué en France : la transformation des hauts lieux du tourisme en ce que l'on pourrait appeler des « non-lieux ». Les lieux déjà remarquables (les villages, les terroirs) sont des lieux où tous les habitants se reconnaissent, savent ce qu'ils peuvent en faire, ont des rapports avec les uns et les autres ; ce sont des lieux symbolisés.

Dans le monde contemporain, il y a de plus en plus d'espaces qui sont le négatif de ces lieux : on n'y trouve ni les repères de son identité ni les conditions d'un échange ou d'un dialogue avec les autres. Les « non-lieux », les autoroutes, les grandes surfaces, les « non-lieux » de ce type : on n'y dialogue qu'avec des machines, des haut-parleurs ou des écrans ; on y retrouve cette juxtaposition des solitudes si remarquable déjà dans le métro. Rien ne dit que les gens y soient malheureux ; mais ils y sont seuls. Le voyage constitue peut-être la quintessence de cette expérience. Voyez comment sur les autoroutes le paysage prend ses distances : vous filez, sans vous arrêter, mais un écrivain vous dit : « châteaux fort du douzième siècle », « paysage de Cézanne ». Le mot, ça somme, ne vous regarde pas. Voyez encore comment les défilés touristiques où les affiches vous invitent à être celui qui s'est trouvé dans tel ou tel site (en incluant dans le paysage qu'ils reproduisent la silhouette de celui qui le découvre). Redoublement de solitude : il faut être celui qui a vu, partir pour rentrer au plus vite et trouver quelqu'un à qui raconter le voyage (« Tu vois, au pied des pyramides, c'est moi ! »). Je comprends mieux aujourd'hui que Lévi-Strauss ait pu dire qu'il haïssait les « voyages ».

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI

aujourd'hui, une pensée qui travaille au plus près de la réalité individuelle. En tout cas en Occident. Je me demande si cette affirmation de la valeur individuelle, indépendamment de la race, du sexe, etc., qui n'a pas d'équivalent dans l'Histoire, ne donne pas, précisément, un sens à l'Histoire.

« L'Histoire et la fiction ne sont plus très différents, si l'on considère l'univers d'images qui est le nôtre »

« Quelque chose se joue dans nous ne mesurons pas encore toutes les conséquences. La pensée de l'individu a peut-être été le ferment le plus efficace dans la décomposition des empires, même si l'on peut avoir quelques doutes en voyant ressurgir les pulsions nationalistes qui rappellent le dix-neuvième siècle. Ce détour par le nationalisme est peut-être nécessaire dès lors que des volontés individuelles cherchent à s'affirmer. Peut-être est-il le seul langage dont elles disposent. Le thème de l'individualité est à conjuguer avec celui de l'identité et des identifications collectives (à la nation, à la religion) et avec celui de la liberté, cette notion aléatoire qui gravite autour des deux premières.

« L'avenir reste ouvert : l'Histoire n'est donc pas « finie » ? »

— Quelquefois, les systèmes apparaissent là où on ne les attend pas. L'idée que le capitalisme a « gagné » ne participe-t-elle pas d'une illusion de type victorien ? Les victoriens pensaient qu'on avait atteint le comble de la civilisation avec l'empire britannique. Les civilisations étaient classées en fonction de leur degré de proximité avec le citoyen britannique, qui symbolisait la perfection totale.

Aujourd'hui, cette perfection s'incarne dans le citoyen américain ?

— C'est une illusion du même ordre, en effet. Bien qu'on ne sache pas si la perfection est américaine ou japonaise, on mesure la capacité des uns et des autres à devenir modernes à l'aune d'une réussite de type capitaliste. Nous distribuons au monde des leçons de démocratie et d'efficacité. L'erreur serait de penser que nous parlons à partir d'une situation de perfection, d'achèvement. C'est une illusion qui s'est souvent répétée dans l'Histoire.

S'agissant de l'Europe de l'Est, par exemple, nous pouvons avoir tendance à nous dire : ça va leur prendre quelques années, puis ils vont nous rejoindre. Mais le scénario sera sûrement différent : ce seront de nouveaux problèmes, ce sera ce qu'on appelle l'Histoire. Mais nous ne sommes pas en situation de la connaître, puisque nous ne sommes ni dans un système clos à l'intérieur duquel on peut décrire ce qui est vrai et ce qui est faux, ni au point d'aboutissement à partir duquel nous mesurerions l'avance ou le retard des autres.

L'illusion idéologique est aujourd'hui du côté de ceux qui affirment : voilà, tout est accompli !

La mort des idéologies n'est jamais que la victoire d'une idéologie...

Tout a fait. Victoire, donc, relative et provisoire.

L'Histoire se joue donc dans un espace limité. Limité par les dimensions du « village médiatique » qu'est devenue la planète.

On dit parfois que l'Histoire s'achève. Quand on dit cela, on parle en fait de la surabondance d'événements intellectuellement peu maîtrisables. Tout devient Histoire : les « sixties », les

« seventies ». L'Histoire nous rattrape, au point que chacun d'entre nous peut avoir l'impression d'être un personnage historique. Cette surabondance, naturellement liée aux formes nouvelles de communication et d'information, rend difficile la pensée du passé proche et complique la tâche des historiens « contemporanistes ».

Cette richesse d'informations, d'images, n'a pas de précédent historique : il y a un espace de l'image, qui donne à tous une fausse mais efficace familiarité, par exemple avec les grands de ce monde ou avec les personnages de fiction des séries américaines. Les uns et les autres ont un peu le même statut. L'Histoire et la fiction ne sont plus des genres très différents, si l'on considère l'univers d'images qui est le nôtre. Ces phénomènes contribuent à l'idée que nous sommes un « petit monde ».

D'un autre côté, cette puissance de l'image, combinée à l'individualisation dont nous parlions, est peut-être le seul obstacle à tous les fondamentalismes. La force d'opposition à l'emprise des intégrismes se situe du côté de la liberté individuelle et de son image. Les femmes, souvent, expriment de façon exemplaire la force de l'exigence individuelle. Nous passons insensiblement, en Occident, à un état de société où chaque individu prétend avoir sa représentation du monde. Le fait que cette originalité soit à bien des égards illusoire est une autre question.

« Ce rétrécissement de l'espace joue contre les fondamentalismes, disiez-vous. Mais dans nos sociétés complexes, dévotées, quelles sont les conséquences de cette limitation d'espace ? Peut-on le rallier à l'état de dépression nerveuse que vit la France, par exemple ? »

Dans les sociétés libérales, cet état de crise est latent. Je ne prétends pas refaire un « grand récit » au 19^e siècle, mais nous sommes chacun pour notre part, individuellement, conduits à nous interroger, à nous prononcer sur le sens du monde. La nouveauté, c'est que chacun pour notre part nous éprouvons le besoin de donner un sens au monde. Cependant, dès lors, ne pas éprouver un sentiment d'enfermement et de fragilité ? Il y a manifestement des problèmes

qui se posent à l'échelle du globe. En même temps, nous vivons tous les gouvernements sous nos yeux. Cet effet de proximité est anxiogène. Dieu est définitivement loin : avoir entre ses mains, au moins métaphoriquement, le sort d'un monde dont on ne sait pas exactement ce qu'il est, ce n'est pas une position confortable.

An fond, l'Histoire de chacun se frotte quotidiennement à l'Histoire globale : c'est quelque chose qui est loin d'être rassurant. D'où les crispations identitaires qui relèvent d'un besoin de se cramponner à un univers proche pour vivre dans un univers de sens.

« Aujourd'hui, le doute porte sur la capacité du temps à être un principe d'intelligence et d'identité »

Le désarroi des esprits est souvent comparé au tournant des dix-septième et dix-huitième siècles. Pourquoi ?

— Parce que les grands paramètres que sont l'espace et le temps étaient déjà en jeu à cette époque, comme l'a montré l'historien Paul Hazard. Leibniz invitait l'Europe à s'étendre vers l'Amérique et l'Afrique, plutôt que de se faire la guerre à elle-même : il y avait une spéculation interminable sur les frontières et l'espace. Il y avait aussi un doute sur l'Histoire que représentait Fontenelle. Aujourd'hui, le doute porte sur la capacité du temps à être un principe d'intelligence et d'identité. François Furet introduisait des *Pensées* : la Révolution, lorsqu'elle établissait que la vérité de l'événement révolutionnaire n'était pas inscrite dans les circonstances et la situation qui l'avaient précédé.

Nous n'arrivons plus à penser le temps.

C'est cela la crise des idéologies. Elle relève de cette difficulté. Et je me demande si cette difficulté ne tient pas à l'encombre-

Nouveautés "Que Sais-je?"

La commission des opérations de bourse, par Marie-Claude Robert et Béatrice Labbos - N° 2622.

Le design industriel, par Denis Schulmann - N° 2623.

Economie de la communication, par Jean-Pierre Paul - N° 2607.

L'économie des temps modernes, par Henri Legohérel - N° 2627.

L'harmonisation fiscale européenne, par Dominique Villemot - N° 2618.

Histoire de la spiritualité, par Raymond Darricau et Bernard Peyrous - N° 2621.

Le marché de l'art, par Emmanuel et Michel Hoog - N° 2630.

Les marchés publics européens, par Jean-Pierre Gohon - N° 2625.

La protection internationale de l'environnement, par Jean-Luc Mathieu - N° 2636.

Le rhythm and blues, par Francis Hofstein - N° 2619.

L'urbanisme, par Pierre Martin - N° 187.

Chaque volume 128 pages, 34 F.

COLLECTION "QUE SAIS-JE?"

L'encyclopédie au format de poche

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les rédacteurs du Monde »
- Association Hubert-Beuve-Méry
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises
- M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-23

Imprimerie du « Monde »

12, r. M. Gansbourg

94852 IVRY Cedex

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Huguet-Dervillé, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin

75902 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-89

Tél. : 206.806 F

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-80-30-10

Tél. : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELG., LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 590 F
1 an	1 628 F	2 066 F	2 980 F

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse : les abonnés ou leurs ayants droit sont invités à formuler leur demande, deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

117 NOV 91

LA CONFÉRENCE DE PAIX DE MADRID

M. Arafat affirme que « l'Intifada durera le temps qu'il faudra »

M. Yasser Arafat a affirmé dimanche 3 novembre à Tunis que « les Palestiniens et les Arabes ont été obligés d'aller à Madrid », ajoutant que les « conditions de la conférence de Madrid nous ont été imposées par les États-Unis, ce qui reflète leur partialité à l'égard d'Israël ». Le chef de l'OLP a souligné, dans un discours prononcé à l'ouverture dimanche matin d'une conférence internationale pour la défense des droits du peuple palestinien, que « l'Intifada durera le temps qu'il faudra » pour libérer les territoires occupés.

Après avoir regretté que Moscou se soit joint aux efforts déployés par Washington pour tenir la conférence dans les conditions dictées, il a déclaré : « Si nous avons accepté d'y aller, c'est pour démasquer l'ennemi, sa duplicité et ses mensonges. » M. Shamon, se situant en dehors de l'histoire, il n'y a pas d'Intifada et continue de rêver d'un Grand Israël qui s'étendrait du Nil à l'Euphrate », a dit M. Arafat, exhibant à l'appui une carte parue le 19 février 1989 dans un journal américain.

Le dirigeant de l'OLP a déclaré, sous les applaudissements nourris de l'assistance, que l'Intifada « se poursuivra vague par vague et durera, grâce à la solidarité des nouveaux généraux (enfants palestiniens), jusqu'à ce que le drapeau palestinien soit hissé sur Al-Qods (Jérusalem), capitale de notre État indépendant, et qu'il flotte sur les églises, les minarets et les remparts » de cette ville.

A Amman, M. Bassam Abou Charif, proche conseiller de M. Arafat, a déclaré que l'OLP espère une reprise dans les six mois du dialogue avec les États-Unis, interrompu depuis le 30 mars 1990. L'OLP, a-t-il dit, sera ainsi récompensé pour son « attitude constructive » concernant le processus de paix en cours.

A Téhéran, en revanche, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a estimé que « la prétention » donnée à Israël « pour un état de rétrocession » donne à Israël « pour un demi-siècle de trahison et de brutalité ». Le quotidien iranien *Tehran Times*, proche du gouvernement, a

mis en cause les représentants de la Syrie, de la Jordanie et du Liban à la conférence de Madrid, affirmant que leur « trahison était immense » puisqu'ils « se sont assis avec les sionistes impies qui ne connaissent que le ravage et le pillage ». Pour l'agence officielle IRNA, Israël « a déjà atteint son objectif principal, la reconnaissance de son existence illégale par le monde arabe », alors que les Arabes « sont en voie de perdre la terre et la paix ».

A Jérusalem, on apprendit dimanche de source autorisée qu'une nouvelle implantation israélienne sur le plateau du Golan, la colonie de peuplement de Kela, devait être inaugurée lundi en présence de trois ministres. Située dans la partie nord du plateau, l'implantation de Kela servait jusqu'à présent de base militaire pour des soldats-paysans d'une unité de l'armée israélienne. Selon la radio israélienne, le ministre du logement M. Ariel Sharon, qui sera présent aux cérémonies d'inauguration, a annoncé dimanche aux membres du cabinet que des mesures avaient été prises pour empêcher l'établissement de nouveaux

colons en Cisjordanie occupée. M. Sharon, qui s'est engagé à établir quelque 50 000 nouveaux colons en Cisjordanie et dans la bande de Gaza d'ici à 1992, a ajouté qu'il espérait que le premier ministre Itzhak Shamir ne soutiendrait pas ces mesures.

D'autre part, un député de l'opposition de gauche israélienne, M. Duddy Tzucker, de la Liste des droits civiques, a déposé plainte, par dérision, contre la délégation israélienne, qui a, selon lui, violé à Madrid la loi prohibant tout contact avec l'OLP. M. Tzucker accuse en particulier le secrétaire général du gouvernement, M. Elyskim Rubinstein, d'avoir eu un entretien vendredi, à Madrid, avec un délégué palestinien, M. Saeb Erekat, qui s'était publiquement réclamé de l'OLP. « J'ai déposé plainte pour montrer le caractère absurde de la loi qui interdit tout contact avec l'OLP, une loi qui a entraîné récemment la condamnation du pacifiste israélien Abie Nathan », a-t-il souligné. (AFP, AP.)

Première série de rencontres bilatérales

Suite de la première page

« Toutes les négociations bilatérales prévues entre Israël et les parties arabes ont eu lieu. Elles étaient et elles demeurent le seul moyen de parvenir à la paix », a déclaré M. James Baker.

Le plus difficile fut sans doute d'amener les Syriens face à leurs interlocuteurs israéliens. Un premier rendez-vous a été manqué et l'on put craindre un moment que les deux parties ne se rencontrent jamais. Finalement, la face-à-face eut lieu, mais dans des conditions si « difficiles » que le résultat paraît nul. Syriens et Israéliens se sont mutuellement accusés de s'être livrés à un déprimant réquisitoire. Pour les Syriens, ce sont les Israéliens qui ont érigé leurs positions traditionnelles sur le conflit.

Pour les représentants de l'État hébreu, en revanche, les délégués de Damas ont épuisé leur temps de parole à lire et à relire les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU. Un seul point d'accord : les deux parties ont conclu qu'elles ne s'entendraient sur rien et que l'affaire était désormais entre les mains de M. Baker.

La réunion la plus spectaculaire et la moins « froide » fut celle entre Israéliens et Palestiniens. « Nous nous sommes serrés la main », se réjouissait un membre de la délégation israélienne, M. Zalman Shoval, ambassadeur à Washington. « L'atmosphère entre nous a été extraordinaire, et fort constructive », ajoutait le diplomate. « Tout se passe comme si les deux camps découvraient que nous existons et que nous sommes des êtres humains », s'exclama, pour sa part, un délégué arabe. Et, de fait, pour la première fois depuis sa naissance, il y a quarante ans, Israël a donc négocié dimanche avec cinq Palestiniens, les législateurs à part entière.

« Nous ferons des propositions »

Il s'agit, dans un premier temps, de discuter la date et le cadre des prochaines rencontres. Il n'y a pas d'accord sur ce point, certes, et il faudra probablement attendre deux ou trois semaines avant de connaître la date et le lieu des prochaines rencontres, non seulement entre les Israéliens et les Palestiniens, mais aussi entre l'État hébreu et les parties syrienne, jordanienne et libanaise. M. James Baker a indiqué qu'il espérait que les protagonistes se mettraient d'accord entre eux. Mais, prudent, il a précisé qu'il laisserait à leur disposition son équipe d'experts du Proche-Orient : le sous-secrétaire d'État, M. Edward Djerejian, ancien ambassadeur à Damas, et M. Deoniss Ross, l'un des plus proches conseillers de M. Baker dans cette affaire. Si d'ici deux à trois semaines Arabes et Israéliens ne se sont pas entendus, « alors », a ajouté M. Baker, nous ferons des propositions. On laisse entendre de bonne source que Washington ou Williamsburg (Virginie) pourraient être suggérées.

En contrepartie de son acceptation, la Syrie pourrait alors demander à être rayée de la liste noire établie par le département d'État liste qui, chaque année, stigmatise « les pays qui pratiquent le terrorisme », ainsi que la reprise du dialogue officiel, interrompu en juin 1990, entre Washington et l'OLP.

En attendant, bien qu'ils aient été « nuyés », sur l'insistance israélienne, dans une « délégation jordanienne-palestinienne », qui comprenait donc un nombre égal de délégués jordaniens, les Palestiniens ont particulièrement apprécié leur journée. Personne n'a été dupe, en effet : c'est bien un dialogue sans précédent, véritablement historique, entre les représentants des

deux grands nationalismes qui s'affrontent depuis un siècle sur la même terre, qui s'est amorcé ce week-end au palais de Parcen, un discret hôtel particulier de la capitale espagnole.

La veille et pendant les deux jours précédents de la conférence officielle, les mêmes Palestiniens, conduits par le très distingué docteur Halidar Abdel Chafi, s'étaient déjà retrouvés dans la même salle que les représentants de l'État hébreu, premier ministre en l'air. Mais, caméras obligent, il n'y avait alors que des discours aussi formels que prévisibles. Dimanche, dans un lieu moins théâtral que le palais royal de Madrid, les deux parties se sont, non seulement adressées la parole, mais elles se sont félicitées de leurs échanges mutuels. « Bonne atmosphère », « discussions sérieuses et positives », les commémorations ont exactement les mêmes du côté israélien et palestinien. Rien d'étonnant à cela puisque les délégations sont allées jusqu'à se mettre d'accord sur ce qu'il fallait dire, immédiatement après les discussions, aux journalistes.

« Il y a même eu des rires »

L'absence de caméras dans la salle aux volets fermés de l'hôtel Parcen semble en tout cas avoir « libéré » les présents au-delà même de ce qui pouvait être attendu. « Nous avons échangé quelques plaisanteries, deux ou trois nous et il y a même eu des rires », raconte avec ravissement le porte-parole de la délégation israélienne, M. Yossi Amihud. Rappelant que M. Eliahou Rubinstein, secrétaire du gouvernement et chef des sept délégués israéliens pour les pourparlers avec les « Jordano-Palestiniens », parle un arabe parfait, M. Amihud, qui, en temps ordinaire, est lui-même consul d'Israël à Marseille, a indiqué que plusieurs proverbes ont été échangés entre les participants dans la langue de Maloulet. « À la pause café, vers 11 heures, a-t-il poursuivi, nous nous sommes retrouvés tous ensemble dans un grand salon et nous avons échangé par petits groupes, sans aucune ségrégation, entre Jordaniens, Palestiniens et Israéliens. Pendant ce temps, chacun a pris la parole sans ordre préalable, mais tour à tour. Les échanges furent vraiment très civils, y compris lors de la seconde séance de l'après-midi. »

On dira que les questions de fond, celles qui précèdent le dialogue, sont les plus difficiles et qu'il est facile de s'entendre sur les détails de procédure. Mais quand l'accès soire touche et conditionne l'essentiel, ce n'est plus tout à fait vrai. Si Israël et ses partenaires arabes n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le lieu de leurs prochaines rencontres, c'est que la question est loin, très loin, comme l'a justement souligné M. James Baker, de relever du détail. « Ce qui peut paraître des petites questions de procédure, expliquait-il, peut revêtir une grande importance pour ceux qui sont directement concernés et qui, eux, prennent des risques. »

Insister, comme le font encore les délégués israéliens, sur la nécessité de poursuivre les négociations alternativement sur le territoire de l'État hébreu et dans les pays concernés revient pour eux à essayer d'obtenir, par ce biais, la reconnaissance indirecte de leur existence dans la région. Les Palestiniens et les autres partenaires arabes des négociations l'ont parfaitement compris et c'est pourquoi ils refusent l'invitation israélienne.

On conviendra qu'il n'y a rien de marginal dans tout cela, pas plus d'ailleurs que dans le communiqué israélo-palestinien-jordanien

qui précise bien que les délégations se sont rencontrées aux fins « d'ouvrir des négociations directes sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies ». Chacune des parties conserve, évidemment, une interprétation divergente de ces textes : la paix contre « les » territoires pour les Arabes, alors que les Israéliens estiment n'avoir plus aucun compromis territorial à faire — mais il n'est pas indifférent qu'ils soient ciels.

Seconde précision importante, les Israéliens reconnaissent que leurs discussions avec le groupe conduit par M. Abdel Chafi visent, selon l'expression retenue par M. Rubinstein, à l'établissement d'un « gouvernement autonome intérimaire pour les Palestiniens des territoires » actuellement administrés par l'État hébreu.

« Ce ne sera pas facile », a précisé le chef de la délégation israélienne, mais nous espérons aboutir. Comment les négociations futures vont-elles se dérouler ? Là aussi il y a accord puisque les Israéliens ont accepté que les Palestiniens « préparent » par les termes de l'invitation américano-soviétique et réclame avec insistance par la partie palestinienne. Kippas sur le crâne et les 100 conciliants, M. Rubinstein, qui fut l'un des négociateurs des accords israélo-égyptiens de Camp-David, a expliqué le programme : lorsque sera abordé l'angle purement palestinien des négociations avec la délégation « Jordano-Palestiniens », Israël ne pourra pas que la discussion soit conduite par des Palestiniens. Pour ce qui concerne la Jordanie, Israël espère aboutir à une sorte d'arrangement séparé, en tout cas différent de celui avec les Palestiniens, puisque, selon le mot de M. Rubinstein, « il s'agit de parvenir à des relations de paix complètes avec le royaume hachémite : traités, rapports diplomatiques, économiques, etc. ».

La profonde satisfaction de M^{me} Achraoui

« Certains sujets, a d'ailleurs confirmé un peu plus tard M^{me} Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne, concernent à la fois la Jordanie et nous-mêmes, mais pas tous. Dans un sens, nous ne pouvons pas parler de la nuit, les partenaires de M. Abdel Chafi ont réitéré « la nécessité absolue » pour Israël de « démontrer sa bonne foi » en mettant fin aux implantations juives dans les territoires occupés et en reconnaissant les droits nationaux des Palestiniens. Rien ne dit que l'État hébreu obtiendra, mais M^{me} Achraoui avait, du côté, dimanche soir, à dissimuler sa profonde satisfaction. « Nous sommes très heureux que l'ouverture des négociations bilatérales se soit déroulée de manière aussi positive », a-t-elle dit.

Cette réaction contraste étrangement avec la morosité née de la réunion israélo-syrienne et souligne la singularité de la situation des Palestiniens de l'intérieur par rapport aux Syriens et aux Libanais. Confrontés à une réalité quotidienne difficile, les gens de Cisjordanie et de Gaza semblent vouloir affirmer leur autonomie et paraissent pressés d'entamer la négociation. Leurs partenaires arabes sont convaincus que l'avenir sera de longue haleine et ils entendent préserver une certaine unité face à la perspective de laborieuses pourparlers.

La conférence proprement dite est terminée, les négociations bilatérales ont commencé. Reste à mettre sur pied les conversations multilatérales entre Israël et les Arabes, à propos de quelques grands sujets d'intérêt régional (ressources hydrauliques, réfugiés, désarmement). Le dispositif imaginé par M. Baker prévoit en principe l'ouverture de ce forum dans quelques semaines mais, comme il l'a lui-même souligné dimanche, « rien n'est garanti, on est au Proche-Orient ».

FRANÇOISE CHIPAUX
PATRICK CLAUDE
et ALAIN FRACHON

Les Syriens se sont voulus les plus inflexibles

MADRID

de nos envoyés spéciaux

Jusqu'au bout, la délégation syrienne a fait planer le doute sur sa participation aux conversations bilatérales avec Israël. Elle n'a d'ailleurs annoncé celle-ci qu'en fin de matinée dimanche, après avoir obtenu gain de cause sur deux points : le lieu de ces conversations, qu'elle voulait unique pour les trois délégations (pour ne pas créer de précédents et voir ensuite les pourparlers se dérouler dans des villes différentes), et le fait que la réunion ne se limite pas, comme le demandait Israël, à un simple débat de procédure sur la poursuite des ces face-à-face.

Resté à Madrid, à l'issue de la séance plénière de la conférence, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charaf, est battu pied à pied pour faire admettre son point de vue et compenser le fait qu'Israël avait gagné la moitié de sa bataille : à l'encore de ses interlocuteurs, l'État hébreu a obtenu que les conversations bilatérales se déroulent dans un autre lieu que Madrid, toutes les délégations arabes étant unies dans le refus du Proche-Orient, proposé par Israël comme théâtre des conversations.

Le duel permanent israélo-syrien a été une des constantes de cette conférence, où, d'emblée, la Syrie s'est voulue le plus inflexible des interlocuteurs arabes d'Israël.

Contraint par les circonstances à dire oui à des négociations directes avec l'ennemi israélien, le président syrien Hafez El Assad avait visiblement donné pour consigne à sa délégation de se montrer dure et de ne faire aucun geste qui puisse faire penser que Damas cédait quoi que ce soit à Israël.

Dès son arrivée à Madrid, le ministre syrien avait donc donné le ton : nous sommes là pour faire la paix, mais Israël n'en veut pas, avait-il dit en substance, et a-t-il répété tout au long de ces cinq jours de débat. Pour la Syrie, le seul objet des pourparlers est clair, à savoir l'application intégrale des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, c'est-à-dire l'évacuation pure et simple des territoires occupés par Israël, en échange de la paix.

Une rencontre

« complètement négative »

C'est le langage qu'a donc tenu, durant cinq heures, dimanche dans la nuit, le chef de la délégation syrienne, M. Mouaffak Allaf, à son homologue israélien, M. Yossi Ben Aharon, lors d'une séance de pourparlers directs sans précédent dans l'histoire des deux pays. Israéliens et Syriens sont au moins tombés d'accord sur un point : ils ne sont d'accord sur rien. Toutes les mesures proposées par l'un ont été refusées par l'autre, et la rencontre a été jugée de part et d'autre

« complètement négative ». Si l'on a bien fait la pause-café, ce fut séparément et on ne s'est pas serré la main.

La dynamique de Madrid, espérée par M. James Baker, n'a visiblement pas opéré sur la Syrie, qui a eu parfois du mal à convaincre ses partenaires arabes du bien-fondé de son attitude. Pressés d'entrer dans le vif du sujet, les délégués palestiniens, en particulier, regrettaient quelque peu les atermoiements des Syriens, même si l'on souligne que ce n'est qu'en accord avec la Syrie qu'ils se sont rendus à leurs pourparlers avec Israël. Définie au niveau du chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, la coordination syro-palestinienne, dictée par l'adversité, n'a pas toujours été très bien comprise des délégués des territoires occupés, moins rompus que ceux de la diaspora aux joutes politiques et aux jeux interarabes.

Séparés sans accord, Syriens et Israéliens vont attendre maintenant la décision de M. Baker qui devra, selon toute vraisemblance, choisir lui-même un lieu pour la reprise de ces conversations, dont on ne voit pas très bien à quel elles pourraient aboutir si chacun des partenaires reste sur ses positions. Damas qui, contrairement à Jérusalem, cherche le maximum d'engagement américain dans ces négociations, réclamera sans doute plus de garanties à M. Baker, avant de faire une ouverture sérieuse qui permette de lancer vraiment la négociation.

Les Libanais ont accepté d'ouvrir la discussion après l'arrêt des bombardements israéliens dans le Sud

MADRID

de nos envoyés spéciaux

Représentants de l'État hébreu et du pays du Cédre se sont réunis, dimanche 3 novembre, à Madrid, quelques heures après que les États-Unis eurent fait pression pour que les Israéliens interrompent une série de bombardements contre le Liban du Sud. (Lire page 4 l'article de Lucien Georgel.) La réunion n'a été annoncée qu'une fois que la Syrie ait, de son côté, décidé elle aussi de rencontrer les Israéliens.

Autour de la table, certains visages étaient familiers aux uns et aux autres. Le chef de la délégation libanaise, l'ambassadeur Zafar El Hassan, avait déjà participé au printemps de 1983 à la négociation du traité de paix libano-israélien du 17 mai de la même année.

accord resté lettre morte — dont l'un des promoteurs avait été M. David Kinche, diplomate qui, dimanche, était l'un des responsables de l'équipe de l'État hébreu.

Les Israéliens entendaient débiter de questions de procédure : modalités, date et emplacement d'une prochaine rencontre. Mais les Libanais insistèrent pour rappeler leur exigence de fond : la mise en œuvre de la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU (de 1978) qui impose à l'État hébreu de se retirer du Liban du Sud. Israël n'entend y consentir qu'en application « d'arrangements de sécurité » du type de ceux négociés en 1983. Les Libanais assurent que de tels arrangements ne seront plus nécessaires lorsque Israël autorisera l'armée libanaise à se déployer dans

tout le sud du Liban. Les délégations entrèrent et sortirent par des portes différentes du palais de Parcen où leurs réunions eurent lieu.

A l'issue de quelque deux heures de pourparlers — dont l'essentiel s'est déroulé en arabe —, les Libanais furent reçus par le sous-secrétaire d'État américain chargé du Proche-Orient, M. Edward Djerejian, qui, contrairement à leurs souhaits, leur indiqua que la prochaine rencontre n'aurait sans doute pas lieu à Madrid. Pour ce forum bilatéral israélo-arabe, comme pour les deux autres résumés dimanche, un lieu et une date restent donc à fixer afin d'organiser la poursuite du dialogue.

"La mort de Lénine"

Un livre sur l'implosion du communisme...
Vous connaissez l'auteur ? *



3617 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

* Tapez dans titre : Mort Lénine

هذا من لاني

هنا في القدس

LA CONFÉRENCE DE PAIX DE MADRID

En Israël

Quand les Palestiniens deviennent presque des « bons »...

JÉRUSALEM

correspondance

Qual a été l'impact des événements de Madrid sur l'imaginaire des Israéliens? Cette question revêt une importance non négligeable si, comme l'affirmait le président Sadat, il est exact que le conflit israélo-arabe est à 90 % d'ordre psychologique. Or, la lecture des journaux permet rapidement de se rendre compte que si l'image des Syriens demeure plus négative qu'auparavant, celle des Palestiniens, au contraire, s'est sensiblement améliorée. On pourrait presque dire que, dans l'avenir, les Palestiniens sont en passe de devenir des « bons » par rapport aux « méchants » Syriens.

Cette impression est illustrée par les photos publiées par toute la presse ces derniers jours : d'abord celle des jeunes Palestiniens de Cisjordanie offrant des ramaux d'olivier aux soldats israéliens, puis celle de la poignée

de main à Madrid entre les chefs des délégations israéliennes et palestiniennes, M. Elia Kim Rubinstein et le D. Haidar Abdel Chafi. Mais c'est surtout la détermination des Palestiniens d'aller à l'avant dans la négociation, de ne pas s'aligner sur les positions syriennes, qui fait l'objet d'éloges généraux. Pour l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Abba Eban, « la meilleure surprise a été le fait que ce sont les Palestiniens qui ont le plus radicalement modifié leur attitude. Leur attitude qui avait débuté par une volonté de détruire Israël a abouti à l'acceptation d'un accord intérimaire sur un régime d'autonomie. C'est un véritable tournant ».

Le Syrien et l'image maléfique de l'Arabe

Un commentateur du grand quotidien indépendant Haaretz parle, lui, de mythe qui a volé en éclats : « Le mythe des Palestiniens qui ne ratent jamais une

occasion de laisser échapper l'occasion de parvenir à un compromis. » Le moins qu'on puisse dire, c'est que les Syriens ne sont pas, eux, couverts d'éloges par les médias israéliens.

En prononçant un discours qualifié de « dur et colérique », en attaquant de manière virulente le premier ministre Itzhak Shamir, en refusant de répondre aux questions des journalistes israéliens, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Ferouk El Cherah, a produit une impression extrêmement négative sur les Israéliens : « Il semblait réincarner l'image maléfique de l'Arabe telle que je l'avais conçue dans mon enfance », a pu dire l'écrivain israélien Haim Gouri.

Et pourtant, estime le quotidien Haaretz, à propos de Damas aussi, un mythe a été brisé : « Celui des Syriens, seuls maîtres du processus de paix, capables d'imposer leurs démarches à tous les autres partenaires arabes ».

HENRI BAINVOL

En Egypte et en Arabie saoudite

M. Dumas a souligné la nécessité du « parallélisme » des différentes négociations

ISMAÏLIA

de notre envoyée spéciale

M. Roland Dumas a pu vérifier, samedi 2 novembre, à Ismaïlia, lors d'entretiens avec le président Mubarak et avec le vice-premier ministre pour les relations extérieures, M. Boutros Ghali, son accord avec les dirigeants égyptiens sur la façon de considérer la suite du processus engagé à Madrid. M. Dumas s'est notamment déclaré favorable à l'idée défendue par le président égyptien de poursuivre aux États-Unis les négociations bilatérales amorcées à Madrid.

Le ministre français a aussi insisté, à l'issue de son entretien avec M. Mubarak, sur la nécessité de préserver un « parallélisme » entre négociations bilatérales et multilatérales, sous peine de faire échouer le processus de Madrid. « Une négociation conditionne l'autre », a-t-il indiqué.

De source française, on a appris que le secrétaire d'État américain,

M. James Baker, avait sollicité en fin de semaine dernière les pays européens ainsi que l'Union soviétique, le Canada et le Japon pour qu'ils s'alignent à brève échéance, avec les parties à la conférence de paix, une réunion préparatoire aux négociations multilatérales proprement dites, qui doivent porter entre autres sur les questions de développement et de stabilité dans la région. Interrogé sur cette invitation, M. Roland Dumas a déclaré qu'il y était favorable, mais que cette réunion devait avoir un caractère seulement préparatoire. Il a dit partager avec le président Mubarak l'idée qu'il serait prématuré de vouloir ouvrir les négociations multilatérales avant que les négociations bilatérales « soient engagées de façon sérieuse ». « Aucun pays arabe - pas seulement la Syrie et le Liban, mais aussi les autres - ne pourra aller aux multilatérales si rien n'a été obtenu sur le fond dans les conversations bilatérales », a-t-il estimé.

La réunion informelle proposée

CLAIRE TRÉAN

Malgré l'arrivée d'un renfort de l'armée gouvernementale

La tension diminue au Liban du Sud

BEYROUTH

de notre correspondant

L'armée libanaise a reçu l'ordre des autorités de Beyrouth de résister à toute opération israélienne au Sud, et de ne pas obtempérer à l'ultimatum qui lui a été adressé samedi. Les miliciens qui tiennent la « zone de sécurité » créée par Israël au Liban du Sud avaient sommé les militaires libanais de se retirer des limites de ce secteur et invité la population à évacuer plusieurs localités, notamment le village de Kfar-Remmaneh, ce qui a provoqué un début d'exode massif.

Des renforts de l'armée ont été dépêchés vers le Sud et les habitants ont reçu un encouragement à rester sur place, de la part de ministres et de députés « sudistes » venus se joindre à eux. Cependant, la résistance de l'armée libanaise, infiniment faible et encore en pleine phase de reconstitution, ne saurait être que symbolique. « Nous sommes conscients de nos capacités », a souligné le premier ministre, M. Omar Karamé, ajoutant toutefois : « Mieux vaut mourir debout que se mettre à genoux ».

Mais les Libanais se fondent sur une assurance américaine selon laquelle, durant les conversations de paix, Washington ne tolérera pas de bouleversement militaire dans la région. On est convaincu à Beyrouth que c'est l'intervention des États-Unis, tout de suite sollicitée par le gouvernement libanais à la suite de la pression militaire et des menaces israéliennes des derniers jours, qui a retenu l'État hébreu : dimanche, les bombardements n'ont plus été que sporadiques dans le secteur de Nabatieh et le blocus imposé à deux villages, Amoun et Chékif, a été levé. Le Liban menaçait de ne plus participer aux négociations si l'escalade israélienne au Sud se poursuivait. Certes, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, n'a pas confirmé l'intervention américaine, affirmant au contraire que l'action de son pays sur le terrain était uniquement

dictée par des considérations de sécurité. Néanmoins, à Beyrouth, on est très explicite à ce sujet, et M. Karamé a déclaré : « Les Américains ont assuré [à la délégation libanaise à Madrid] que les Israéliens ont promis d'arrêter à leur demande de cesser immédiatement toute activité militaire, car cela porte atteinte au processus de paix ».

La décision du gouvernement libanais d'affronter si nécessaire, ne fut-ce que pour le principe, l'armée israélienne, s'imposait d'autant plus qu'il avait, en mai dernier, croisé le fer avec les Palestiniens pour les obliger à se retirer à l'intérieur de leurs camps. Elle s'explique aussi par une perspective d'avenir : s'il veut tenir l'engagement, maintes fois réitéré, de contrôler sa frontière en cas d'évacuation israélienne et d'empêcher toutes opérations de la part des islamistes et des Palestiniens à partir de son territoire, il était indispensable que le Liban se soit déclaré d'abord prêt à défendre la région contre Israël.

LUCIEN GEORGE

Le passé « terroriste » de M. Shamir

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, accusé à Madrid d'avoir été un « assassin » et un « terroriste » par la ministre syrienne des affaires étrangères, a été le chef militaire d'une organisation clandestine, le groupe Stern, qui, à l'encontre des principes fondamentaux sionistes, s'était lancé dans le terrorisme, à la fin du mandat britannique, dans les années 40, avant la création de l'État d'Israël. M. Shamir n'a jamais nié avoir ordonné des attentats mais a toujours affirmé que ces actes ne l'avaient pas fait « innocenter » et qu'il n'avait pas pu empêcher d'autres attentats palestiniens, visant toute une population.

Il aura fallu attendre la récente publication de travaux de chercheurs israéliens pour éclairer les zones d'ombre de la biographie du chef du gouvernement d'Israël. Il apparaît ainsi qu'Itzhak Shamir, né en Pologne en 1915, a rejoint les rangs d'une prairière organisation clandestine, l'Irgoun, à son arrivée en Palestine en 1935. Lorsqu'an

1936 les Palestiniens déclenchent la grande révolte contre le mandat britannique et la colonisation sioniste, l'Irgoun déclenche une vague d'attentats anti-arabes violemment dénoncés par les directions du mouvement sioniste et de la communauté juive de Palestine.

La lutte contre l'occupant britannique

Le jeune Shamir dirige à l'époque une section de la 8^e compagnie de l'Irgoun de la région de Tel-Aviv, qui s'occupe, dit-il, de la lutte contre l'occupant britannique. En 1940, M. Shamir rejoint la fraction la plus radicale, dirigée par le poète Abraham Stern, qui a fait scission au sein de l'Irgoun et rêve de lancer immédiatement la lutte armée contre l'occupant britannique.

Après l'assassinat d'Abraham Stern par la police britannique en 1942 et une première éviction de la prison, Itzhak Shamir devient le responsable militaire du groupuscule, très isolé parmi

la population juive, qui prend le nom de LEHI : « Combattants pour la liberté d'Israël », appelé par les Britanniques « Stern Gang ». Les hommes du LEHI exécutent des policiers britanniques ou des auxiliaires juifs, tentent d'abattre le haut-commissaire en Palestine et parviennent à tuer en 1944, au Caire, le ministre d'État britannique pour le Moyen-Orient, Lord Moyne. Itzhak Shamir est arrêté par la police britannique et déporté en Erythrée en 1946; d'où il s'évade un an plus tard.

Le dernier épisode de son passé « terroriste » est lié au meurtre du colonel Bernadotte, médiateur de l'ONU, survenu en septembre 1948. Jérusalem est alors sous un commando du LEHI. L'affaire n'a jamais été complètement élucidée du fait notamment du mystère total de M. Shamir. Selon des témoignages d'anciens responsables de l'organisation, M. Shamir a donné le feu vert à l'attentat, lors d'une réunion de la direction, mais on ignore son rôle précis ensuite. (AFP)

ASIE

PHILIPPINES : après plus de cinq ans d'exil

Mme Imelda Marcos est rentrée à Manille

La veuve de l'ancien dictateur philippin Ferdinand Marcos, Imelda, âgée de soixante-deux ans, est arrivée à Manille, lundi 4 novembre, après plus de cinq ans d'exil. Elle arrivait de Hawaï, où elle s'était recueillie devant le dépouille de son mari, décédé dans cet État américain en 1989, et dont elle aurait souhaité ramener le corps avec elle pour l'enterrer dans son pays. Parmi les personnes qui attendaient l'ancienne « première dame » au pied de la passerelle, figurait le vice-président Salvador Laurel. Des milliers de ses partisans s'étaient rassemblés sur le chemin de l'aéroport à la capitale et dans les rues de Manille.

À la suite de multiples péripéties, déclarations et démentis, menaces, pressions, changements de dates in extremis, Mme Imelda Marcos est rentrée chez elle, après cinq ans passés aux États-Unis. Le gouvernement de M. Corason Aquino, après de longues hésitations, a fini par autoriser cette rivalité toujours inépuisable qu'est l'ancienne reine de beauté, surnommée en son temps le « papillon de fer », à débarquer aux Philippines.

La raison de ce revirement de la présidence est simple, si l'on en croit son ministre des affaires étrangères, M. Raul Manglapus, récemment rencontré à Paris à l'occasion de la conférence de paix sur le

Cambodge : « La Suisse nous impose, comme condition au retour de certains fonds déposés dans des banques, que Mme Marcos soit inculpée. Nous ne pouvons le faire sans l'autoriser à rentrer pour répondre à ces accusations. Nous lui avons donné un document de voyage - pas un passeport - lui permettant de revenir. Nous espérons qu'elle rentrera à Manille pour les audiences, puis qu'elle repartira. » Ce n'est donc pas avec enthousiasme que le pouvoir qui a renversé son mari accueille une femme connue pour ses extravagances, son peu de goût pour la démocratie et aussi pour avoir soutenu à plusieurs reprises ces dernières années, des comploteurs qui tentaient de renverser M. Aquino.

M. Marcos aura tenté, jusqu'à la dernière minute, d'utiliser comme une arme politique la dépouille de son mari, mort à Hawaii il y a deux ans. Le 30 octobre encore, le gouvernement philippin annonçait qu'il avait reçu une demande d'atterrissage d'un Boeing 747 charter transportant « Mme Marcos et son mari décédé ». Mme Aquino s'est toujours opposée au retour à Manille du corps de celui qui avait ordonné, en 1983, le meurtre, à l'aéroport même de la capitale, de son mari, bien consciente que l'événement pourrait être récupéré par les nostalgiques du régime passé. La présidente exige que la dépouille de l'ancien chef de l'État soit directement transportée et mise en terre dans sa province natale d'Ilocos Norte : « Un État a le droit, pour protéger sa sécurité et sa stabilité, de ne pas autoriser le retour des restes d'un dictateur », observe M. Manglapus. Dans l'atmosphère qui prévaut actuellement

à Manille (les élections auront lieu en mai 1992), le retour de Mme Marcos ne contribuera pas à ramener la stabilité. La veuve du dictateur aurait certes décidé de vendre aux enchères, au bénéfice des victimes du volcan Pinatubo, les mille deux cents paires de chaussures qu'elle avait laissées derrière elle lors de sa fuite et qui étaient « posées au public depuis lors. Mais elle devra aussi compter avec une justice qui ne manquera pas de lui demander des comptes sur les quelques cinq milliards de dollars qu'elle est soupçonnée d'avoir amassés durant les vingt années de son règne, et qui a déjà instruit contre elle pour soixante-dix chefs d'accusation, parmi lesquels corruption, fraude fiscale et exportations de capitaux : un juge a récemment trouvé trace de 356 millions de dollars entreposés sur un de ses comptes en Suisse.

PATRICE DE BEEH

COREE DU NORD : explosion dans un dépôt de munitions. - Les militaires sud-coréens postés à la frontière avec le Nord ont observé, le 30 octobre, une série de violentes explosions en provenance de la ville de Pongpang, située à cinq kilomètres de la zone démilitarisée séparant les deux parties ennemies de la péninsule. Selon toute vraisemblance, c'est un arsenal situé près de la gare de Pongpang qui a explosé, a commenté le ministre de la défense de Séoul. Aucune information n'a été fournie par Pyongyang sur le nombre des victimes. (AFP, Reuters)

AFGHANISTAN

Le voyage à Moscou d'une délégation de la résistance est reporté

ISLAMABAD

de notre correspondant

Les responsables pakistanais n'ont pu cacher leur embarras lorsqu'ils ont dû annoncer, ce week-end, le report de la visite d'une délégation de la résistance afghane en Union soviétique (Le Monde du 2 novembre). Les moudjahidines « travaillent encore sur les dates », a déclaré le ministre des affaires étrangères à Islamabad. C'est ce même ministre qui avait révélé, il y a quelques jours, que la délégation rebelle, dirigée par le chef du mouvement fondamentaliste modéré Jamiat-Islami M. Burhanuddin Rabbani, partirait le dimanche 3 novembre pour Moscou. Le principe du voyage n'est pas remis en cause et les entretiens devraient avoir lieu ce mois-ci, peut-être même avant le 25 novembre. Toutefois, cet épisode a, une nouvelle fois, mis en relief les éternelles rivalités au sein de la guérilla islamique afghane.

M. Rabbani, quant à lui, a indiqué qu'il pourrait partir le 10 novembre. Il n'a pas moins souligné qu'il n'y avait « toujours pas d'accord » avec M. Gulbuddin Hekmatyar, le leader du très radical Hezb-i-Islami, qui a posé de nouvelles conditions, en particulier la mise au point d'une « stratégie commune » à tous les groupes de la résistance au régime de Kaboul. (AFP, Reuters)

M. James Baker se rendra en Chine à la mi-novembre

Le secrétaire d'État américain, M. James Baker, a annoncé, dimanche 3 novembre à Madrid, lors d'une conférence de presse tenue en marge de la conférence de paix au Proche-Orient, qu'il se rendrait à Pékin du 15 au 17 novembre. Il sera le plus important dirigeant américain à se rendre en Chine depuis l'écrasement du soulèvement du printemps 1989, place Tiananmen. « Nous avons des problèmes sérieux avec la Chine et nous ne pouvons pas les régler si nous n'en discutons pas », a expliqué le responsable de la diplomatie des États-Unis. M. Baker a ajouté : « La Chine compte près du quart de la population du globe. Elle possède des armes nucléaires, jouit d'une grande influence dans la région et dispose d'un potentiel économique immense ».

Ce déplacement, que Pékin devrait accueillir avec grand plaisir, prendra place à la fin d'une tournée que M. Baker effectuera au Japon et en Corée, en vue de préparer une visite du président George Bush

dans ces pays à la fin de novembre et début décembre. Cette annonce survient après que des accusations ont été portées contre la Chine, la semaine dernière, par le secrétaire d'État adjoint américain pour l'Asie et le Pacifique, M. Richard Solomon, qui a déclaré que Washington avait connaissance d'une aide chinoise en matière nucléaire à certains pays, dont l'Iran. En outre, les États-Unis ont récemment fait connaître à Pékin leur mécontentement, par l'intermédiaire de l'ambassadeur, de leurs reproches, lesquels expliquaient en notable partie le très important déficit commercial enregistré par Washington à l'égard de ce partenaire. Le Congrès américain, quant à lui, pousse à une approche plus ferme sur la question des droits de l'homme en Chine. Le déplacement de M. Baker a été précédé, ces derniers mois, par les visites de MM. Lawrence Eagleburger, secrétaire d'État adjoint, et Brent Scowcroft, conseiller à la sécurité nationale du président Bush. (AFP, AP, Reuters)

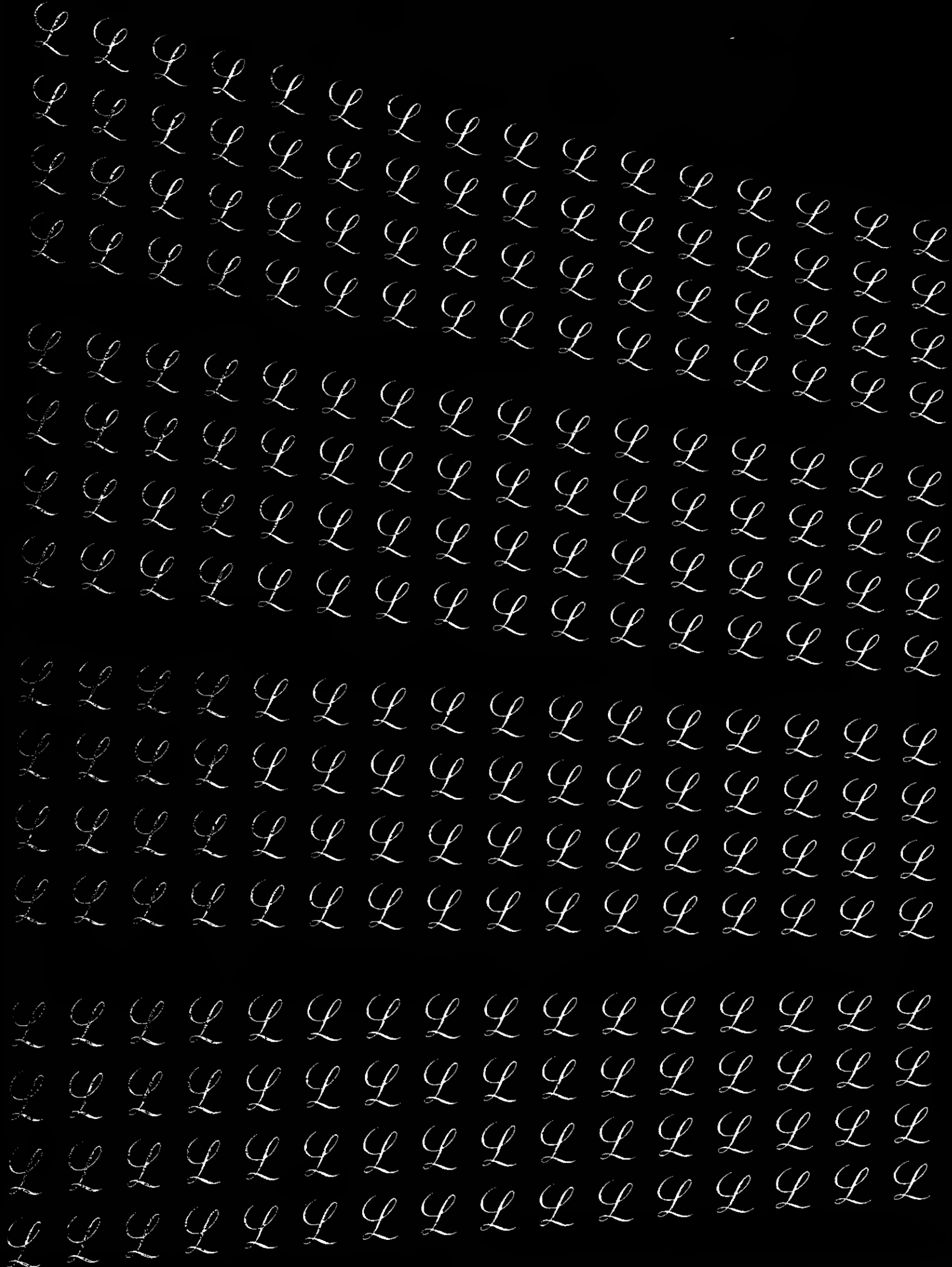
anglais allemand espagnol italien russe
français japonais portugais
Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme
décodez un diplôme « pro » ou un BTS langues.
Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance.
Programmes langue générale, langue des Affaires.
INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE
Documentation et Tests gratuits :
LANGUES & AFFAIRES - Soc 5238, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42 70 81 88

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION

• Le Monde • Mardi 5 novembre 1991 5

7

AVANT DE FAIRE LA FÊTE
NOTRE CHAMPAGNE SE REPOSE
QUELQUES ANNÉES EN CAVE.



Just in time

AFRIQUE

ZAIRE : retranché derrière ses certitudes

Le président Mobutu affirme qu'il « reprend la situation en main »

KINSHASA

de notre envoyé spécial

« Le Zaire n'est pas Madagascar : là-bas, c'est la rue qui parle, ici, ce sont la loi et la Constitution », a estimé samedi 2 novembre le président Mobutu lors d'une conférence de presse improvisée sur son yacht, le *Kamanyola*. Visiblement agacé que l'on puisse comparer Kinshasa à Tamarivao, le chef de l'Etat a tenté de minimiser la portée des récentes initiatives de son opposition. Le « gouvernement-bis », dont les tenants de l'Union sacrée zairoise ont annoncé la formation, ressemble pourtant à s'y méprendre à celui que les opposants, malgaches ont tenté d'imposer il y a quelques mois, en signe de défi au régime du président Ratsiraka.

« C'est à cause de vous [les Français] que mon pays se retrouve avec deux gouvernements », a tout d'abord lancé le président Mobutu, avant de se reprendre et d'affirmer qu'« il n'y a pas deux gouvernements » au Zaire mais bien un seul - celui qui dirige, depuis vendredi, M. Mungu Diaka. Quant au chef de file de l'opposition, M. Etienne Tshisekedi, qui a brièvement occupé les fonctions de premier ministre avant son limo-

geage le 16 octobre, « c'est un citoyen comme un autre. Il a des droits, mais aussi des devoirs. Il doit se soumettre à la loi », a tranché le chef de l'Etat.

Son ressentiment à l'égard des occidentaux paraît, en revanche, relativement inébranlable. « Pour quoi on m'en veut ? Le changement démocratique, c'est moi qui l'ai fait, et je l'ai même lancé quatre ou cinq mois avant La Baule », n'a pas craint d'affirmer le président Mobutu, faisant allusion au sommet francophone de juin 1990 au cours duquel les chefs d'Etat africains avaient été formellement invités par le président Mitterrand à engager leur pays sur la voie de la démocratie. Ce n'est que le 24 avril, soit quelques semaines seulement avant le sommet de La Baule, que le président zairois avait donné son feu vert au multipartisme. Cependant, la Constitution restait inchangée, les partis de l'opposition avaient été réduits, pendant plusieurs mois, à la clandestinité.

Réouverture de la Conférence nationale

Certains chefs d'Etat africains ont dit haut et fort qu'ils ne voulaient pas du multipartisme, et on ne leur dit rien ! Certains ont dit

qu'ils refusaient la Conférence nationale, et on ne leur dit rien !... s'est encore énoncé M. Mobutu, citant notamment son « ami » kényan, le président Daniel Arap Moi. « Lui, on le laisse tranquille, on investit chez lui », a insisté le président Mobutu, qui s'est plaint à nouveau de « l'ingérence de la France » dans les affaires intérieures du Zaire.

Qualifiant de « très grave » la « crise » que connaît son pays, le président Mobutu a prêté un rapide « retour à l'autorité de l'Etat », une tâche assez incertaine mais néanmoins prioritaire que se voit assignée le « gouvernement de combat » de M. Mungu Diaka. Ce dernier, conformément au vœu du président, s'est engagé à faire démarrer au plus vite les travaux de la Conférence nationale. Ouverte le 7 août, elle s'était aussitôt transformée en une lamentable foire d'empoigne, l'opposition reprochant notamment au gouvernement de l'époque de vouloir imposer une majorité de pseudo-députés proches du régime. Les « travaux » de la Conférence nationale avaient été suspendus une nouvelle fois le 20 septembre, à la veille des élections de Kinshasa.

En l'état de décomposition avancée où se trouve désormais le

Zaire, on voit mal comment une telle conférence pourrait se tenir décemment. Mais il est vrai que la décence n'a jamais été une des grandes caractéristiques de la scène politique zairoise. Pour l'heure, le président Mobutu semble soucieux de montrer qu'il reste maître à bord. « Nous reprenons la situation en main », a-t-il conclu.

CATHERINE SIMON

Les parachutistes belges devaient partir lundi. Les sept cent cinquante parachutistes belges se trouvant encore au Zaire, depuis leur intervention à la suite des émeutes de septembre, devaient avoir quitté le pays lundi 4 novembre. Le ministre belge de la Défense, M. Guy Coens, a fait cette annonce samedi, deux jours après le départ des militaires français. - (AFP)

LIBERIA : les combats continuent malgré l'accord de Yamoussoukro. Le président du Front national patriotique du Liberia (FNPL), M. Charles Taylor, a accusé, dimanche 3 novembre, le président sierra-léonais Joseph Momoh de permettre aux anciens soldats du dictateur Samuel Doe de continuer dans son pays de « lancer des attaques répé-

ZAMBIE : après sa victoire sur M. Kenneth Kaunda

M. Chiluba, nouveau chef de l'Etat lance un appel contre « la corruption les mensonges et la dictature »

Le nouveau président zambien, M. Frederick Chiluba, a entamé dimanche 3 novembre des consultations sur la formation d'un gouvernement, après sa victoire lors des élections présidentielle et législatives de jeudi, contre M. Kenneth Kaunda, qui était au pouvoir depuis vingt-sept ans (le Monde daté 3-4 novembre).

Selon des résultats partiels, M. Chiluba a obtenu près du double des suffrages recueillis par le président sortant, 850 587 voix, contre 470 767. Son parti, le Mouvement pour le multipartisme et la démocratie (MMD), en portera 116 des 150 sièges de l'Assemblée, contre 25 au Parti unifié de l'indépendance nationale (UNIP) de M. Kaunda. Contre toute attente, la participation a été faible, de l'ordre de 40 %.

« L'ère des dictateurs, de l'hypocrisie et des mensonges est finie en Afrique », a déclaré le nouveau chef de l'Etat lors de son investiture, samedi. Près de cent mille personnes avaient attendu plusieurs heures en plein soleil pour entendre M. Chiluba prononcer son discours inaugural, un appel passionné et émouvant pour une « nouvelle Zambie » libre de « toute corruption, répression et dictature ». Sous les ovations, il a comparé l'état de la nouvelle démocratie zambienne à « un puissant fleuve africain, jaillissant librement de sa source ».

« Nous quittons la Zambie profondément émus et transformés par ce moment historique », a pour sa part déclaré l'ancien président américain Jimmy Carter, qui se trouvait à la tête d'une délégation d'observateurs internationaux. « Chaque fois que nous parlerons de démocratie, nous rappellerons le modèle exemplaire de la Zambie vers une transition pacifique », a-t-il ajouté. - (AFP, Reuters)

« Nous quittons la Zambie profondément émus et transformés par ce moment historique », a pour sa part déclaré l'ancien président américain Jimmy Carter, qui se trouvait à la tête d'une délégation d'observateurs internationaux. « Chaque fois que nous parlerons de démocratie, nous rappellerons le modèle exemplaire de la Zambie vers une transition pacifique », a-t-il ajouté. - (AFP, Reuters)

« Nous quittons la Zambie profondément émus et transformés par ce moment historique », a pour sa part déclaré l'ancien président américain Jimmy Carter, qui se trouvait à la tête d'une délégation d'observateurs internationaux. « Chaque fois que nous parlerons de démocratie, nous rappellerons le modèle exemplaire de la Zambie vers une transition pacifique », a-t-il ajouté. - (AFP, Reuters)

« Nous quittons la Zambie profondément émus et transformés par ce moment historique », a pour sa part déclaré l'ancien président américain Jimmy Carter, qui se trouvait à la tête d'une délégation d'observateurs internationaux. « Chaque fois que nous parlerons de démocratie, nous rappellerons le modèle exemplaire de la Zambie vers une transition pacifique », a-t-il ajouté. - (AFP, Reuters)

AMÉRIQUES

Haïti divisée contre elle-même

Un fossé infranchissable s'est creusé au sein de la société sur la question de l'opportunité du retour au pouvoir du Père Aristide

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Micahèle et Jessie travaillent depuis des années côte à côte derrière le même guichet, des années de coexistence sans problème, de propos anodins échangés sur ce ton indolent et éboulant de la bourgeoisie malicieuse haïtienne. Le coup d'Etat du 30 septembre qui a abouti à la déposition du président Jean-Bertrand Aristide a tout bouleversé. Un fossé infranchissable s'est creusé entre elles. « L'année nous a sauvés », et le petit père était resté au pouvoir, c'est nous qui allions y passer », s'exclame Jessie. D'autres, dans son camp, n'hésitent pas à accuser l'ambassadeur de France, M. Jean-Raphaël Dufour, d'avoir fait échouer la phase ultime du complot en empêchant l'élimination physique du président Aristide.

Pour Micahèle, en revanche, rien ne pourra jamais justifier ce coup de force et les centaines de morts fauchés par la mitraille d'armée dans les quartiers populaires. « Je n'ai pas voté pour Aristide et j'étais la première à critiquer ses exès et ses erreurs. Mais on n'aurait pas la mort de l'histoire. Si on l'empêche de revenir, le peuple finira par se réveiller et c'est alors que nous serons tous balayés », soutient-elle.

Dans ce climat de passion qui divise les familles, il n'est pas facile d'établir un bilan des huit mois de présidence du Père Jean-Bertrand Aristide. D'autant que la peur règne depuis le coup d'Etat militaire. « On ne ose plus parler, on ne veut plus que notre nom soit cité par les journalistes », confie un homme politique qui s'efforce discrètement de promouvoir des négociations pour le retour du président Aristide.

Il parlait trop

L'apologie du « père Lebrun » (le supplice du pneu enflammé) est l'accusation la plus sérieuse et la plus fréquente émise contre le président Aristide. Dans un long rapport qui vient d'être publié, Americas Watch et deux autres organisations américaines de défense des droits de l'homme affirment que « le président Aristide ne peut être tenu pour responsable des menaces ou des lynchages, dans la mesure où il n'existe aucune preuve qu'il ait

ordonné ces exactions apparentement spontanées ». Mais, ajoutent les auteurs du rapport, Aristide doit être blâmé pour n'avoir pas utilisé son exceptionnelle autorité morale pour condamner vigoureusement ces actes de violence. Les auteurs du rapport, qui demandent sans équivoque le retour au pouvoir du président Aristide, énumèrent une série de mesures positives adoptées sous son gouvernement en matière de défense des droits de l'homme : abolition du système des « chefs de section » - les supplétifs de l'armée qui faisaient la pluie et le beau temps dans les campagnes, - efforts pour mettre fin à l'impunité des militaires et juger les crimes du passé, volonté de réformer les prisons et de créer une police séparée de l'armée.

« En fait, le problème d'Aristide, c'est qu'il parlait trop. Un discours souvent exalté qui effolait les bourgeois. Mais, qu'a-t-il fait concrètement contre la bourgeoisie ? Rien : pas de nationalisations, pas de mesures sociales, pas même de début de réforme agraire », affirme un chef d'entreprise, beaucoup plus préoccupé par les effets de l'embargo décrété par l'Organisation des Etats américains (OEA) que par les tirades du président renversé. « Un embargo, ajoute-t-il, qui frappe les commerçants et les industriels honnêtes et qui va permettre aux contrebandiers et aux trafiquants de tout poil, ceux-là mêmes qui ont financé le coup d'Etat, de s'enrichir dorénavant. » Contre cet « effet pervers », Washington envisage de geler les avoirs aux Etats-Unis des familles impliquées dans le coup de force. « Aristide s'est efforcé d'assainir la fonction publique, de gérer décemment les fonds publics, les impôts commencent à rentrer. Au fond, ce coup d'Etat est l'ultime tentative du petit groupe de brasseurs d'affaires qui n'acceptent que la corruption comme mode de gestion », explique un banquier.

Du côté des partisans du Père Aristide, réfugiés dans la clandestinité, l'heure est à l'autocritique. « C'est vrai qu'on paie très cher notre manque d'organisation », reconnaît le chef de cabinet d'un ministre du gouvernement de M. René Préval. Surpris par la brutalité de la répression qui a largement bâillonné la presse, les dirigeants de Lavalas - le mouvement du Père Aristide - restent coupés de la population un mois après le coup d'Etat. Le président renversé n'a pas fini de payer les conséquences de son attitude vis-à-vis de la classe politique et des parlementaires. « Alors qu'il aurait

pu consulter sa majorité parlementaire au lendemain des élections, il a créé un réflexe corporatiste du législatif contre l'exécutif », souligne un député.

Certains parlementaires demeurent violemment hostiles au retour du président Aristide. Plusieurs sénateurs concoctent une « opération persuasion » visant à le mettre en accusation pour « cause de haute trahison et de crimes », dans l'hypothèse où il reviendrait.

Concessions réciproques

D'autres parlementaires appartenant à la gauche social-démocrate s'efforcent au contraire de préparer les négociations pour le retour du président constitutionnel, qui doivent s'ouvrir cette semaine, sous l'égide d'une mission de l'OEA. Cette démarche appuyée par divers secteurs de la société civile (secteur privé et enseignants notamment) vise à obtenir des concessions et des garanties réciproques du président Aristide, du Parlement et de l'armée.

L'un des points-clés de la proposition consiste à créer le plus rapidement possible une force de police séparée de l'armée. C'est précisément l'une des réformes que le président Aristide avait voulu mettre en œuvre et qui avait mécontenté les militaires. Du côté de l'OEA, on affirme vouloir éviter qu'Aristide ne finisse comme Benigno Aquino (opposant au régime de Ferdinand Marcos assassiné en 1983 à sa descente d'avion). L'armée, le dos au mur, demeure le principal obstacle au retour du président. « Si quelques officiers légalistes ne font pas quelque chose pour sauver la face, c'est toute l'institution militaire qui sera définitivement condamnée », affirme un diplomate.

JEAN-MICHEL CAROÏT

COLOMBIE : la guérilla a tué cinq personnes près d'un aérodrome. Une embuscade de la guérilla a fait cinq morts près d'un aérodrome en construction dans le nord-ouest de la Colombie, a-t-on appris dimanche 3 novembre de source proche des services de sécurité. Les guérilleros ont fait sauter la route au passage d'un camion transportant ouvriers et soldats près de Remedios. Quatre soldats et un civil ont été tués sur le coup. - (Reuters)

ETATS-UNIS : la préparation de l'élection présidentielle de 1992

M. George Bush entre en campagne

Les « primaires » de l'Iowa et du New-Hampshire ouvriront l'année électorale dans les premiers mois de 1992. Mais le président Bush a pratiquement commencé sa campagne pour un second mandat, même s'il n'est pas encore officiellement candidat à l'élection présidentielle de novembre 1992.

WASHINGTON

correspondance

A peine rentré de Madrid, M. Bush s'est précipité à Houston, au Texas, pour défendre et justifier sa politique. A ce jour, par les divers sondages, sa cote de popularité, au zénith après la guerre du Golfe, a fortement décliné, s'établissant maintenant entre 50 et 65 %. Son aura d'invincibilité s'est estompée. Le président ne peut ignorer également que, dans les sondages, une majorité (70 %) selon la chaîne de télévision ABC de ses compatriotes estime qu'il « s'occupe trop de politique étrangère et pas assez des problèmes de son pays ». Aussi a-t-il décidé de réduire de moitié son voyage en Extrême-Orient prévu pour la fin novembre.

Le président Bush, sur la défensive, a conscience du malaise, pour ne pas dire du mécontentement de larges secteurs de l'électorat victimes de la crise économique. « Nous sommes sortis de la récession », déclarent les dirigeants à la fin de l'été, mais cette amélioration ne s'est pas matérialisée. L'optimisme officiel a déconcentré ceux qui sont flicés ou menacés de l'être par leurs entreprises en difficulté. Le président ne peut ignorer non plus l'accroissement du nombre des Américains (23,6 millions, soit une augmentation de 3 millions sur l'an dernier) vivant de faibles salaires alimentaires.

« Pris d'un Américain sur dix dépend du gouvernement pour son alimentation », disent les démocrates, bien décidés à livrer bataille sur le terrain économique. Le sénateur Mitchell, leader de la majorité, a comparé George Bush à Herbert Hoover, le président de la grande crise de 1929. « Sous l'administration Bush, le rythme de notre croissance n'a été plus lent et le nombre des emplois créés plus faible que sous toutes les administrations des cinquante dernières années », a-t-il dit.

Le président Bush doit faire également face à des critiques venant de l'aile droite du Parti républicain selon lesquelles il transige trop avec ses adversaires et manque de fermeté dans la défense des principes de la libre entreprise. En fait, l'équipe gouvernementale est divisée. Les uns recommandent au président un vigoureux programme d'action pour encourager la croissance, insistant notamment sur la réduction de l'impôt sur les plus-values. Les autres, au contraire, estiment qu'il serait dangereux de remettre en question l'accord budgétaire de 1990 passé avec les démocrates, qui ne manqueraient pas d'accuser le président de favoriser les « riches ».

Des réplis stratégiques

Au cours des dernières semaines, le président, pour des raisons électorales, a accompli des « réplis stratégiques » : d'abord en acceptant un compromis sur le projet de loi contre la discrimination à l'embauche et sur les lieux de travail, un projet auquel il s'était opposé jusqu'à présent. Une disposition fondamentale de la nouvelle législation est de renverser le fardeau de la preuve. Ce n'est plus à un employé s'estimant victime d'une discrimination d'en faire la preuve ; il appartiendra désormais à l'employeur d'embauver n'a aucun caractère discriminatoire. Ainsi, il sera plus facile aux plaignants d'engager des poursuites.

La législation nouvelle va directement à l'encontre de six arrêts de la Cour suprême, très restrictifs pour les victimes de discriminations. Aujourd'hui, un employeur qui n'arriverait pas à établir l'absence totale de discriminations sera passible de poursuites et, éventuellement, contraint de payer d'importants dommages et intérêts. Bref, la loi nouvelle aboutit à imposer aux employeurs un coût d'embauche fondé non pas sur les aptitudes d'un candidat à l'emploi mais sur la proportion dans l'entreprise des représentants des minorités raciales et ethniques et des femmes. Celles-ci sont protégées contre le harcèlement sexuel par la nouvelle loi, qui permet à celles qui en sont les victimes de

demandeur des dommages et intérêts allant de 50 000 francs à 300 000 francs...

Retour à la politique des « quotas » ?

Les adversaires de la loi, se faisant l'écho des employeurs, notent que, pour éviter de prendre les risques d'un procès, les patrons préféreront embaucher des Noirs, des Hispaniques ou des femmes. Ainsi, disent-ils, la loi aboutira à rétablir la politique des « quotas », à laquelle le président Bush s'était vigoureusement opposé. Pour des raisons électorales également, le président envisage un compromis qui prolongerait l'attribution des allocations-chômage. Pour sa campagne, il doit donner l'image d'un président compatissant, attentif au problème du chômage, aux victimes de la crise, et ménager en particulier l'électorat noir, qui aurait mal accepté son opposition à une législation contre la discrimination raciale, surtout après les scores surprenants du racisme, et ancien nazi, David Duke, candidat se prétendant républicain (il est désavoué par l'état-major du parti) au poste de gouverneur de Louisiane. De même, il doit apaiser le mécontentement des grandes organisations féministes et des larges secteurs de l'électorat féminin qui l'accusent de sexisme pour avoir choisi le juge Thomas pour la Cour suprême et avoir entraîné dans la boue son accusatrice, Anita Hill.

HENRI PIERRE

M. Jesse Jackson renonce à la course à la Maison Blanche de 1992. - Le pasteur noir Jesse Jackson, deux fois candidat à l'investiture démocrate pour les élections présidentielles de 1984 et de 1988, a annoncé samedi 2 novembre qu'il ne serait pas candidat à la course à la Maison Blanche en 1992. « Je ne chercherai pas à obtenir l'investiture du Parti démocrate », a-t-il déclaré dans un discours prononcé dans le quartier de Potomac, à Washington, la capitale fédérale américaine qui, a-t-il dit, « incarne la crise urbaine et la négligence de la nation ». Pour justifier sa décision, l'ancien compagnon du pasteur Martin Luther King a invoqué des raisons familiales. Il a affirmé que sa femme et ses enfants avaient reçu « plus de menaces de mort en deux campagnes qu'une autre famille de candidat dans toute l'histoire ». (AP)

سكتا من الحاح

POLITIQUE

Au cours d'un colloque du Front national sur l'écologie

M. Megret dénonce « le principe de la disparition des races humaines par métissage généralisé »

A l'occasion d'un colloque, samedi 2 novembre à Saint-Raphaël (Var), le Front national a développé ses thèses sur l'écologie. Les Verts et les « lobbies agro-alimentaires » ont été vilipendés. M. Jean-Marie Le Pen a affirmé que le virus du sida est « sûrement » sorti d'un laboratoire militaire américain et M. Bruno Megret s'est prononcé contre le « métissage des races humaines ».

SAINT-RAPHAËL

de notre envoyé spécial

Environ deux cent cinquante « écologistes », barbares inventés par M. Jean-Marie Le Pen, ont assisté, samedi 2 novembre au Palais des congrès de Saint-Raphaël (Var), à un colloque sur l'écologie organisé par le Front national. Deux cent cinquante adhérents et militants du parti d'extrême droite venus se persuader qu'ils sont les seuls vrais défenseurs de la nature, des animaux et de la civilisation occidentale face aux Verts qui sont, si l'on ose dire, leurs bêtes noires (le Monde du 2 novembre). Au déjeuner, les « écologistes » ont dégusté des cailles farcies arrosées d'un rosé de Provence.

Avant cet arrangement culinaire, le président du Front national a assuré que le « veau a le droit d'être caressé par sa mère, de voir le soleil, la pluie et le vent, de ne pas être enjambé par sa pèlerine et ne sortir que pour aller à l'abattoir ». Applaudissements nourris. « Ce qui nous meut, c'est l'amour de la patrie et

des hommes qui y habitent », a poursuivi M. Le Pen, après avoir proclamé qu'il ne peut rien sortir de positif d'un mouvement écologiste qui viserait à jouer un rôle dans la vie politique. Selon lui, les Verts ont une « attitude incohérente qui nuit à l'écologie ».

En lui succédant à la tribune, M. Jacques Bompard, membre du bureau politique et ancien député de Vaucluse, s'en est pris à « l'agriculture qui exploite la terre au seul profit des lobbies agro-alimentaires », cette terre « désempée de toutes les civilisations premières ». « Le mariageisme conduit à la désertification de la planète », a déclaré M. Bompard, assurant que « le programme qu'imposent les mondialistes est celui de la mort intellectuelle et physique de l'Occident ».

Pour une « écologie de l'amour »

Partisan de « la cause de la défense animale » qui veut « rencontrer la nature avec, à la main, un bouquet de fleurs », M. Jacques Tauran, député européen et membre du bureau politique, a remarqué, pour le regretter, que « la tradition sert merveilleusement certains chasseurs ». « Présentes-nous un statut de la chose acceptable », a-t-il lancé à ses « amis chasseurs ». « De l'élevage concentratoire à l'alimentation chimique, s'est lamenté M. Tauran, la bête vivante est devenue un insecte castré ». Il a condamné « Monsieur Tout-le-monde qui rejette le chien errant sans même lui donner un peu d'eau », avant de préciser que « le Front national est favorable à une charte de l'animal ».

Dans un exposé vivant, le docteur

Jean-Jacques Barloy, un autre défenseur de la faune qui siège au comité d'honneur du Cercle national de défense de la vie, de la nature et de l'animal (CNDVNA) du Front national (1), a assuré que « les animaux s'adaptent très bien aux milieux créés par les hommes » et a souligné que « nos villes sont devenues un paradis pour les oiseaux ». « Dans bien des cas, on peut laisser faire la nature » car « un équilibre s'établit dans le déséquilibre », a-t-il affirmé, développant ainsi une thèse naturaliste peu prise par M. Le Pen.

Selon M. Hubert Foyard, membre du comité central et de la commission chasse-pêche du parti d'extrême droite, protecteur du saumon, « composante de notre patrimoine culturel », et favorable à la gestion de la faune, « le consensus a été trouvé au Front national entre écologistes et chasseurs ». M. Foyard s'est désolé « de voir des jeunes enfants connaître la faune africaine et ignorer la faune française » et il a dénoncé « le pompage excessif de l'eau pour la culture du maïs ».

Dans une intervention qui était le pivot de ce colloque, M. Bruno Megret a fustigé « l'écologie, seul avatar de la gauche pour lui permettre un renouveau idéologique », qui est développé par les Verts, « ersatz du marxisme qui trahit l'écologie ». Le délégué général du Front national a accusé les amis de M. Antoine Waechter - « La plupart, a-t-il affirmé, sont d'anciens dirigeants d'extrême gauche » - de pratiquer une « expropriation des idées » et de diffuser un « message intrinsèquement cosmopolite ».

Citant Maurice Barrès, Charles Maurras et Alexis Carrel, il a affirmé que « l'écologie véritable va

de pair avec la défense de l'identité (...) Elle pose comme essentielle la préservation du milieu ethnique, culturel et naturel de notre peuple ». Parant du peuple français comme d'une « espèce », M. Megret a ajouté : « Nous ne voulons pas être les mammouths ou les pandas de l'espèce humaine ». Après avoir dénoncé les Verts, coupables d'« accepter une immigration massive qui vient transformer nos cités en villes arabes », le dirigeant d'extrême droite a conclu : « Pourquoi se battre pour la préservation des espèces animales et accepter, dans le même temps, le principe de disparition des races humaines par métissage généralisé ? ».

Tonnerre d'applaudissements. A cet instant précis, M. Megret volait la vedette à M. Le Pen. Dans son introduction au colloque, pourtant, le président du Front national avait fait son effet, en assurant, dans un autre registre, que « le sida n'était pas sorti d'une relation entre une dame africaine et un singe vert, mais d'un laboratoire américain et sûrement d'un laboratoire militaire ».

Après une série d'interventions d'égale qualité, il ne restait plus à M. Alika Lindbergh, présidente du CNDVNA, qu'à se prononcer pour une « écologie de l'amour » et à préciser que « 89 », sans doute 1789, avait été une « grande année » car celle de « l'introduction du christianisme en France ». « Un point de vue d'artiste », comme dit M. Lindbergh.

O. B.

(1) M. Théodore Monod, membre de l'Institut et président du Rassemblement des opposants à la chasse (ROC), a récemment quitté ce comité.

Les relations entre l'opposition et l'extrême droite

M. Poniatowski : le risque encouru avec le PS et le PC est dix fois plus grand que celui présenté par le Front national

Dans un entretien au Journal du Dimanche du 3 novembre, M. Michel Poniatowski, sénateur (UDF-PR) du Val-d'Oise, souligne que le conseil national de l'UDF, qui doit se tenir les 9 et 10 novembre à Paris, « ne ferme pas les portes aux solutions politiques qui peuvent se révéler, un jour, nécessaires ». Le président d'honneur du Parti républicain pense en effet que, dès les prochaines élections régionales, des accords entre le Front national et les élus du RPR et de l'UDF s'imposent de plus en plus.

« Des régions fonctionnent avec de tels accords », explique-t-il. Demain, elles seront plus nombreuses. Lorsque nous connaîtrons les résultats des prochaines élections régionales, il est évident que des discussions et des arrangements interviendront. Hypocrisie est ton nom de dire le contraire (...). Qu'on laisse les élus locaux faire ce qu'ils ont à faire, négocier comme il convient pour écarter socialistes et communistes. Beaucoup d'ailleurs le font très bien sans se laisser intimider par des débats d'état-major. A quoi bon des cris de matamore qui se diluent dans le murmure des négociations ? Ils ne peuvent qu'aggraver les antagonismes ».

Se demandant si M. Le Pen est « vraiment raciste et antisémite » (« On ne lui a jamais posé la question officiellement et il le lui pose sûrement », dit-il), le sénateur du Val-d'Oise estime que « le ris-

que socialiste et communiste est dix fois plus grand » « Il n'est pas question que je me taise », conclut M. Michel Poniatowski, parce qu'il y a des vérités que la droite dans son ensemble doit comprendre. Non parce qu'il s'agit de la droite, mais parce qu'il s'agit de la France. C'est un devoir de proposer à notre pays une alternative et un devoir de contraindre la classe politique à regarder en face les réalités ».

Réagissant, dimanche 3 novembre sur FR 3, à ces propos, M. François Léotard, l'autre président d'honneur du PR, « a regretté » les déclarations de M. Michel Poniatowski « qui ne prend pas en compte cette réalité affreuse depuis dix ans, que M. Le Pen s'appuie sur M. Mitterrand et que M. Mitterrand s'appuie sur M. Le Pen ». M. Poniatowski, a ajouté M. Léotard, est dans la situation d'un berger qui dit : j'ai deux cent cinq bêtes, donc j'en ai plus que celui d'à côté qui en a deux cents. Il oublie de dire qu'il a deux cents moutons et cinq loups. C'est une fausse addition ».

Invité le même jour du Forum RMC-L'Express, M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a déclaré que M. Michel Poniatowski « s'exprime en son nom personnel » et annoncé qu'il participerait au conseil national de l'UDF de « s'exprimer démocratiquement sur le sujet ».

Lire page 29

la chronique de Pierre Georges

Ecologie raciale

par Olivier Biffaud

Il pourrait être rassurant de voir le Front national partir benoîtement, comme tout parti politique qui se respecte, à la pêche aux voix. Lorsque M. Jean-Marie Le Pen et ses amis entreprennent à leur tour, après le PS, le PCF et le RPR, de séduire l'électorat écologiste, leur différence revendiquée, celle qui distinguerait leur formation de la « bande des quatre » ou des « partis de l'établissement », se révèle pour ce qu'elle est : pure rhétorique.

Leur démarche a, cependant, un autre effet. Elle met en évidence la différence réelle qui sépare le Front national des partis démocrates et républicains. Cette différence, qui, elle, est innée et même niée par la formation d'extrême droite, n'échappe pas aux Français : 81 % d'entre eux, selon le sondage de la SOFRES publié par le Monde du 25 octobre, considèrent le Front national comme un parti « raciste ». Il est vrai que M. Michel Poniatowski, qui consacre ses abondants loisirs, depuis quatorze ans, au vagabondage idéologique, fait partie des 19 % qui en jugent autrement ou qui en doutent, mais cela ne fait pas une preuve.

Les propos tenus par M. Bruno Megret, samedi 2 novembre, à Saint-Raphaël, à l'occasion d'un colloque organisé par le Front national sur l'écologie, montrent que le « détournement » du parti d'extrême droite n'a eu les idées qu'il se défend, ordinairement, d'agiter. A qui le délégué général du Front national fera-t-il croire qu'il ne présente pas une défense de la « race blanche » quand il reproche aux Verts de se préoccuper de la « préservation des espèces animales » sans souci de la « disparition des races humaines par métissage généralisé » ?

M. Le Pen et ses partisans prennent soin, d'habitude, de sou-

ligner qu'ils dénoncent « l'immigration » et non pas les immigrés, ce qui sous-entend qu'ils ne condamneraient pas le métissage de la société française - ils ne peuvent ignorer que treize millions de Français ont des origines étrangères proches -, mais l'entrée de nouveaux immigrés dans une situation économique qui ne permettrait pas de les intégrer.

Bien loin de cette argumentation éperdument recevable et tenue pour telle par une partie de l'opinion, le discours de M. Megret, doctrinaire du parti de M. Le Pen, révèle une conception « raciale », sinon raciste, de la société. Déjà, la propagande de cette formation comporte une affiche au message laconique, mais transparent : « Quand nous arriverons, ils partiront ». Chacun comprend que ce sont bien les immigrés qui, ici, sont visés. De même, le Front national a sa presse satellite dont les seuls à désigner obsessionnellement les juifs comme une catégorie de la population française qui nécessiterait une attention particulière.

Le numéro deux du Front national parle clair : pour lui, les Français forment une « espèce », assimilable aux espèces animales et, comme certaines d'entre elles, menacée par la destruction de son « milieu ethnique, culturel et naturel ». M. Megret fait ainsi revivre le fantasme d'une humanité « naturelle », que la nature diviserait en « espèces », alors que la communauté scientifique a, depuis longtemps, fait litière des étreintes génétiques de la base des différences culturelles. Ce discours à prétention théorique ne peut dissimuler sa vocation électorale en direction de ceux des Français qui cherchent dans une mythique identité naturelle un remède à leurs angoisses.

Lancinante immigration

Suite de la première page

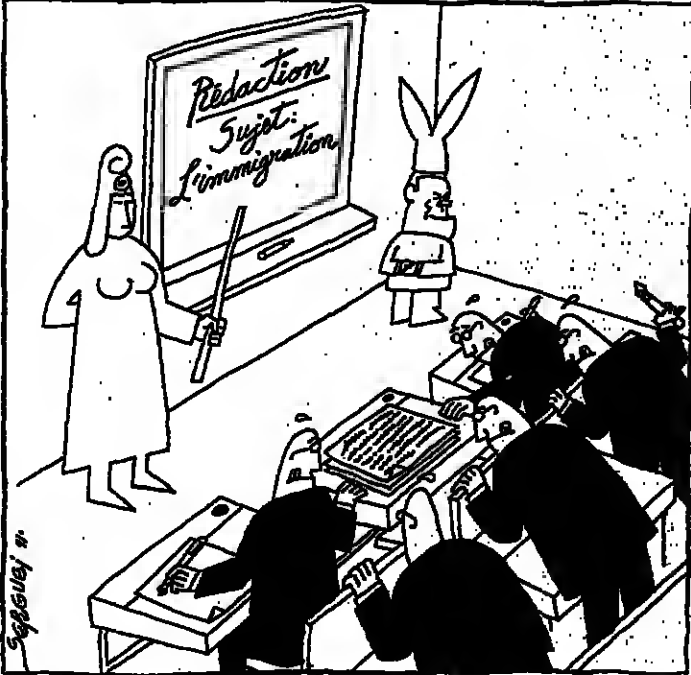
Le professeur Schwartzberg, candidat dans les Alpes-Maritimes, peut se poser en défenseur de l'identité française. Et le président de l'Office des migrations internationales peut dénoncer avec force certains aspects de l'islam. Dans ce grand débâcle, il y a le pire et le meilleur. Certains dérapages verbaux, destinés à pêcher des voix, ont des effets dévastateurs. Mais tout n'est pas que dérapage et manœuvre électorale. On ne pouvait continuer longtemps à occulter des questions gênantes sous prétexte que le Front national s'en était emparé et à traiter de raciste quiconque exprimait ses peurs maladroitement.

Tout le monde affirme aujourd'hui que l'immigration est un sujet capital qui devrait être soustrait aux jeux politiques. Jamais, pourtant, le « consensus » n'a paru aussi éloigné. La droite ne veut pas d'un « front anti-Le Pen » qui donnerait au dirigeant d'extrême droite le monopole de l'opinion. Au RPR comme à l'UDF, l'heure est plutôt à l'affirmation d'identité, qu'elle se démarque artificiellement du Parti socialiste. Mais les dirigeants de la droite se rendent bien compte du cercle vicieux dans lequel ils se trouvent : pour empêcher M. Le Pen de s'approprier l'immigration, il faut parler de ce sujet ; or on ne se fait entendre qu'en parlant fort ; et chaque fois qu'on en parle fort, la polémique bénéficie au Front national.

L'impossible consensus

Le pouvoir n'est guère plus avancé. Il lui est interdit désormais, sous peine de suicide électoral, de revenir à une politique « de gauche » en matière d'immigration. Il ne lui est même pas possible de braquer tous les projecteurs sur l'intégration : ce concept positif, qui s'est popularisé à une vitesse remarquable, se trouve

aujourd'hui éclipsé par les flux migratoires. Les Français voient - ou croient voir - autour d'eux de plus en plus d'étrangers. Ils ne se demandent pas comment les intégrer mais comment les empêcher d'entrer. Et de nombreux maires font valoir que leurs efforts d'inté-



gration sont réduits à zéro parce que, chaque semaine, de nouveaux immigrés illégaux s'installent dans leurs communes.

Depuis qu'il a été nommé ministre de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco n'a pas eu beaucoup de temps de s'occuper de ce thème qui pourtant le passionne. Il a dû se faire pompiers pour éteindre ou prévenir des incendies : demandeurs d'asile déboutés, jeunes des banlieues... Le pouvoir est sur la défensive. Il ne se sent à l'aise que

dans une attitude morale, pour dénoncer, haut et fort les dérapages verbaux de tel ou tel dirigeant de droite. Mais ce n'est pas la réponse attendue par une opinion inquiète dont plus d'un tiers partage désormais les idées du Front national en matière d'immigration.

Communiquer autrement

Le catastrophisme ambiant mériterait pourtant d'être fortement nuancé. D'abord, la France ne se porte pas plus mal - loin de là - que ses grands voisins. La

est encore possible à tout moment, les rapports entre Français et immigrés sont relativement corrects.

Une autre raison de nuancer le pessimisme général est la somme d'actions en cours pour améliorer la situation. Sans parler de l'intégration - tâche de longue haleine, difficile à mesurer, qui occupe des centaines de milliers de responsables politiques locaux, d'enseignants et d'animateurs sociaux - il faut reconnaître que le gouvernement s'est engagé de manière plus sérieuse que précédemment dans la lutte contre le travail clandestin : la loi votée le mois dernier par les députés a donné aux contrôleurs de l'URSSAF le pouvoir de vérifier la régularité du séjour des salariés ; elle a aggravé les sanctions contre les employeurs en rendant responsable toute la chaîne de sous-traitance ; et, parallèlement, les peines ont été renforcées contre les passeurs, les transporteurs et les logeurs de clandestins.

Encore faut-il l'expliquer aux Français. Le pouvoir n'a toujours pas trouvé la bonne manière de parler d'immigration. Répéter à longueur d'année que le nombre des étrangers est stable, que son pourcentage n'a guère varié depuis les années 30, ne convainc personne. Ce qui préoccupe les Français, ce n'est pas le nombre de personnes juridiquement étrangères mais celui des immigrés non européens et de leurs enfants. Il faudrait pouvoir expliquer à l'opinion que les frontières ne peuvent être totalement étanches, qu'une expulsion est souvent difficile à réaliser, que l'immigration est une réalité vivante, avec des personnes qui entrent et des personnes qui sortent, des gens qui naissent, des gens qui meurent, d'autres qui deviennent français.

Des progrès ont été faits dans l'établissement de statistiques et leur publication régulière. Mais il manque encore une véritable politique de communication, conduite au plus haut niveau. Non pas pour asséner des slogans faussement rassurants, mais pour aborder la question dans sa complexité. Il n'est pas sûr que cette franchise serait moins payante électoralement qu'une attitude de silence gêné.

ROBERT SOLÉ

CE SOIR
A 19HLE CLUB DE LA PRESSE REÇOIT
PIERRE BEREGOVY

Débat animé par Jean-Pierre Elkabbach

EUROPE 1

POLITIQUE

Sous la IV^e République

La brève expérience du Front républicain

L'offensive contre M. Mitterrand

M. Bayrou : « Il faut changer de président de la République »

Participant, dimanche 3 novembre, au Forum RMC-L'Express, M. François Bayrou a demandé la démission de M. François Mitterrand.

« Si M. Mitterrand était juste dans ses idées, a expliqué le secrétaire général de l'UDF, il devrait reconnaître l'échec de ce qu'il défend depuis vingt ans maintenant, l'échec des promesses qu'il avait faites, l'échec de la politique qu'il mène, et il devrait s'en aller. Parce qu'il ne suffit pas de changer les élus, il faut aussi changer l'inspiration (...). Et je dis que, pour avoir le changement complet, le changement profond qu'il nous faut aujourd'hui, il faut changer à la fois de ma-

rité et de président de la République. »

Interrogé sur l'éventualité d'une nouvelle cohabitation, M. Bayrou souhaite « qu'on ne prenne pas le problème de la même manière qu'en 1986 ».

Une motion de défiance

Il propose « une autre approche qui est d'orienter la campagne électorale autour du véritable inspi- rateur de la politique qui a été un échec, c'est-à-dire autour de M. Mitterrand. Il est normal que les Français qui veulent changer de politique en 1993 votent tout d'un coup contre une majorité et contre un gouvernement qui contre un président de la République. »

« Si l'on a une majorité de Français, poursuit M. Bayrou, qui s'expriment contre la politique que M. Mitterrand a inspirée (...), lorsqu'un président de la République ne réussit pas à trouver une majorité pour ses idées ou pour de douze ans de pouvoir, alors il faut qu'il en tire les conclusions et qu'il s'en aille (...). Orientons la campagne pour que M. Mitterrand, à la simple lecture des résultats des élections législatives de 1993, lise la motion de défiance, la motion de censure que l'opinion publique française aura transmise en votant. »

Le débat sur les institutions

M^{me} Simone Veil : une VI^e République

Invitée, dimanche 3 novembre, de « L'heure de vérité », sur Antenne 2, M^{me} Simone Veil a souhaité une réforme profonde des institutions. « Je pense, a-t-elle expliqué, que des modifications ne suffiront pas. Il en faut plus. Il faut un choc. Aujourd'hui, on souffre d'une dyarchie à la tête de l'Etat. On aggrave cette dyarchie si on renforce le poids du premier ministre. Il faut une VI^e République, avec un système présidentiel qui est d'ailleurs dans la logique du système actuel. Sans premier ministre, je crois que la situation serait beaucoup plus claire. »

« Dans la perspective européenne, où le conseil européen est en train de prendre de plus en plus d'importance, a ajouté l'ancienne présidente du Parlement européen, nous risquons de nous trouver très déphasés par rapport aux autres pays en ayant un gouvernement dont le chef ne va pas au conseil européen. »

M. Lang est la personnalité politique préférée des 16/24 ans. Selon un sondage réalisé le 26 octobre par l'institut CSA auprès de 500 jeunes âgés de seize à vingt-quatre ans, et publié dans le Journal du Dimanche du 3 novembre, 57 % de l'échantillon estime que M. Jack Lang est proche des préoccupations des 16/24 ans. M. Lang devance M. François Mitterrand (47 %) et M. Lionel Jospin (38 %). De même, 17 % de l'échantillon estime que M. Lang serait le premier ministre le plus proche des préoccupations de cette classe d'âge, devant M. Jacques Chirac (12 %) et M. Michel Noir (10 %).

L'idée d'un « front républicain » a été avancée récemment par plusieurs dirigeants politiques, que ceux-ci approuvent ou le rejettent. Ainsi M. Pasqua, devant le congrès du RPR le 27 octobre, a-t-il dénoncé le « breuvage » que préparait M. Mitterrand sous le nom de « grande coalition » ou de « front républicain ». M. Alain Carignon, maire de Grenoble, a souhaité pour sa part « un front républicain de ceux qui veulent réformer la vie publique ». D'autres y voient un moyen de faire barrage au Front national. L'expression de « front républicain » fait référence à l'expérience réalisée en France en 1955-1956. Le rappel des événements met en évidence les ressemblances (la volonté d'ouverture du Parti socialiste) et les différences (le rassemblement souhaité par certains contre l'extrême droite) entre cette expérience et celle que l'on évoque aujourd'hui sous le même nom.

A l'automne 1955, Edgar Faure, président du Conseil depuis février, souhaite dissoudre d'une majorité parlementaire plus cohérente pour achever sa politique marquée sous le signe de « l'indépendance dans l'interdépendance », pour régler l'affaire d'Algérie où la rébellion se développe depuis un an et pour redresser la situation économique. Il ne veut pas attendre juin 1956, fin normale de la législature. De plus, l'opposition de gauche progresse sous la conduite de Pierre Mendès France, devenu président du Parti radical en novembre, tandis que l'agitation s'accroît avec le mouvement de contestation des commerçants et artisans mené par M. Pierre Poujade, un papetier de Saint-Céré (Lot).

Pour gagner de vitesse ces oppositions, Edgar Faure envisage de dissoudre l'Assemblée nationale, mais il accepte qu'apparaisse la loi électorale soit modifiée. En

effet, le système de liste majoritaire départementale à un tour, avec apparentement, panachage et vote préférentiel, en vigueur depuis 1946, est de plus en plus contesté. Le retour au scrutin d'arrondissement majoritaire à deux tours est défendu par le ministre de l'Intérieur, M. Maurice Bourgès-Maunoury, tandis que le ministre des affaires étrangères, M. Antoine Pinay (indépendant) et les ministres MRP y sont hostiles. Pierre Mendès France prend, lui, nettement position en faveur d'un tel scrutin.

Des débats agités se déroulent au Parlement. Le nouveau scrutin est même adopté par l'Assemblée, mais le vote définitif ne peut intervenir car le 29 novembre, sur une question de procédure, la confiance est refusée à Edgar Faure par 318 voix contre 218. Parmi les opposants figurent les communistes, les socialistes SFIO de Guy Mollet, les républicains sociaux (gaullistes) de M. Jacques Chaban-Delmas, tandis que l'UDSR de M. Mitterrand et les modérés se divisent. Seul le MRP, partisan de la proportionnelle, demeure fidèle dans son ensemble au président du Conseil. Mais beaucoup de ces votes sont d'ailleurs guidés par des considérations tactiques que par des convictions politiques ou par le choix déterminé en faveur d'un mode de scrutin. Le 2 décembre, l'Assemblée est dissoute, sans que la loi électorale soit modifiée. On votera donc le 2 janvier 1956 selon le système des apparentements.

Un cartel électoral

Cette date sera aussi fatale à Edgar Faure qu'elle le fut dans des circonstances comparables à Mac Mahon en 1877, ne lui laissant le choix qu'entre « se soumettre ou se démettre ». Dix-huit partis ou groupements sont admis à présenter des candidats alors que dix sont refusés pour n'être pas en mesure de figurer dans au moins trente départements. Pour tirer profit du mode de scrutin, les partis se regroupent en quatre grands courants : les communistes, la majorité sortante (RGR, que préside Edgar Faure, MRP et CNIP),

le mouvement Poujade dénommé Union et Fraternité française et enfin le Front républicain, sorte de cartel électoral créé pour la circonstance. Celui-ci regroupe les opposants à la majorité sortante et plus précisément à Edgar Faure, c'est-à-dire la SFIO de Guy Mollet, le Parti radical de Pierre Mendès France, une fraction de l'UDSR conduite par M. François Mitterrand et une partie des républicains sociaux autour de M. Chaban-Delmas.

Le combat est sans pitié entre la SFIO et le MRP, Guy Mollet estimant même que ce dernier est « un parti qui ne devrait pas exister ». Il est également à l'origine du Parti radical entre fauristes et mendésistes. C'est pour parer au plus pressé et tenter de constituer avant la lettre une « nouvelle gauche » que les amis de Pierre Mendès France fargent à la hâte la formule de « Front républicain » que lance l'hebdomadaire l'Express, de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. Ce cartel ne se manifeste concrètement que par deux communiqués signés par les chefs des partis, artificiellement et faiblement associés, MM. Mendès France, Guy Mollet, François Mitterrand et Chaban-Delmas. Mais surtout, l'Express publie des listes de candidats en accordant à ceux du Front républicain un label, figuré par le bonnet phrygien.

En réalité, chaque parti composant cette « union » se préoccupe surtout de sa propre clientèle. En conséquence, les accords d'apparementement seront particulièrement éphémères, certains mouvements du Front républicain s'alliant avec d'autres qui n'en étaient pas membres au même moment que les adversaires, comme le RGR ou le MRP (dans la Nièvre, M. Mitterrand s'allie avec le RGR d'Edgar Faure), ou encore préférant aller seuls au scrutin sous leur seule étiquette (comme Guy Mollet dans le Pas-de-Calais et Pierre Mendès France dans l'Eure).

Si l'affaire d'Algérie prend une importance croissante pendant la campagne électorale, c'est l'émergence du mouvement Poujade qui provoque la surprise la plus totale. En effet, les députés UFF se retrouvent à 52 (dont M. Jean-Marie Le Pen) alors que les rapports

les plus pessimistes des préfets n'en prévoyaient qu'une douzaine et qu'aucun leader national n'avait pressenti cette vague. L'élection du 2 janvier 1956 aboutit donc à un résultat paradoxal : il n'existe plus à l'Assemblée nationale que des minorités. Les deux vainqueurs relatifs du scrutin sont le mendésisme et le poujadisme. Mais le Front républicain, qui revendique le pouvoir, souffre de deux handicaps : le manque d'alliés et le trop-plein de leaders.

Les « majorités d'idées »

Le président de la République, René Coty, choisit Guy Mollet comme chef du gouvernement, l'estimant plus apte à régler le problème algérien. Pierre Mendès France n'accepte pas le portefeuille de l'économie et des finances et Guy Mollet refuse de lui donner celui des affaires étrangères. Le député de l'Eure, leader du Front républicain, se résigne à n'être que ministre d'Etat sans portefeuille. Pas pour longtemps, puisque le 23 mai il remet sa démission en avançant comme raison officielle son désaccord sur la politique algérienne. Bien que les autres ministres proches de lui demeurent au gouvernement, le départ de Pierre Mendès France sonne le glas du Front républicain.

Cette recherche d'un dépassement des équilibres partisans devait, seize ans plus tard, exciter la verve fertile d'Edgar Faure, qui s'efforçait de théoriser les pratiques des Républiques antérieures destinées à décrire les antagonismes. En novembre 1972, à Beaune, l'ancien président du Conseil, alors ministre des affaires sociales du gouvernement Messmer, lançait le concept de « majorités d'idées ». Celui-ci devait avoir un grand succès médiatique mais bien peu de résultats concrets. Cet avatar tardif et avorté du Front républicain, dû à l'imaginaire de l'ancienne victime de cette formule, montrait amèrement qu'une simple idée ne pouvait remplacer une majorité.

ANDRÉ PASSERON

alternatives économiques

novembre 91

CHÔMAGE :
la faute à l'école ?

POLOGNE :
le marché en panne

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT
21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation

220 Montgomery Street - San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

- Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel
- programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management

- Filière d'admission : 3^e CYCLE
- Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
- Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :

M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

IUA
SAN FRANCISCO

Continuons par International University of America - San Francisco - CA
Programme accrédité en Angleterre - Pacific C. et HONG KONG

CHINE : VIENT DE PARAÎTRE

EDITION ANNUELLE
DU CATALOGUE VOYAGES
DE LA MAISON DE LA CHINE

Si la Chine est aujourd'hui
devenue parfaitement
accessible, si les visiteurs
venus d'Orient et d'Occident
s'y retrouvent chaque année
plus nombreux, le voyage en
terre chinoise demeure une
aventure romanesque.

La Maison de la Chine dévalle
dans son Catalogue Voyages
91/92 les itinéraires prestigieux
qu'elle a imaginés pour vous, cir-
cuits classiques ou voyages théma-
tiques, hors des itinéraires balisés,
pour parcourir la Chine des mino-
rités. Par ailleurs, la Maison de la
Chine ouvre un cycle de confé-



rences, films et rencontres, qui se déroulent tout au long de l'année, des-
tiné à tous les curieux de la Chine. L'accès en est libre et gratuit. Le
calendrier de ces activités vous est présenté dans le Supplément Culturel.

PARMI LES OFFRES
EXCEPTIONNELLES
DE LA MAISON DE LA CHINE

7 JOURS A PÉKIN
5 900 F

Disponibilités en décembre, jan-
vier et février. Et tout au long de
l'année, les grands voyages pour
découvrir ou retrouver la Chine au
gré de vos rêves.

VENISES CHINOISES
20 JOURS 17 900 F

ROUTES DE LA SOIE
24 JOURS 22 700 F

AVENTURES TIBÉTAINES
27 JOURS 26 300 F

LA MAISON DE LA CHINE ■ 36 RUE DES BOURDONNAIS - 75001 PARIS - TÉL. 40 26 21 95

NOM _____ PRÉNOM _____ ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
JE DESIRE RECEVOIR GRATUITEMENT :
☐ LE CATALOGUE VOYAGES ☐ LE SUPPLÉMENT CULTUREL

Handwritten signature or note in a box.

SOCIÉTÉ

L'affaire du sang contaminé

La réforme du système de transfusion visera à garantir « la plus grande sécurité possible »

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a révisé, dimanche 3 novembre sur

Antenne 2, les grandes lignes de la réforme du système transfusionnel français. Les missions d'intérêt national seront regroupées au sein d'une entité unique, l'Institut national de la transfusion sanguine. D'autre part, le Centre national de la transfusion sanguine (CNTS) deviendra dans quelques semaines un centre régional « comme les autres ». Enfin, les activités de fractionnement seront soumises aux mêmes réglementations que les médicaments.

Deux principes essentiels guident la réforme que MM. Jean-Louis Bianco et Bruno Durieux, respectivement ministre des affaires sociales et de l'intégration et ministre délégué à la santé, viennent de mettre au point : maintien des principes éthiques

(bénévolat, anonymat, don gratuit du sang) et plus haute sécurité possible.

Au-delà des polémiques et des scandales qui depuis plusieurs semaines agitent le monde de la transfusion sanguine, M. Bruno Durieux a estimé que, de toute manière, une réorganisation des structures transfusionnelles s'imposait, celles-ci reposant sur des règlements vieux de près de quarante ans. Depuis, a rappelé le ministre, les contextes techniques, scientifiques et européens ont beaucoup changé. Nul doute pourtant que les récentes affaires auront contraint les deux ministres à conduire cette réforme au pas de charge.

La principale mesure concerne le regroupement au sein d'une même entité - l'Institut national de la transfusion sanguine - des missions d'intérêt national - des missions de transfusionnelle, l'hémodialyse, la recherche, l'enseignement et la formation des personnels.

D'autre part, le CNTS dans sa forme actuelle, selon l'expression de M. Durieux, « vécu », il va

devenir un centre régional de transfusion sanguine, « comme les autres », couvrant la région Ile-de-France. De ce fait, il n'aura plus le monopole de l'importation des fractions coagulantes.

Troisième mesure annoncée : au printemps prochain, un projet de loi sera déposé devant le Parlement de manière à transposer en droit français la réglementation européenne qui prévoit que les activités de fractionnement du sang se font selon les principes en vigueur dans l'industrie pharmaceutique. Par cette loi, les produits issus des activités de fractionnement du sang seront assimilés à des médicaments.

Enfin, d'autres mesures de santé publique ont été annoncées par M. Durieux : un décret va prochainement rendre obligatoire le dépistage du virus du sida dans les dons de sperme (ce test était déjà systématiquement effectué, en particulier par les CECOS) et pour les greffes d'organes. En outre, les femmes enceintes devront obligatoirement subir un test de dépistage de l'hépatite virale B.

J.-Y. N. et F. N.

M^{me} Dufoix s'estime « responsable » mais pas « coupable »Silencieuse depuis juin dernier, M^{me} Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales du gouvernement Fabius, et actuellement présidente de la Croix-Rouge française, s'est exprimée longuement, dimanche 3 novembre lors de 7^e sur 7, à TF1, à propos des différentes affaires liées à la transfusion sanguine.Evocant le « lynchage médiatique » auquel donnent lieu selon elle ces affaires, M^{me} Dufoix a expliqué qu'elle prenait la parole parce qu'elle se sentait « responsable » mais qu'elle ne se sentait pas « coupable ». Elle a fondé l'essentiel de ses explications sur la perception différente que l'on avait du sida en 1985 par rapport à celle que l'on a aujourd'hui. « On se trompait... mais on ne le savait pas à l'époque », a-t-elle dit en expliquant que

certains scientifiques estimaient pouvoir trouver très vite un médicament capable d'éradiquer la maladie.

Soulignant que le pinpart des discussions étaient menées entre spécialistes et ne remontaient pas vers les décideurs politiques, M^{me} Dufoix a, à plusieurs reprises, souligné que « jamais des considérations financières n'avaient freiné les prises de décision », tant en ce qui concerne le dépistage de l'infection que la distribution des produits chauffés aux hémophiles. L'ancien ministre des affaires sociales ne s'est toutefois pas exprimé sur le problème du non-remboursement des tests de dépistage effectués dans les laboratoires privés.

Des réactions très critiques

Lisant quelques extraits d'une interview accordée en septembre 1985 par le professeur Jacques Roux, alors directeur général de la santé, au quotidien l'Humanité, M^{me} Dufoix a rappelé que le professeur Roux, aujourd'hui inculpé dans cette affaire, qualifiait de « remarquable » la politique alors menée contre le sida.M^{me} Dufoix a enfin mis en cause à plusieurs reprises l'« état d'esprit » dans lequel, selon elle, les médias traitent ces questions. « Lorsqu'on traite un sujet aussi grave où il y a tant d'hommes, tant de femmes qui ont mal, qui souffrent, qui sont malades et qu'on le traite avec tellement de sensation, je suis persuadée qu'on est à côté de ce qui fait la vraie solidarité (...) Je suis sûre qu'on va à côté du but recherché ».Ces déclarations ont suscité plusieurs réactions très critiques. L'Association française des hémophiles qualifie de « prestation consternante » l'interview de M^{me} Dufoix. L'association des polytransfusés la juge « navrante », soulignant que l'ancien ministre avait à cette occasion « laissé planer un doute sur la crédibilité des journalistes ».

Pour sa part, M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, estime que dans les différentes affaires liées à la transfusion sanguine, il est nécessaire que soient prononcées des inculpations « au plus haut niveau politique s'il est vérifié qu'il y a des responsabilités politiques directes ». Il a par ailleurs demandé que le président de la République s'exprime sur ce sujet.

La santé défaillante

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

MÊME si l'on n'en connaît que les grandes lignes, la réforme du système transfusionnel que vient de rendre publique M. Durieux va assurément dans le bon sens. On ne peut que se féliciter d'apprendre que les produits issus du fractionnement du sang seront à l'avenir considérés comme des médicaments auxquels s'imposent les mêmes contraintes de pharmacovigilance. Il est tout aussi rassurant de constater que le gouvernement n'entend en rien déroger aux principes éthiques (bénévolat, gratuité, anonymat) qui font l'originalité et la force du système transfusionnel français.

Pour autant, ces mesures ne sont pas la panacée, ne serait-ce qu'à cause du risque transfusionnel qui ne pourra, quoi qu'on fasse,

totalement disparaître. Les mesures annoncées seront d'autre part insuffisantes pour permettre au système français de production du sang de résister, dans moins de deux ans, à la concurrence internationale acharnée qui s'annonce.

D'autres décisions, financières celles-là, seront nécessaires pour assurer la sécurité transfusionnelle, en particulier par les CECOS et pour les greffes d'organes. En outre, les femmes enceintes devront obligatoirement subir un test de dépistage de l'hépatite virale B.

La réforme à venir du système transfusionnel ne constitue nullement la réponse unique à l'ensem-

ble des questions soulevées. On attend toujours que le gouvernement tire les leçons du drame des hémophiles et des transfusés.

On ne peut, comme le fait M^{me} Georgina Dufoix, se réfugier derrière les débats d'experts pour justifier l'absence ou le retard d'une décision politique. Il y a six ans, les pouvoirs publics à des degrés divers n'ont pas su prendre l'exacte mesure d'un problème de santé publique dont les conséquences allaient devenir graves. Rien ne dit que si un problème équivalent survient aujourd'hui, il s'agira de manière différente.M^{me} Simone Veil, ancien ministre de la santé, l'a d'ailleurs fort bien expliqué, dimanche 3 octobre, au cours de l'« heure de vérité » surAntenne 2 : le ministère de la santé est « passé », pas tant d'un point de vue financier qu'en ce qui concerne les personnalités capables de gérer au mieux ce type de questions. « Nous n'avons pas en France un corps de santé publique comparable à celui qui existe aux Etats-Unis », a expliqué M^{me} Veil, estimant qu'il s'agissait là d'une « défaillance ».

Où est le « Haut Comité de la santé publique » dont on annonce à intervalles réguliers la création ? L'actuel gouvernement aura-t-il - enfin - la volonté et le courage politiques de créer cette structure et de la doter de moyens qui la rende suffisamment indépendante et apte, le jour venu, à faire face avec le maximum d'efficacité à l'impondérable ?

FAITS DIVERS

Après la découverte des corps de Muriel et Ingrid

Le meurtrier présumé de deux fillettes est inculpé de viols et d'assassinats

Les corps de Muriel Sanchez et Ingrid Van de Portelle, les deux fillettes de dix ans disparues le 19 octobre à Elne (Pyrénées-Orientales), ont été retrouvées, dimanche 3 novembre, non loin de Saint-Maurice-Navaud (Hérault) par les gendarmes de Lodève.

Guidés par Christian Van Geloven, le meurtrier présumé passé aux aveux la veille, les gendarmes et le juge d'instruction ont parcouru la région toute la matinée. Les corps, qui ont été retrouvés au fond d'un gouffre rempli d'eau, ont été transportés à Lodève avant

leur transfert à l'Institut médico-légal de Montpellier pour autopsie.

Arrêté et placé en garde à vue vendredi 1^{er} novembre à Saint-Dizier (Haute-Marne), Christian Van Geloven, quarante-six ans, était passé aux aveux dans la nuit de vendredi à samedi après vingt heures d'interrogatoire. Inculpé samedi 2 novembre à Chaumont (Haute-Marne) d'enlèvement de mineurs et de séquestration par le premier juge d'instruction du tribunal de Perpignan, M. Claude Gauze, Christian Van Geloven a été inculpé dimanche d'attentat à la pudeur, de viols et d'assassinats.

Le 19 octobre dernier, Christian Van Geloven, qui aurait fait disparaître les deux fillettes à bord de la voiture afin de se faire conduire à une cabine téléphonique, aurait abusé d'elles avant de les étrangler. Trois jours plus tard, Christian Van Geloven avait fait une tentative de suicide à Lourdes en se tailladant les veines après avoir absorbé des barbituriques.

Hospitalisé à l'unité de soins intensifs de l'hôpital de la ville, il était rapatrié le 26 octobre à l'hôpital de Saint-Dizier, son lieu de résidence. C'est là qu'il sera interrogé pour la première fois par les enquêteurs, le 31 octobre. M^{me} Merle et père de trois enfants, Christian Van Geloven, directeur des exportations d'une entreprise de négoce de bois implantée dans la Meuse depuis 1983, avait été licencié au mois de janvier. Il était parti au mois d'octobre chercher du travail dans le Roussillon.

Environ 300 habitants d'Elne se sont réunis dimanche devant la mairie en réclamant vengeance avant de demander le rétablissement de la peine de mort. Le père de l'une des deux fillettes, M. Sanchez, s'adressait à la foule afin de demander une « révision de la justice ». « S'il existe une justice, cet homme ne doit pas sortir vivant », lançait-il.

Le maire de la ville, M. Narcisse Planas, tentait toutefois de lancer des appels au calme. La famille de l'une des fillettes, Ingrid, adressait elle aussi un message destiné à calmer les habitants quelques heures plus tard. « Qu'aucun d'entre vous ne se fasse de reproches, notait-elle. Il faut rester calme afin de respecter nos deux petites filles ».

SCIENCES

Construction d'une base de lancement australienne. - Le ministre de l'Industrie australien et l'Etat du Queensland ont décidé, lundi 4 novembre, de confier à la société Space Transportation Systems la construction, dans le nord du pays, d'une base de lancement à partir de laquelle seront mises à feu des fusées soviétiques. Le coût de ce projet devrait s'élever à environ 440 millions de dollars, soit 2,6 milliards de francs. (Reuters)

JUSTICE

Réuni en congrès dans les Yvelines

Le Syndicat des avocats de France se dit déçu par le « conservatisme » de la réforme de la procédure pénale

Le XVIII^e congrès du Syndicat des avocats de France (SAF, gauche), qui s'est tenu à Port-Marly (Hauts-de-Seine) du 31 octobre au 2 novembre, a exprimé au garde des sceaux, M. Henri Nallet, et au ministre délégué à la justice, M. Michel Sepin, ses doléances sur la réforme de la procédure pénale. Le conseil syndical élu à l'issue de ce congrès a choisi le 16 novembre à Paris un successeur à l'actuel président du SAF, M^{me} Marc Guillaumet, ancien bâtonnier de Riom.

Il y a tout juste un an, au congrès du SAF de La Rochelle, le garde des sceaux avait affronté une véritable tornade. Le monde judiciaire était en ébullition et les avocats en pleine incertitude : la loi sur la fusion des conseils juridiques et des avocats s'inscrivait au Parlement, la réforme de l'aide légale tardait à venir, et la réforme de la procédure pénale semblait une fois de plus reportée aux calendes grecques.

M. Marc Guillaumet, le président du SAF, se disait alors « morose ». « On ne peut plus se contenter de promesses, concluait-il, car elles ont toutes été fautes. » Un an plus tard, le ton a changé. « Cette année, les avocats ont été guéris, notait ironiquement M^{me} Guillaumet en s'adressant au garde des sceaux lors de l'ouverture du congrès. Nous devons reconnaître que vous êtes parvenu à faire passer la loi sur la fusion des conseils juridiques et des avocats. Les réformes, il est vrai, ne manquent pas : la loi sur la fusion des conseils juridiques et des avocats a été suivie de son naufrage parlementaire, l'aide légale vient d'être remplacée par un système

plus ambitieux, l'aide juridique, et la réforme de la procédure pénale avance à grand pas. Le SAF reste cependant morose : la plupart des projets de la chancellerie sont jugés extrêmement décevants. »

La loi sur la fusion des conseils juridiques et des avocats laisse ainsi au SAF un goût d'amertume. Révisé sur ce texte, le syndicat redoute aujourd'hui l'étape suivante : l'arrivée sur ces terres des professionnels du « chiffre », les experts-comptables. Une « confusion des genres » qui aurait, selon M^{me} Guillaumet, « une influence néfaste sur le mode d'exercice et la déontologie des avocats ». Malgré les mises en garde du SAF, M. Nallet défendait avec ardeur les mérites de l'« interprofessionnalité ». « Les entreprises, et plus particulièrement les PME, ont besoin de services pluridisciplinaires, ce qui explique le développement sans cesse de groupements divers de moyens, estimait-il. Par ailleurs, l'interprofessionnalité progresse hors de nos frontières, et nous n'avons pas le droit de perdre de vue l'échec de 1993. »

Plus tendu était le débat sur l'aide juridique. Ces dernières années, le SAF, clairement ancré à gauche, avait fait de la réforme de l'aide légale l'un de ses principaux combats. En 1990, basé sur l'archaïsme de ce système qui permet aux plus démunis de bénéficier d'un avocat, le SAF avait lancé une grève qui avait touché la plupart des barreaux. Aujourd'hui, la loi a été réformée, l'aide légale rebaptisée, mais le SAF reste largement sur sa faim : le principe de la rémunération a été écarté au bénéfice d'une grille atypique et obscure, les seuls nécessaires pour obtenir cette aide seront inférieurs au SMIC, et les demandeurs d'asile ont été

exclus du bénéfice de la loi. « C'est une immense déception, concluait M^{me} Guillaumet. Ce n'est pas, en grande réforme sociale que l'on nous avait promise. »

« Il n'est pas question de renverser la table »

Restait la procédure pénale. Le Syndicat des avocats de France, qui demande depuis des années une réforme ambitieuse de l'instruction, abordait là l'un de ses thèmes de prédilection. Il y a deux ans, il avait d'ailleurs accueilli avec enthousiasme le rapport Delmas-Marty (1), qui proposait de bouleverser totalement la procédure pénale en introduisant « un juge des libertés ». Présent à la tribune, M. Sapin, qui travaille sur ce dossier depuis son arrivée place Vendôme, avait réservé aux avocats du SAF son premier discours public sur le sujet. « Le rapport Delmas-Marty propose principalement de faire passer l'instruction du siège du parquet, lançait-il. Cette loi, pour fonctionner avec toutes les garanties nécessaires, implique d'importants changements de structure, notamment la modification du statut du parquet et la transfert à la chancellerie de la police judiciaire. Un tel bouleversement n'est pas, ne peut pas être aujourd'hui à l'ordre du jour. Il suppose une véritable saine administration. (...) Il n'est pas question de renverser la table. La juridiction de l'instruction sera maintenue. »

M. Sapin détaillait alors les principaux axes de sa réforme : abolition des privilèges de juridiction, réforme des nullités, modification du système actuel de l'inculpation, renforcement des droits de la défense, collégialité de l'instruction pour la détention (le Monde des 5

et 17 octobre). La garde à vue devrait elle aussi être modifiée : M. Sapin propose d'interdire le placement en garde à vue des simples témoins pendant l'enquête préliminaire, de fixer des critères de prolongation des gardes à vue, et de répondre favorablement aux gardes à vue qui demandent l'assistance d'un médecin.

Le problème de la présence des avocats lors de cette période délicate de l'enquête, ardemment souhaitée par le SAF, n'est pas encore tranché : il relève d'arbitrages interministériels à venir. « Regardez les réformes engagées et abouties sur ce sujet depuis 1987 et comparez, concluait-il. La réforme que je vous propose est une réforme profonde, de grande ampleur. Il ne s'agit pas de changer un point, d'un détail précis, mais d'introduire de multiples modifications à plusieurs endroits. J'en attends un véritable changement d'esprit. »

Les avocats du SAF saluaient le renforcement des droits de la défense, la suppression des privilèges de juridiction, la réforme des nullités et la suppression du système actuel de l'inculpation, mais l'architecture de la réforme était jugée décevante. Malgré les engagements proposés par la chancellerie, le juge d'instruction restera le pilier du système pénal.

« Nous avions rêvé, regrettait M^{me} Alain Molla, mais une fois de plus le conservatisme de tous bords a triomphé. Cette réforme ne correspond pas à nos attentes. » Certains des avocats présents au congrès se montraient plus pessimistes encore. « Vous dites vouloir améliorer le système, notait M^{me} Henri Leclerc, membre de la commission Delmas-Marty, mais vous n'y arriverez pas ainsi. Cela fait trente ans qu'on

cherche à l'améliorer et trente ans que l'on échoue. Le système absorbe tout. » Les prémisses aujourd'hui exigées par le SAF sont claires : l'accès, pour les avocats, aux gardes à vue, et le début de la garde à vue, et l'accès permanent au dossier pénal accompagné de l'établissement, à tout moment, d'un « exemplaire de défense » de tous les procès-verbaux.

L'amertume du congrès était plus aiguë encore au sujet de la réforme du code pénal, lancée par M. Robert Badinter. Défendu à l'Assemblée nationale et au Sénat par M. Michel Sapin, le nouveau code est très sévèrement critiqué par le SAF, qui demande le retrait pur et simple de ce texte « extrêmement répressif ». « Nous étions les premiers à souhaiter une telle réforme, expliquait M^{me} Alain Molla. Cependant, dans ce nouveau code, il y a le meilleur mais aussi le pire : je pense à la défense légitime des biens, à la révision à la hausse de l'échelle des peines et à la création d'une peine de réclusion de trente ans. Ce texte est tout simplement honteux. »Signe des temps, M^{me} Henri Leclerc concluait le débat en faisant tristement le deuil de ses rêves pressés. « Je crains, notait-il, que les « impératifs », la « faisabilité politique » et le « réalisme » ne finissent par nous mener du pessimisme du cœur au pessimisme de la raison. »

ANNE CHEMIN

(1) Instituté en 1988 par M. Appellange, la commission « Justice pénale et droits de l'homme » présidée par M^{me} Mireille Delmas-Marty a rendu deux rapports sur la mise en état des affaires pénales aujourd'hui, publiés à La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75001 Paris. La 1^{re} est en état des affaires pénales, 338 p., 120 F.

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Réunis en assemblée générale à Lille

Les protestants veulent renforcer la lutte contre « les peurs et le racisme »

Les trois cent cinquante délégués à l'assemblée générale du protestantisme français, réunis à Lille pendant trois jours sur le thème de « La grâce sans frontières », ont adopté, dimanche 3 novembre, un message marquant leur volonté de « lutte contre les peurs, le racisme et les exclusions de toutes sortes ».

LILLE

de notre envoyé spécial

« Incongru », « inadapté », « provocant ». Quand les autorités du protestantisme français, qui comptent des hommes d'Eglise, des théologiens, mais aussi quelques beaux noms de laïcs engagés dans la politique ou la finance, ont annoncé le thème de la grâce pour leur prochaine assemblée quadriennale, les hauts responsables n'avaient pas manqué. Il fallait remonter à une vingtaine d'années au moins pour retrouver un sujet apparemment aussi éloigné d'une actualité politique, sociale, internationale pourtant fort brûlante. Pour les moins profanes, la grâce évoquait seulement ce pilier, un peu poussiéreux, de la confession de foi d'un Luther, pour qui le salut de l'homme ne passe pas par ses mérites et ses œuvres, mais par la « seule grâce » de Dieu.

Les sceptiques ont eu tort. En trois jours d'un débat parfois terne et confus, ce retour aux sources a permis aux délégués des Eglises, œuvres et mouvements du protestantisme, de préciser à nouveau leurs liens avec les principes fondateurs, de mesurer l'étendue réelle de leur solidarité, à l'heure où de nouveaux courants évangéliques et pentecôtistes (comme les Assemblées de Dieu) cherchent une reconnaissance et frappent à la porte. L'assemblée générale de Lille a donné son accord pour un élargissement de la Fédération protestante de France, mais à condition de ne pas faire un four-

tout du protestantisme. Plus qu'un critère d'appartenance, la référence à la grâce ferait aussi chaque jour la preuve de sa modernité.

C'est ce qu'a expliqué Jean Bauderrot dans une réflexion sur le « paradoxe » qui a conduit les pratiquants de cette « religion de la passion » (c'est la « grâce seule » qui sauve) à être des hommes et des femmes d'action. La grâce libère en effet, ont dit beaucoup d'orateurs. « N'ayons pas peur du vide des idéologies », s'est écrié Jean Bauderrot. Ne reconstruisons pas des murs, des clôtures, des Eglises isolées. Agissons, tout en restant les mauvais compagnons de route des catholiques, pour qui le salut vient des œuvres, et des athées, pour qui l'homme s'en sort toujours par lui-même.

« Une minorité de convictions »

On ne saurait mieux justifier l'originalité du protestantisme aujourd'hui, divisé entre un courant historique luthéro-réformé, traditionnellement engagé dans la société, et une mouvance évangélique, d'implantation plus récente. L'assemblée générale de Lille a permis de mesurer le chemin parcouru entre ces deux branches. « Il n'est pas possible de proclamer la grâce de Dieu, s'il reste des injustices », disaient les uns. « Annonçons d'abord l'Evangile », disaient les autres, la justice sociale viendra par surcroît.

Ce clivage est de moins en moins net aujourd'hui. Les Eglises historiques voient mieux les limites de l'engagement politique. On a entendu un Marc Brunschweiler, ancien conseiller général socialiste et secrétaire général de la Cimade, se réjouir, avec humour, de cette « invasion » de la grâce. De leur côté, les Eglises évangéliques ont compris que la grâce est aussi une forme de « protestation » politique et sociale.

« Je sens qu'on va vers des rapprochements plus étroits », disait Jacques Stewart, président de la Fédération protestante, à l'issue d'une

« assemblée de transition », convaincu qu'à terme une véritable « communauté protestante » remplacera l'actuelle Fédération, faiblement représentative sur le plan local. Le protestantisme n'aura de réelle influence dans la société, comme « minorité de convictions », que s'il est uni, visible (d'où l'idée d'une journée annuelle du protestantisme) et cohérent dans sa doctrine (d'où l'autre projet, lancé par André Bir-mé, théologien alsacien, de créer une commission théologique au sein de la Fédération protestante de France).

La suite des débats a montré des convergences sur une volonté d'ancrage plus grand des protestants au processus de construction européenne et de résistance aux dérives sur le racisme et l'immigration. Le message final de l'assemblée, adressée aux protestants et aux responsables politiques français, note qu'« il est urgent de retrouver les règles éthiques qui permettent une vie démocratique réelle et luttent contre les peurs, le racisme et les exclusions de toutes sortes ; de dénoncer les idéologies qui sont l'individualisme exacerbé et l'idéologie du tout économique ; de découvrir les voies des véritables solidarités avec les pays pauvres et les exclus proches et lointains ».

Au total, malgré quelques empoignades au moment des « vœux » qui, dans le plus pur « patois de Canaan » (jargon biblique) fait partie d'un exercice typiquement protestant - d'autant plus gratuits que ces vœux sur l'actualité sont rédigés en termes généraux et sans effets pratiques - l'assemblée de Lille a été plutôt « consensuelle ». Les nouveaux sorts par Pierre-Patrick Kaltenbach, président des Assemblées familiales protestantes, avaient été laissés aux vestiaires. Les AFP se sont abstenus sur les votes et avaient préféré se rendre à Libourne pour manifester symboliquement leur sympathie aux musulmans empêchés, après un litigieux référendum municipal, d'agrandir leur mosquée.

HENRI TINCQ

Mgr Duval favorable à des actions communes avec les francs-maçons contre l'intolérance

Archevêque de Rouen et président de la conférence des évêques de France, Mgr Duval était l'invité, dimanche 3 novembre, du « Grand Jury RTL-Le Monde ». Il a abordé plusieurs sujets d'actualité.

Transfusion sanguine : « Ce qui me frappe, c'est qu'on ne sait plus qui a la responsabilité de la décision », a dit Mgr Duval. Or, lorsqu'il y a de la vie des gens, il faut que ceux qui sont responsables sachent prendre des décisions. Je pense aux politiques.

La montée de l'intolérance : Au grand-maître de la Grande Loge de France qui souhaite organiser une « alliance des autorités spirituelles contre les idées xénophobes et racistes » (le Monde du 30 octobre), Mgr Duval a répondu : « Pourquoi, en effet, ne pas réaliser des choses ensemble sur le terrain pour faire respecter le principe de la tolérance ? Bien sûr, cela supposerait quelques démarches préliminaires ».

Le Front national et l'Eglise : « Les idées du parti de M. Le Pen, de temps en temps, aient une coloration chrétienne. Je le veux bien. Que des chrétiens se retrouvent derrière lui, je le veux bien aussi. Mais l'Eglise n'aime pas beaucoup qu'un parti politique se recommande directement d'elle ».

Les commandos anti-avortement et le respect de la religion : « Je n'ai jamais approuvé ce genre de commandos qui se situent en dehors de la loi (...). Mais est-ce que parfois un certain mépris de la religion dans une société ne finit pas par susciter des excès ? C'est pourquoi je dis : il faut que chacun soit respecté, si l'on ne veut pas susciter des sentiments de violence qui sont difficilement maîtrisables ».

Mgr Caillot à l'usine Renault de Cléon : « Je comprends qu'il ait formé le vœu qu'une discussion s'engage et qu'on aboutisse à la fin de la grève... J'aurais simplement préféré qu'il m'overlisse ». (Cléon se trouve sur le territoire du diocèse de Rouen).



Votre solitude, c'est uniquement dans votre tête

Il y a forcément quelque part un être qui répond à votre idéal. Pour que son chemin et le vôtre se croisent, il faut rencontrer des personnes dont la sensibilité profonde correspond à la vôtre.

C'est cette aventure que vous propose Ion International : rencontrer des personnes dont le caractère, défini par une véritable étude psychologique, s'harmonise avec le vôtre. Et cette aventure ne peut que réussir puisque vos contacts seront renouvelés jusqu'au succès final.

« 3000 COUPLES RACONTENT »
Un document passionnant. Des témoignages qui répondent à vos questions : « Les deux sont-ils utiles et sages ? Et les deux de réussite ? Et l'Amour avec un grand A ? » (envoyé sur demande).

Pour recevoir une documentation complète, faites 36.15 code ION sur votre Minitel ou retournez ce coupon à :

Ion International

Une écoute attentive et chaleureuse...
Venez nous voir, ou téléphonez.

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement sous pli neutre et cacheté, votre brochure 24 pages couleur.
M., Mme, Mlle
Prénom _____ Age _____
Adresse _____
Tél. _____
■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare - Tél. : (1) 45.26.70.85
■ TOULOUSE (31000) 10, rue Nungesser-et-Coli - Tél. : 61.59.48.58
■ BESANCON (25000) 89 bis, rue de Belfort - Tél. : 81.80.43.35
■ BRUXELLES (1050) 10, rue de la Woluwe 205 BP 13 - Tél. : (02) 230.99.98
■ GENEVE (1206) 4, route de Florissant - Tél. : (022) 46.84.85



comment

parler de la ville sans parler des transports en commun ?

copie de promotion de metropoli-ville
pour la ville de...

Pour que ça roule, priorité aux transports en commun

كلنا مع النقل

هكذا في الأصل

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

55 000 personnes à la Yom Hatorah du Bourget

Leçon de choses sur la vie juive

Au Parc des expositions du Bourget, dimanche 3 novembre, 55 000 personnes ont participé à la Yom Hatorah ou Journée du judaïsme français, organisée pour la deuxième fois à l'initiative de M. Joseph Struk, grand rabbin de France, et du consistoire central.

La mot hébreu Matar veut dire « coup de foudre ». Entre un Hanoucca aux chandelles en bateau-mouche et des conférences savantes sur les manuscrits hébreux ou les juifs d'Espagne, l'association Matar propose, jusqu'à dans le grand hall du Bourget, des rencontres matrimoniales juives. « C'est très sérieux, assure l'hôtesse. Nous sommes patronnés par le grand rabbin Struk. » La héros de la journée est devenu une sorte de séisme obligé.

Dans une ambiance de joyeuse kermesse, où des enfants en calotte tirent la barbe de rabbins en redingote et chapeau noir, le Tout-Sarcelles et le Tout-Saint-Lazare (quartier de la grande synagogue) se sont transportés au Bourget pour une magistrale leçon de choses sur la vie juive. Du psautier 121 qu'on glisse dans le berceau du nouveau-né, aux essais de parquage ou de bérêt, de la préparation de la hula (galette du sabbat) aux secrets de fabrication du champagne-casher, la Yom Hatorah ressemble à un grand livre de recettes ouvert.

Ici, défient des mennequins en robe de mariée juive. Là, des sophistes (scribes) calligraphient, à la plume de dinde, des textes sacrés sur des parchemins de teflins. Dans la cour, on guette d'un oeil les images de Tshahal montrant les Scuds irakiens qui s'abattent sur Tel-Aviv, de l'au-

tre, des conférences sur les messages codés de la Torah par ordinateur ou « les derniers devoirs pour mériter la vie éternelle ».

Un jeune rabbin montre fièrement son ordinateur capable de déceler les fautes d'orthographe dans les rouleaux de la Torah. « S'il y a des fautes, ajoute-t-il, gravement, les rouleaux sont retirés des synagogues... » La Yom Hatorah, c'est, à la fois, une foire-exposition et un stage de recyclage ou d'apprentissage. Cinq cents couples de mariages sont vendus en une matinée. Dans la même temps, une quinzaine de familles françaises déposent à l'Agence juive leur demande d'alyah (montée vers Israël).

Devant un parterre ruisselant d'émotion, des rabbins prestigieux venus d'Israël, des États-Unis, de Grande-Bretagne — dont Simha Wasserman, quatre-vingt-trois ans — succèdent, à la tribune, à des intellectuels comme Marek Halter, Samuel Trigano et Raphaël Draï. Ces trois derniers, auxquels se joint, omniprésent, le grand rabbin Struk, livrent le vrai sens de cette fête : la retour aux sources, la fidélité au « plein Israël », l'unité du peuple juif. « Dans le chaos des idéologies et les catastrophes du monde, la Torah nous apporte quelque chose de nouveau », écrit Samuel Trigano.

Comme lui, Raphaël Draï et Marek Halter mesurent la tâche qu'il y a à couper les intellectuels de cette manifestation populaire de foi et de plébéisme juif. « Viennent ici des familles qui ont des problèmes de vie quotidienne, de chômage, voire d'intégration

dans la culture française », dit Raphaël Draï. Nous ne sommes plus concernés par le marxisme, mais ce n'est pas une raison pour oublier que, dans le judaïsme, la justice sociale n'est pas une abstraction. »

Plus de 55 000 personnes ont ainsi défilé au Bourget, devant les plateaux les plus optimistes fixés par les organisateurs. Cette effluence supplémentaire (par rapport aux 30 000 participants de 1989) et inespérée confirme le vigoureux du réflexe identitaire juif. Elle s'expliquerait par une meilleure préparation et par les événements qui, de la guerre du Golfe à la conférence de Madrid, mobilisent la communauté juive. « Le mouvement amorcé pour une meilleure connaissance et le renouveau de la vie juive ne fait que s'amplifier », ajoute M. Joseph Struk.

Les initiatives du grand rabbin de France ne font pourtant pas l'unanimité. Pas moins de huit associations se réclament d'un judaïsme laïque étaient nées après la Yom Hatorah de 1989, en réponse à ce judaïsme religieux qualifié de « ghettoïque », crispé sur la défense inconditionnelle d'Israël ou l'interdiction des mariages mixtes. Un judaïsme qui fabrique des « générations de marmoneurs », critique l'un. Qui passe par le « tube digestif », vitupère l'autre, dans une allusion à la stricte vigilance du tribunal rabbinique sur les approvisionnements alimentaires dans la communauté juive. Celle-ci n'a jamais été, en France, aussi vivante et aussi divisée. Entre le judaïsme religieux du grand rabbin et celui des laïques, entre le judaïsme des ultra orthodoxes (Loubavitch) et celui des libéraux, les tranchées ne font que se creuser.

H. T.

Chef spirituel des 200 millions d'orthodoxes

Le nouveau patriarche de Constantinople a été intronisé

ISTANBUL

de notre correspondant

« Axios, Axios », s'écrit les fidèles avec ferveur au cours de la cérémonie d'intronisation du nouveau patriarche de Constantinople, déclarant ainsi Bartholomée I^{er}, élu le 22 octobre dernier (le Monde du 24 octobre), « digne » d'assumer son nouveau rôle et de revêtir le manteau violet et doré du chef spirituel des 200 millions d'orthodoxes.

Une foule, accourue des quatre coins du monde, a assisté à la cérémonie. A l'intérieur de la petite église du patriarcat de Phanar étaient assis les invités d'honneur. Parmi eux figuraient notamment le premier ministre grec, M. Mitsotakis, Alexis II, patriarche de Moscou, le cardinal Edward Cassidy, préfet du conseil de l'unité des chrétiens au Vatican, William Bush, le frère cadet du président américain. Les robes

pourpres des prélats catholiques voisinaient avec les coiffes blanches des orthodoxes russes et les soutanes de soie noire des archimandrites grecs orthodoxes.

Devant l'église, des centaines de fidèles, larmes aux yeux, priaient, malgré le froid, pour leur nouveau patriarche. Bartholomée I^{er}, deux cent soixante-dixième patriarche de Constantinople, a promis de poursuivre les efforts œcuméniques entrepris par ses prédécesseurs, notamment Athénagoras (1948-1972) qui avait renoué les liens avec le Vatican, rompus depuis le schisme de 1054.

Il s'est également fixé pour but d'achever, avant la fin du siècle, l'organisation d'un huitième concile qui réunirait toutes les Eglises orthodoxes, le premier depuis celui de Nicée (aujourd'hui la ville turque d'Iznik), en 787. Des dissensions avec la grande Eglise orthodoxe russe qui, en accordant le statut d'autocéphalisme à deux Eglises

(États-Unis et Japon), avait fait usage d'une prérogative du patriarcat œcuménique, figurent parmi les difficultés à surmonter avant d'atteindre l'unité inter-orthodoxe. « C'est seulement à travers l'unité pan-orthodoxe que nous pourrions atteindre l'unité chrétienne », assure le nouveau patriarche.

La liberté nouvelle dont bénéficient les Eglises d'Europe de l'Est s'est étendue, selon Bartholomée I^{er}, aux relations du patriarcat de Constantinople avec le gouvernement turc, désormais plus cordiales. Le patriarche espère obtenir, lors d'une prochaine visite aux autorités d'Istanbul, la permission de rouvrir l'école théologique de Halki. Fermée il y a vingt ans, ce séminaire, qui était le seul en Turquie, est nécessaire à la formation des jeunes prêtres orthodoxes et donc à la survie de cette minorité millénaire, héritière de l'empire byzantin.

NICOLE POPE

DÉFENSE

Les périodes de réserves seraient rémunérées au titre de la formation continue

Le secrétaire d'État à la défense, M. Jacques Mellick, a annoncé récemment aux députés de la commission de la défense qu'il avait présenté au ministre du travail, M^{me} Martine Aubry, un projet de modification du code du travail visant à assimiler le rappel des réservistes sous les drapeaux à des périodes de formation professionnelle. Avec ce nouveau régime, les réservistes bénéficieraient — ce qui n'est pas le cas à ce jour — d'une rémunération au titre de la formation continue.

Sur un total de 4 millions d'hommes en situation de devenir des réservistes dans les trois années de la gendarmerie en cas de besoin, le ministère de la défense utilise, en réalité, les services de quelque 536 000 hommes dont la plupart sont versés dans l'armée de terre

(293 000) et la gendarmerie (130 000).


Aux députés, M. Mellick a expliqué que « cette modification de la loi sur le code du travail permettrait de remédier au manque à gagner des réservistes, dans les entreprises, qui, contrairement aux fonctionnaires, ne continuent pas en général à toucher leur salaire durant les périodes d'instruction ».

Dans ce but, le secrétaire d'État a prévu de développer, l'an prochain, avec le concours des dirigeants du CNPF, « une action de sensibilisation » en direction de 35 000 chefs d'entreprise en France pour qu'ils ne mettent pas d'entraves aux activités militaires de leurs cadres dans les réserves.

M. Mellick a, d'autre part, indiqué qu'il étudie un projet de décret définissant un véritable statut du

réserviste. Il est envisagé de distinguer trois catégories de réservistes. La première regrouperait les fractions du contingent rappelables immédiatement, qui sont les « disponibles ».

La deuxième serait formée de réservistes volontaires, motivés pour répondre à des convocations régulières. La troisième catégorie réunirait les spécialistes (médecins, ingénieurs, interprètes, logisticiens) rappelés, sous des délais de préavis courts, pour tenir des emplois que les personnels de métier ne peuvent occuper qu'en nombre limité dans l'éventualité d'une crise qui durait. Le secrétaire d'État a précisé que l'armée de terre avait engagé un effort important d'information de la gestion de ses réservistes, qui doit être opérationnelle dans deux ans.



ETUDIANTS, 18 - 20 ANS : CIVILEMENT ADULTES, SOCIALEMENT ASSISTÉS

Pour une majorité civile et sociale à 18 ans

Ils sont plusieurs centaines de milliers de jeunes. Ils ont 18, 19 ou 20 ans. La société les considère responsables. Ou du moins suffisamment responsables pour qu'ils exercent leur droit de vote pour l'élection du Président de la République. Ou pour remplir leurs obligations envers elle, par exemple le service national, pour les jeunes gens. Et pourtant ! Parce qu'ils sont étudiants, on leur refuse un droit essentiel — accordé à tous — celui de bénéficier de leur Sécurité Sociale personnelle. Concrètement, les étudiants, de 18 à 20 ans, sont obligés de passer par leurs parents pour se faire rembourser : ils ne peuvent avoir un accès autonome au système de santé. Qui ne peut comprendre que sur des sujets sensibles relevant de la vie privée d'un jeune, il lui soit parfois difficile d'aborder des problèmes personnels.

La conséquence immédiate, pour lui, est évidente : le choix se fait entre une absence de suivi médical ou une absence de remboursement. C'est un frein à la responsabilité et à la responsabilisation individuelle. Parce que c'est l'âge où les jeunes déterminent leurs comportements dans le domaine de la santé, l'enjeu est d'importance. Pourquoi ne pas leur accorder leur autonomie, leur offrir un cadre adapté à la pédagogie, à la prévention sanitaire et sociale ? Ce cadre existe : c'est le régime étudiant de Sécurité Sociale. L'augmentation très rapide des effectifs étudiants va engendrer une aggravation des problèmes sanitaires et sociaux non résolus. Il conviendra de prendre en compte ces situations nouvelles, en faisant jouer le solidarité, par exemple, au travers d'un Fonds d'Action Sanitaire et Sociale, propre au milieu étudiant, et bien entendu en tenant compte de l'accroissement de ces effectifs dans les remises de gestion des sections locales universitaires du régime étudiant de la Sécurité Sociale. Il faut favoriser la démocratisation de l'enseignement supérieur dans tous les domaines, au moment où de plus en plus d'étudiants issus de familles modestes y accèdent. C'est pourquoi l'ouverture de la Sécurité Sociale dès l'âge de 18 ans doit aller de pair avec le principe d'une exonération de cotisation sur critères sociaux tels que définis par le droit au prêt du Plan Social Étudiant et en priorité pour les premiers cycles.

LES ETUDIANTS DOIVENT AVOIR ACCÈS A 18 ANS A LEUR RÉGIME DE SÉCURITÉ SOCIALE, AVEC EXONÉRATION DE COTISATION SUR CRITÈRES SOCIAUX.

PREMIERS SIGNATAIRES : P. CORNILLON, Pdt Univ. Paris-Nord et Pdt Commission Questions Sociales et Vie Étudiant CPU ; G. LE NEQUANNIC, Sec. Gén. F.E.N. ; J. P. MAILLES, Pdt FCPE ; P. SICARD, Pdt PSEF ; R. TEULADE, Pdt FNMF ; ANEMF ; J. de BELLECIZE, Pdt SMERKA ; P. BESSET, Pdt FAGE ; C. BORGEL, Pdt UNEF-ID ; F. OUPRAT, Pdt SMCO ; FFAGE ; RDI ; P. GODARD, Dtl. Gén. ANGE ; JEC ; L. LERISSEL, Pdt CLAME et UNEDSEP ; D. LEVEQUE, Pdt MNMF ; J.L. MOUDENC, Pdt SMESO ; G. PARADIS, Pdt UNEDC ; M. ROCHMAN, Pdt UEIF ; P. SENNANEUCH, Pdt ANEF ; C. VALLET, Pdt SMIEEB.

PARLEMENTAIRES : JM ALEXANDRE Dép. Europ. ; D. ANGER Dép. Europ. ; JY AUTEXIER Dép. ; G. BAPT Dép. ; JP BACHY Dép. ; C. BARATE Dép. ; J. BARROT Dép. ; C. BARTOLONE Dép. ; JM BELORGEY Dép. ; G. BENEDETTI Dép. ; G. BERCHET Sén. ; M. BERGE-LAVIGNE Sén. ; A. BILLARDON Dép. ; A. BOREL Dép. ; JC BOULARD Dép. ; JP BRAINE Dép. ; P. BRANA Dép. ; M. BRIANO Dép. ; JC CAMBADEUS Dép. ; J. CAMBOLIVE Dép. ; JC DESSEN Dép. ; M. DESTOT Dép. ; A. DE MONTESSQUIOU Dép. Europ. ; M. DINET Dép. ; J. DRAY Dép. ; JM DUBERNARD Dép. ; A. DURANO Dép. ; C. EVIN Dép. ; A. FACON Dép. ; M. FRANCAIX Dép. ; Y. FREMON Dép. Europ. ; C. GAITS Dép. ; M. GARROUSTE Dép. ; A. GOUTEYRON Sén. ; F. GUILLAUME Dép. Europ. ; C. HURLET Dép. ; G. ISTACE Dép. ; A. JOURNET Dép. ; M. LAMBERT Dép. ; L. LAUGA Dép. Europ. ; JY LE DEAUT Dép. ; JM LE GUEN Dép. ; P. LEGRAS Dép. ; R. LOIDI Dép. ; J. LONGUEUX Dép. ; T. MANDON Dép. ; F. MARTIN Sén. ; JP MICHEL Dép. ; O. MIGAUD Dép. ; G. MONJALON Dép. ; G. MONNIER-BESOMBES Dép. Europ. ; C. MORAS Dép. ; G. PENNE Sén. ; C. PIERRET Dép. ; C. PRADILLE Sén. ; M. REYMANN Dép. ; D. ROBERT Dép. ; Y. ROUDY Dép. ; F. SAINT-ELIER Dép. ; C. SPILLER Dép. ; F. TARDY Sén. ; P.Y. TREMEL Dép. ; J. VALADE Sén. ; Ter. M.A.J. Bordeaux ; Y. VIDAL Dép. ; JP VIRAPOULLE Dép. ; A. VOILQUIN Sén. ; A. WARHOVER Dép.

MAIRES : P. ALDIUY Sén. M. Perpignan ; W. AMISALLEM M. Beaulieu ; F. AUTAIN Sén. M. Boulogne ; J. AUXITTE M. Rochefort ; J.M. AYRAULT Dép. M. Nantes ; O. BARIANI M. 20^e Arr. Paris ; D. BAUDIS Dép. M. Toulouse ; H. BEGORIE M. Maxéville ; B. BELLEC M. Niort ; P. BERNARD-REYMOND M. Gap ; J.L. BORLOO M. Valenciennes ; M. BURON M. Chateaubriant ; A. CARIGNON M. Grenoble ; R. CARRAZ Dép. M. Chénôve ; G. CHABROUX M. Villeurbanne ; M. CHARRIER M. Vauhy-en-Velin ; R. CHESA M. Carcassonne ; A. COLLOT M. St-Savin ; M. OELPLACE M. La Garde ; J.L. DUMONT Dép. M. Verdun ; P. OUSSAT M. Rungvis-en-Camb. ; G. ESTEVE M. Sélestat ; J. FLOCH Dép. M. Rezé ; G. FRECHE Dép. M. Montpellier ; B. LERRANC Dép. M. Sœurs ; J. MURSELET M. Boulogne S/Mer ; M. NOIR Dép. M. Lyon ; J.P. PHILIPPE M. Villafontaine ; J.J. QUEYRANNE Dép. M. Bron ; G. RAVIER Dép. M. Avignon ; M. ROCARD M. Confians-St-Honorine ; A. ROSSIGNOT Dép. M. Nancy ; J. SANTROT Dép. M. Pithiviers ; C. SAUNIER Sén. M. St-Brieuc ; F. SCHELLER M. St-Gabrien ; C. TRAUTMANN M. Strasbourg ; G. VADEPIED M. Mèze.

PRESIDENTS DE CONSEILS REGIONAUX ET GENERAUX : B. BIOLAC Dép. Pdt C.Gén. Dordogne ; J. BLANC Pdt C. Rég. Languedoc-Roussillon ; T. CARCENAC Pdt C. Gén. Tarn ; M. CENSI Pdt C. Rég. Midi-Pyrénées ; R. GARREC Dép. Pdt C. Rég. Basse Normandie ; C. JOSSELIN Dép. Pdt C. Gén. Côtes d'Armor ; G. SAUMADE Dép. Pdt C. Gén. Hérault ; J. SCHVARTZ Pdt C. Gén. Moselle.

PERSONNALITES : J. ANDRIEU V. Pdt « Affaires Sociales » CES ; S. ATTALI Dir. UFR Phys. Chimie Toulouse 3 ; JH BALBI Pdt U. Corse ; M. BEAU Pdt MOCEM ; M. BENASSAYAG Dtlég. Gén. Econom. Soc. ; F. BLOCH LAINE Pdt UNOPSS ; M. BOEUF Pdt CNAPAL ; JM BOULLIER Sec. Gén. SGEN-CFDT ; S. CALMETTES Pdt FAET ; M. CARAYOL Pdt U. La Réunion ; J. CARTELLIER Dir. CROUS Honoraire ; B. CLUZEL Pdt Edudinvest ; G. CREMER Pdt U. Paris 5 ; JF DAURIAUX Dir. CROUS Créteil ; P. DELAMARE Trés. MAGE ; F. DEMICHEL Pdt U. Paris 6 ; H. DESIR Pdt SOS RACISME ; A. DUMAS Dir. Fac. Montpellier 1 ; D. OURAND Pdt U. Metz ; J. RIJALKOW V. Pdt U. Toulouse 2 ; V.C. RISERA Prof. U. ; J. SANDIGHCH Chief Serv. Préf. Salpêtrière ; F. GAYMARD V. Pdt U. Nice ; J. GERMAIN Pdt U. Tours ; M. GEVREY Sec. Gén. JPA ; A. GHARNATI Prof. Fac. Nancy ; A. GIRARD Dir. UNI-MUTUALITE ; J. GIRODOT Pdt GRGMA ; S. GOURSAUD Pdt Ass. Dir. d'UT ; P. GRIMALDI Dir. CROUS Corse ; P. GUILLEN V. Pdt Dtl. Gén. UIMM ; A. HENRY Inspect. Gén. de l'adm. Educ. Nation. ; J. JARRY Sec. Nation. JOC-JOCF ; R. KOVAR Anden Pdt U. Strasbourg 3 ; P. LARIVILLE Pdt U. Paris 10 ; D. LE SCORNET Pdt Mutuelles de France ; J.P. LODTER Doyen Facul. Toulouse 3 ; P. LOUSET Dir. IUT Toulon ; Y. LUCHAIRE Doyen Facul. Lille 2 ; J.C. MARTIN Pdt U. Toulouse 3 ; C. MAMY Psych. ; B. MIEGE Pdt U. Grenoble 3 ; B. NEMITZ Pdt U. Amiens ; E. OMET Pdt Union Nation. des Etabl. Mutual. ; F. PECAUT Pdt U. Avignon ; B. PISSARRO Prof. Santé Pub. ; M. RINO Pdt Groupe ACACIAS ; J.L. ROLLOT Sec. Gén. Ligue de l'Enseign. ; P. ROSTINI Pdt Union Nation. des Clubs U. ; M. ROZENBLAT Pdt d'Honn. UNEF-ID ; J.M. SCHWARTZ Dir. Rech. CNRS ; J.P. SEGUELA Doyen Facul. Toulouse Rangueil ; M. SICARD Prof. Toulouse 3 ; Y. SIMON ; F. SOULAGE Pdt Inst. Dév. Econ. Soc. ; J.C. SZALENIEC Pdt Bâstardoulam ; F. TUFFIN Pdt U. Brest.

CULTURE

THÉÂTRE

Un homme dangereux

Daniel Mesguich, dans son nouveau théâtre, met Hugo à feu et à sang

LILLE

de notre envoyé spécial

L'acteur s'assoit, il joue le gardien de prison. Il prend en main un livre, l'ouvre, du feu lui saute à la figure. Pas du simili : de vraies flammes. Claquantes, brillantes. Qui s'éteignent peu à peu une fois que le livre aura été refermé. Voici un spectacle : soudain apparaît, dans la salle, une boule de feu. Incandescente, qui fait voler après elle une écharpe de feu vif. Cette boule enflammée vole en larges volutes, un mètre au-dessus des têtes des spectateurs. Après sa promenade elle va se bétifier, s'éteindre, dans les bras d'un acteur. Aucun fil ne tient cette sphère enflammée. Là aussi c'est du vrai feu.

Le public de Daniel Mesguich est ébloui. Extasié. Il le sera plus encore au dernier moment du spectacle quand le rideau descend majestueusement sur l'immense décor qui part tout est en feu. Rouge déchaîné des flammes. Explosions, fumée, tonnerre. Hurllements de joie et piétements des spectateurs. Un tel incendie, à Lille, à quelques mètres de là, sur la Grand-Place, ou rue Faidherbe, ce serait, chez ce même public, l'épouvante. Mais ici c'est du théâtre : enthousiasme et crise de joie.

Il n'a pas attendu, le public, pour vibrer aux émotions fortes. En ouverture, nous voyons un métastor posé, le cou sur un bâton. Aussitôt le glaive s'abat, la tête vole. Sur un registre moins « his-moi-peur », nous verrons un acteur disparaître dans la glace d'un miroir, entraînant sa grande cape qui semble, à travers la vitre, se glisser par le trou d'une aiguille. Et bien d'autres tours de magie.

Maria Tudor de Victor Hugo mis en scène par Daniel Mesguich pour son intronisation, à Lille, au Théâtre national La Métaphore, ce n'est pas



Jean-Damien Barbin dans Maria Tudor

du théâtre, cette mystère, ce piège : c'est le Palais des Merveilles, la Grande Caverne des Illusions. Jamais nous n'avions vu cela, ni à Lille ni à Paris. Nulle part. Mesguich fait un triomphe.

Toutes les composantes du spectacle s'alignent sur ces prodiges. Le décor, les costumes, les décors, est à lui seul une cascade de décors. Ce qui n'est pas nouveau, Mesguich l'a toujours fait : dans un décor uni-

que, il étouffe. Mais ici il se surpasse : tohu-bohu de temples babyloniens, de fausses ruines napoléoniennes, méli-mélo de balcons éclairés et de scènes de théâtre qui s'emboîtent comme des poupées russes, balustrades à pie sur l'infini, déserts de sable, souterrains secrets, sans compter le rideau en folie qui cent fois dans la soirée tombe, retombe, se relève, découvrant des mondes imaginaires ou un planéta-

nium géant, fourmillement d'étoiles dans quel plane la pauvre orpheline qui se révèle être la princesse - toutes ces images splendides, ces hallucinations, apparaissent disparaissent en un clin d'œil dans des explosions assourdissantes qui déclenchent des incantations.

Vous croyez rêver, nous croyons rêver, tous croient rêver. Ce n'est pas pensable, mais cela a lieu, sous nos yeux. Restait la question des acteurs, car Mesguich garde quand même quelque chose (avec beaucoup de coupes) du mélodrame de Hugo, et il faut des gens pour le réciter. Eh bien, les acteurs sont des illusions, eux aussi : ils volent comme des chauves-souris, s'évanouissent comme des fantômes. Ils poussent la gestualité au-delà de l'imaginable : des polichinelles déchaînées. Voix de rogomme, enrouements avinés, rires fous, Marathon du déclamatoire. C'est magnifique. Mesguich a choisi l'algèbre : « moins multiplié par moins égale plus », « horreur multipliée par horreur égale grand chic de grand style », « enflure multipliée par enflure égale rigueur ». A ce degré, l'emphase bascule dans une parodie irrésistible de cirque : nouvel enthousiasme de l'assistance.

Cette performance d'art dramatique par contrepied est exécutée à la perfection par les élèves-acteurs de Mesguich : ces caricatures de pantins dissimulent des jeunes gens de réel talent, Christèle Wurmer, Odile Cohen, Jean-Daniel Barbin, bien d'autres ; voici tout de même pour eux un fourvoiement triste. Petits soldats, sans plus d'un raid, dans la folie. Espérons que Mesguich ne les escamote plus, dans ses prochaines mises en scène : Marivaux, Racine.

MICHEL COURNOT

Le Métaphore, 4, place du Général-de-Gaulle. Ou mercredi ou samedi, à 20 h 45. Tél. : 20-40-10-20, 85 F et 110 F.

Feydeau à quatre mains

Pour ses débuts au Centre de Franche-Comté René Loyer fait collaborer les vivants et un mort

BESANÇON

de notre correspondant

- Caramba ! Je n'avais jamais vu un cercueil dans une salle à manger ! C'est sur cette exclamation du duc de Grenade que s'achève le deuxième acte de *Cent millions qui tombent*, de Feydeau. Il n'ira pas plus loin, laisse inachevée, en 1911, cette pièce féroce-ment drôle sur le pouvoir destructeur de l'argent.

Quatre-vingts ans plus tard, pour ses débuts à la tête du Centre dramatique national de Franche-Comté (il a succédé à Denis Llorca au début de l'année 1991), René Loyer a imaginé de monter cette œuvre méconnue, après avoir demandé à Catherine Anne, Roland Fichet et Elou Récio de la compléter. Le temps n'a pas vraiment passé sur ces personnages. Ils ressemblent outre-tombe leurs délices puerils. « La plaie que Feydeau n'avait pas refermée reste ouverte », souligne René Loyer, dont la mise en scène, en accentuant le surréalisme des effets comiques, sert un texte sur lequel les comédiens se sont manifestement amusés. L'exercice de style pourrait ne pas demeurer sans lendemain. René Loyer envisage d'inviter chaque année des auteurs contemporains à se rencontrer pour écrire des œuvres courtes, montées dans l'ancienne salle des fêtes de l'établissement fin de siècle dont Besançon-les-Bains tira naguère sa réputation de ville thermalie.

Le directeur du nouveau théâtre de Besançon s'efforce de trouver, en outre, les moyens financiers nécessaires à la constitution d'une petite troupe permanente qui permettrait une intervention pédagogique plus marquée auprès d'un jeune public, dont la conquête

reste à faire. Aussi bien jeune ou moins jeune, le public bisontin ne s'enthousiasme pas facilement. L'effort de médiatisation voulu par René Loyer a presque triplé le nombre des abonnés, mais ceux-ci ne dépassent guère le demi-millier. Une programmation éclectique réussira-t-elle à extraire les Bisontins de leurs pantoufles ?

CLAUDE FABERT

Le spectacle sera au Théâtre de Gennévilliers du 12 novembre au 15 décembre : du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30.

MUSIQUES

Décès de Mort Shuman

Un génèreux désordre

Le chanteur-compositeur américain Mort Shuman est mort dans la nuit du 2 au 3 novembre à Londres des suites d'une opération au foie. Il était âgé de cinquante-trois ans.

On gardera de Mort Shuman l'image d'un bon géant au visage de Bachus, d'un Falstaff moustachu à la voix douce, chantant des chansons tendres en s'accompagnant au piano. On retiendra de lui son amour de la France et de ses vins, et de Jacques Brel, qui était belge mais pour un Américain, ça n'y change pas grand-chose. C'est d'ailleurs en découvrant ses chansons en 1966, qu'il s'intéressa à la France. Il traduisit Brel et en fit une comédie musicale montée off Broadway, qui dure sept ans et devient un film : *Jacques Brel is alive and well and living in Paris*.

Il fait alors découvrir Brel aux Américains, et la France le découvre. Pourtant il n'est pas un débutant. Né à Brooklyn le 12 novembre 1938, de parents fraîchement immigrés et pauvres, Mortimer Shuman étudia la musique classique au Conservatoire de New York, s'intéressa au rhythm'n'blues, et à dix-huit ans commença à écrire pour les stars du rock, pour Janis Joplin, Ray Charles, pour Elvis Presley lui-même (*It's Now or Never, Surrender, His Latest Flame, Can't Help Falling in Love*).

Mais l'air de Paris l'attire. En 1971, il s'y installe. La ville lui plaît, la façon qu'on a d'y vivre, d'y travailler, d'y aimer. L'amour est réciproque. Il écrit pour nos rockers à nous, Johnny, Eddy Merchall, et interprète les chansons qu'il compose sur des paroles d'Eugène Roda-Gil. Des tubes. Il n'y eût pas lui-même, mais ça marche. *Le Laz majeur, l'Impérmeable anglais, Brooklyn by the Sea, Papa Tango Charlie...* Sa voix suave et son accent font merveille. En même temps, il compose de la musique de films : *Les Gueux du Louvre* de Michel Drach, *l'Hotel de la plage* et *A nous les petites Anglaises* de Michel Lang. Il fait aussi l'acteur de temps en temps. Il n'a jamais su dire non à un copain, même sachant qu'il ne serait pas payé. Il aime partager, sa générosité est désordonnée, son désordre génèreux.

Depuis 1986, sans trop faire parler de lui, il vivait à Londres où il a arrêté de boire, monté deux comédies musicales et sorti un album. Il s'est fait opérer du foie il y a quatre mois, et a dû retourner à l'hôpital. Il était trop bon vivant pour vivre malade.

COLETTE GODARD

o Mart d'Irwin Allen. - Irwin Allen, producteur de films-catastrophes (*la Tour infernale, l'Aventure du Poséidon*) est mort le 2 novembre à l'hôpital de Santa Monica en Californie, d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-cinq ans.

Impossible n'est pas chinois

CIRQUE DE PÉKIN

ou Cirque d'Hiver

Joue ronde et rose, oeil bridé souligné de bleu et d'eye-liner, lèvres pulpeuses, très rouges : garçons et filles, les acrobates du Cirque de Pékin ressemblent à des poupées de 30 ans, d'autant que certains sont encore des enfants, et que les autres ne sont pas très grands. Des poupées maléfiques qui, sans effort apparent, se plient en tous sens en gardant leur sourire ravi. On est ailleurs dans un univers de BD gentille, qui équilibre aux lois de la gravité et de l'équilibre. On n'y voit pas, comme il était promis, le panda géant, retenu dans sa cage chinoise par décision d'une SPA internationale. Mais on y voit, parmi une multitude d'émouvants, une famille de dragons qui cliquent de l'oeil, s'écroulent et s'ébattent comme de vulgaires cornards, exécutent des exercices sur tabouret comme des lions dressés, on y voit une pyramide de chaises,

une pagode de bois, des gens qui rebondissent sur un trampolino comme des ballons de basket pris de folie, une enfant qui grimpe le long de perches de plus en plus lourdes posées sur le front d'un adolescent, puis sur son épaule. Au sommet de la dernière il y a, dans une cage en demi-cercle, un petit vélo sur lequel elle roule en rond, à moitié dans le vide, c'est hallucinant. Chaque numéro va du plus facile - c'est relatif - au défi à l'absurde. Peut-être bien qu'il commence là où de génération en génération, les prédécesseurs s'étaient arrêtés. Car le but des artistes chinois n'est pas de renouveler leur art, mais de l'améliorer jusqu'à la perfection qui, on le sait, n'est pas de ce monde. C'est pourquoi ils ne s'arrêtent jamais.

C. G.

20 h 30, mardi et mercredi : 21 heures, samedi : 14 heures et 17 heures, samedi et dimanche. Tél. : 48-78-04-04.

Questions sur la jeunesse

GÉNÉRATION CHAOS 1

à l'Espace Européen

Pour son retour à Paris après quelque vingt ans en Italie (*le Monde* du 25 juin), Marc'O s'est installé avec son spectacle *Génération Chaos 1* à l'Espace européen. Il y recrée l'ambiance petites salles des années 60. L'endroit - réaménagé par Jacques Rivette pour *la Bande des quatre* - s'y prête, avec son côté grenier chaleureux et dégingnât, ses fauteuils rouges légèrement branlants. Le plateau est nu, trois adolescents - Fédérica Bartella, Yovan Gille, Jérémie Prophète - cacocent sur une musique de Philippe Miller qui pèche, déconne, décale, qui rythme leurs déambulations et leurs textes.

« Nous ne savons pas répondre aux questions sur la jeunesse », chantent-

ils à peu près. Il n'est pas certain qu'ils aient même envie de les poser, ces questions. Ils s'apostrophent, jouent au chat et à la souris, lancent des phrases qui récupèrent les slogans déversés depuis trente ans sur eux et leur désastre. Du rock et détournement à la Kurt Weill, du futurisme au café-théâtre, ils définissent un style. Ils sont tous les trois éponatouillants. Entre les deux garçons, Marc'O a réussi à établir la même balance qu'autrefois entre Jean-Pierre Kalfon et Pierre Clémenti, entre le voyou plutôt brute et l'ange pervers. Ils sont aussi exceptionnels que l'ont été leurs aînés.

C. G.

Du mardi au samedi, à 21 heures ; dimanche, à 17 heures. Tél. : 43-87-29-89 jusqu'au 24 novembre.

EBEL
BOUTIQUES

PARIS
2, place Vendôme

Bijoux Alessandra Gradi, en exclusivité dans les Boutiques EBEL. Montre 1911.

LONDON	MILANO	NEW-YORK	GRANS-SUR-SIERRE	ST.TROPEZ	MÜNCHEN
172, rue Bond Street	Via Montenapoleone 1	734, Madison Avenue	Courmayeur 100	Rue François 1er 10	Maximilianstrasse 10

seraient rémunérés
tion continue

T ADULTES

SECURITE SOCIALE

MICHEL
BOUJENAH

LA TOTALE! 18
DÉCEMBRE

مكتبة فيلادلفيا

هنا من الفن

CULTURE

CINÉMA

Le regard sans voile

Deux films révèlent un cinéaste majeur venu d'Iran

CLOSE-UP et DEVOIRS DU SOIR
d'Abbas Kiarostami

Jean-Luc Godard a raconté jadis comment la vision du Voyage en Italie de Rossellini lui avait révélé à quel point la puissance du cinéma pouvait être inversement proportionnelle aux moyens matériels mis en œuvre (l'incitant ainsi à passer sans attendre à la mise en scène). C'est un choc de même nature que provoque les deux films d'Abbas Kiarostami qui viennent de sortir à Paris, augmentés d'une découverte de l'Iran d'aujourd'hui, dont on sait si peu.

Kiarostami n'est pas un débutant — son premier film, le Passager, date de 1974 (1) — ni tout à fait un inconnu : il y a deux ans sortait à Paris le quatrième film de ce réalisateur de quarante et un ans, Où est la maison de mon ami?, histoire simple, belle et forte d'un petit garçon qui cherchait un copain de classe pour lui éviter une punition. Le style du cinéaste s'y révélait : une manière de trouver au ras du quotidien une réflexion morale, avec l'aide de comédiens amateurs. Avant et après, plusieurs festivals avaient montré l'un ou l'autre de ses treize courts-métrages ou de ses six long-métrages, jusqu'aux récentes Rencontres cinématographiques de Dunkerque qui lui ont consacré une rétrospective très complète et où il a reçu quatre prix.

Au début de Devoirs du soir (1989), Kiarostami explique qu'il a décidé de tourner ce film parce que son propre fils, qu'il élève seul, a des difficultés scolaires. Durant le court prologue, tandis qu'il filme des enfants dans la rue, on lui demande s'il s'agit d'un documentaire ou d'une fiction, et il répond qu'il ne sait pas.

« Les critiques iraniens, qui n'apprécient pas le cinéma classique, n'ont pas mes films », explique Kiarostami. Donc je ne donne pas d'interview en Iran, alors j'ai mis cet extrait d'interview directement dans le film. En réalité, cette distinction entre fiction et documentaire ne m'intéresse pas du tout. Pour moi, dès que de la lumière imprime sur la pellicule, c'est du cinéma. Je

n'ai aucune considération particulière pour le cinéma en tant que tel, j'ai de la considération pour les gens, ceux que je filme et ceux qui viennent voir mes films. »

Devoirs du soir consiste essentiellement en une enquête auprès des élèves d'une école sur la façon dont ils font leurs devoirs. Après un questionnaire rempli par plus de huit cents gamins, une vingtaine d'entre eux sont interrogés devant une caméra mi-sociologue, mi-policier, que le réalisateur a l'honnêteté de montrer fréquemment à l'écran. En gros plan, les élèves disent tout ordinairement la dureté du système éducatif, l'état de la famille, l'importance de l'alphabétisme, l'usage systématique des punitions corporelles, la manière dont le temps est rythmé pour eux par le passage des dessins animés à la télé.

Superbe leçon de démocratie

Mais, au-delà de leurs déclarations embarrassées ou arrogantes, parfois au bord des larmes, c'est un véritable réquisitoire que dresse le dispositif mis en place par Kiarostami : celui de l'apprentissage de la soumission et du mensonge, de l'utilisation des ficelles de survie dans une société fermée. Cette partie centrale est enchâssée entre deux longues scènes presque identiques, où on voit les enfants dans la cour chantant des hymnes religieux et patriotiques.

La première est une terrible image d'enfermement. Pour la seconde, qui montre la même chose, Kiarostami a coupé le son : sans le chef d'orchestre et totalitaire, on voit les enfants redevenus individus, certains passionnés, d'autres faisant des grimaces ou rêvassant. Superbe leçon de cinéma, et de démocratie.

Cette leçon, les iraniens n'en profiteront pas. Accepté par la censure du ministère de la culture, le film n'a pas obtenu l'aval de celui de l'éducation. Interdit trois ans, il a pu finalement sortir, mais amputé de cette séquence finale... et a aussitôt obtenu un grand succès populaire. « La situation du cinéma est compliquée », dit-il aujourd'hui, résumant de la pellicule, c'est du cinéma. Je

à l'époque des prémices de la Révolution islamique, quand le cinéma était déclaré diabolique par les intégristes, et que les salles étaient attaquées. Même eux acceptent les films aujourd'hui, à condition qu'ils aillent dans leur sens, mais il y a des secteurs du pouvoir plus modérés, qui laissent faire des films comme les miens et même les soutiennent. »

Il a dû avoir recours à ces soutiens pour réaliser Close-up, dont le tournage a commencé dans une prison, puis continué dans un tribunal. Il y filmait le procès tout à fait réel d'un chômeur de Téhéran qui s'était fait passer pour un cinéaste célèbre, Mohsen Makhmalbaf, et s'était ainsi installé dans une famille de grands bourgeois crédules, prétendant qu'il tournerait un film chez eux et avec eux.

Après le procès, Kiarostami a demandé aux véritables protagonistes de l'affaire de rejouer, pour lui, le déroulement des faits. Constamment sur le fil de la réalité et de la fiction, document-vérité en même temps que reconstruction cinématographique d'une mystification ayant elle-même pour béros un faux cinéaste, Close-up réunit les noœs impossibles et passionnantes du réalisme le plus pur et d'un jeu d'artifices pirandellien dans la lignée de Vérités et mensonges, d'Orson Welles.

Close-up est une exception dans le cinéma de Kiarostami : tous ses autres films (comme beaucoup de films iraniens) concernent les enfants. Manière d'esquiver les tabous qui pèsent sur les questions

religieuses et sur les relations amoureuses, mais aussi, dans son cas, intérêt de longue date pour le sujet : avant même de quitter son métier de graphiste pour devenir cinéaste (via le dessin d'affiches de films), il avait créé et dirigé l'institut pour le développement intellectuel des enfants et des jeunes adultes dans les années 60. Et c'est sous l'égide de cet organisme qu'on a pu produire ses films, et quelques-uns des meilleurs de ses confrères, tels que le Coureur, ou Bashtu le petit étranger, distribué en France au printemps dernier.

En 1987, il était allé tourner Où est la maison de mon ami? dans un coin perdu du nord de l'Iran, « là où, la télé n'arrive pas encore, elle n'aurait pas le jeu des enfants ». En 1990, un terrible tremblement de terre a ravagé cette région. Aussitôt Kiarostami s'y est précipité, inquiet du sort de ses jeunes acteurs. De cette visite, et de l'offre de financement d'un distributeur allemand (aujourd'hui que l'Etat ne finance plus l'IDIEA), est né le projet de son dernier film, la Vie et rien d'autre, témoignage de la volonté de survie des victimes. Issu de la réalité, attentif aux humains, engagé parce qu'il montre et non parce qu'il prêche, tel est le cinéma de cet auteur dont il va falloir apprendre et ne plus oublier le nom : Abbas Kiarostami.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Le Passager sera distribué en France en janvier prochain.

ARTS

Fables d'enfer

Peintures et sculptures récentes : visions noires et tourments

GÉRARD GAROUSTE
à la galerie Durand-Dessert

Rongeolements sur fond de ténébreux triplicules brouillés où passent des fantômes aux contours indécis, corps piqués de flèches, empalés, mutilés, ites coupées et brisées, nuit du Walpurgis et cercles de l'enfer de Dante : les tableaux, les dessins et les bronzes récents de Gérard Garouste portent la marque d'une inspiration de plus en plus sombre. La lecture de la Bible et celle de la Divine Comédie, ses livres de prédilection, lui suggèrent des visions d'angoisse et de douleur. Les figures humaines qu'il modèle en terre grise ou fond dans le bronze, des branches d'arbres appointées et des tiges de métal les percent de part en part comme des lances et des pieux rudimentaires. Les visages de ses sculptures, il les entaille, les avulge et leur écrase les tempes et la face.

Les peintures ne sont pas moins tragiques : incendies, destructions, effondrements, dissolutions. La richesse de la matière, la virtuosité des touches et des reprises qui, jusqu'ici, semblaient justifier seules les œuvres, ont gagné en nécessité et en pouvoir d'expression. Sans doute reste-t-il dans quelques toiles, longuement travaillées, couvertes de glacis et de vernis, entrées luxueuses de roses mourant et de verts pâlis, un peu de la préciosité d'autrefois, de cette préciosité qui donnait à redouter que Garouste ne soit que

le plus habile des maniéristes de la fin du siècle.

L'exposition, cependant, surprenante de violence retenue et de tension, dément cette crainte. Elle révèle un artiste désormais plus soucieux de donner une forme plastique à ses songes et ses peurs que d'occuper telle place dans l'histoire de l'art contemporain telle que les musées prétendent l'établir. Aussi construit-il plus simplement et plus fortement ses figures et s'est-il renoncé aux affoleries dont il les surchargeait jadis. Cette évolution se voit particulièrement dans les sculptures, où l'emploi de barres droites, de plaques anguleuses et de supports massifs dont la géométrie contredit la gestualité du modelage est fort efficace. Il en va de même des œuvres de Chine sur papier, d'un beau dépolissement, et des gravures.

Ainsi se rassemblent peu à peu les éléments d'un nouveau théâtre de la cruauté. Garouste s'y souvient de Goya et de Delacroix, des Tintoret les plus ténébreux et des images surréalistes les plus morbides. Mais si nous nous souvenons des réminiscences littéraires et artistiques — et pourquoi s'en passerait-il, au nom de quel dogme de l'ignorance? — cet art de la torture et du tourment suscite abondance de résonances dans l'époque actuelle. Ces totems tragiques sont les siens.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, 75011 Paris.

PATRIMOINE

Cluny, des baigneurs aux abbés

L'hôtel de Cluny et les thermes romains qui le jouxtent doivent faire l'objet d'un réaménagement

Le Musée de Cluny, à Paris, change de nom. Il s'intitule désormais Musée national du Moyen Âge. Simple question de terminologie dira-t-on. Pas tout à fait. Sous doute la confusion avec l'abbaye de Cluny ne sera-t-elle plus possible. Mais, surtout, ce changement, qui signale le retour d'Alain Erlande-Brandenburg (1) à la tête d'un établissement qu'il a dirigé pendant près de vingt ans, marque sa volonté de l'agrandir. Actuellement, les collections occupent 1 200 mètres carrés environ. Mais les réserves sont considérables. Les victimes des travaux haussmanniens furent, pour la plupart logées ici. Ce fonds lapidaire n'est pratiquement pas montré. Enfin, les fouilles archéologiques déposent une moisson considérable. Celles du Grand Louvre ont, par exemple, livré un décor peint sur plâtre, découvert, en morceaux, dans la cave d'une demeure du quatorzième siècle. « Ce décor civil est une rareté au nord de la France. On connaît dix ou trois, pas plus », affirme Alain Erlande-Brandenburg.

Des restaurateurs s'attachent aujourd'hui à en reconstituer le puzzle, qu'il faudra ensuite remonter. Ou ? « Ici », réplique le conservateur de Cluny, « si cette fresque n'est pas présentée, elle pourrira dans une réserve, et se dégradera totalement. Je ne crois pas aux collections entassées dans les réserves. Les conservateurs finissent par les oublier. »

Mais, ne serait-ce que pour cesser cette énorme peinture médiévale, il faut de la place. « De la place ? Mais nous en avons », explique Alain Erlande-Brandenburg. « Il suffit de réaménager l'espace dont nous disposons. » Et de vous entraîner dans la partie romaine de Cluny : les anciens thermes, qui jettent l'hôtel des abbés et s'étendent jusqu'au boulevard Saint-Michel. Une énorme salle, pratiquement vide — le frigidaire — a encore sa voûte d'origine. Les autres ont été « complétées » avec plus ou moins de bonheur. Côté jardin s'élève les parties plus ahimées. Ce n'est pas tout. Le sous-sol du vieil établissement de

bain (deuxième siècle ap. J.-C.) conserve intacts plusieurs centaines de mètres de galeries et de salles voûtées, un souvenir antérieur de la Lutèce antique qui révalue l'importance de la cité gallo-romaine. « Ces thermes sont comparables, par leurs dimensions, à ceux de Trèves », fait remarquer Alain Erlande-Brandenburg. Et ce sont les seuls qui conservent un « soléum en plein cintre lancé à 13 mètres du sol. Ces vestiges doivent être impérativement protégés. La pollution les dégrade un peu plus chaque jour. Il faut, après avoir achevé les fouilles archéologiques en cours, imaginer une architecture qui les enrobe, les exalte et permette l'utilisation de certains de ces espaces. » Un concours international d'architecture pourrait être lancé pour mener à bien cette reconstruction.

Celle-ci, difficile et certainement coûteuse, permettrait de récupérer de 3 000 à 4 000 mètres carrés et peut-être de faire basculer l'ouverture du musée vers le boulevard Saint-Michel. A la fin de l'année,

un rapport doit être remis à la Direction des musées de France (DMF). Il détaillera les extensions possibles et les éléments des collections à renforcer (l'archéologie, l'architecture et les aspects de la vie quotidienne au Moyen Âge). Il devra aussi chiffrer le montant des travaux, qui devraient se situer dans une fourchette allant de 100 millions à 200 millions de francs. Une lourde somme pour la DMF, déjà engagée dans des opérations de longue haleine (Musée de Lille, Musée de Grenoble). Le nouveau conservateur n'aurait pas de faire appel au mécénat : la qualité du « ciment » romain utilisé pour cette construction pourrait amener nos rois du béton à faire un geste.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Le nouveau conservateur de Cluny, qui vient d'être élu à la chaire d'archéologie et d'histoire de l'art du Moyen Âge de l'École des chartes, publie une importante monographie consacrée à Notre-Dame de Paris (Nathan éd.).

Échange de vies

Une comédie à semelles de plomb

LES CLÉS DU PARADIS
de Philippe de Broca

Gaspard, romancier en perte de vitesse et dont la vie sentimentale est devenue d'une extrême complication (Pierre Arditi), va se mettre au vert en Bretagne. Il retrouve son frère cadet Paul (Gérard Jugnot) végétant dans une honnête médiocrité, mais apparemment heureux en ménage. Il le décide à échanger par acte notarié leurs parts d'héritage, leurs horoscopes, leurs positions sociales et même leurs compagnes.

Gaspard est un fameux faux jeton, mais Paul gagnera au change après pas mal de mésaventures en se faisant apprécier sur

tous les plans à sa juste valeur. Voilà une comédie de caractères avec un bon scénario, des répliques vachardes, un transfert d'identité assez troublant — c'est la part d'Alexandre Jardin. Mais la mise en scène ne suit pas sa s'égare dans des chemins de traverse. Philippe de Broca a tiré le film vers une fantaisie à semelles de plomb (surtout dans la satire du milieu littéraire).

Les scènes sentimentales sont heureusement plus réussies. Elles doivent beaucoup à Philippine Leroy-Beaulieu et à Jugnot (de plus en plus étonnant). Arditi et Fanny Cottenpon se débrouillent plutôt bien avec des rôles conventionnels.

JACQUES SICLIER

Le Monde VOYAGES TERRES D'HIVER

DESTINATION DÉSERT : des itinéraires détaillés pour découvrir les grands déserts du monde • DES REPORTAGES en Egypte, Algérie, Sierra-Leone, Népal, Thaïlande, Laos, Chine, Philippines, Floride, Patagonie, Italie, Irlande • UNE SÉLECTION DE VOYAGES et des informations pratiques pour s'évader • DOSSIER NEIGE : l'inventaire des stations « authentiques », l'hébergement pour les jeux d'Albertville, skier en Suisse et en Autriche, Saint-Gervais, la Laponie • L'AGENDA EUROPÉEN : pour ne manquer aucun des prochains rendez-vous culturels.

Supplément magazine avec

Le Monde

JEUDI 7 NOVEMBRE (numéro daté vendredi 8)



A PARTIR DU 6 NOV. 20H30

SIK-SIK,
le Maître de magie
et **LE HAUT-DE-FORME**
EDUARDO DE FILIPPO

TEXTE FRANÇAIS
HUGUETTE HATEM
MISE EN SCÈNE
JACQUES NICHET
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

Le Monde ÉDITIONS

Bernard Féron et Michel Tatu

AU KREMLIN
comme si vous y étiez

Khrouchchev, Brejnev, Gorbatchev et les autres sous les feux de la glasnost

En vente en librairie

KRYSTIAN ZIMMERMAN :

Le piano sans artifice

PRODIGEUX. Insensible aux mirages de la carrière, Krystian Zimmerman s'affirme, à trente-quatre ans, comme l'un des grands pianistes de notre temps. Pour nous, il a ouvert les portes de son ermitage suisse et évoqué les heures et obstacles d'une vie de virtuose.

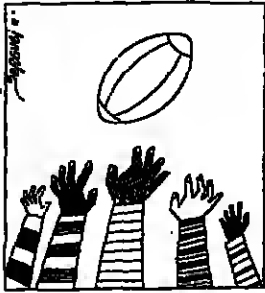
NOVATEUR. En inventant le quatuor à cordes, Joseph Haydn a donné à la musique une de ses disciplines les plus raffinées et ouvert la voie à deux siècles de chefs-d'œuvre. ProQuartet rend hommage à ce père fondateur. ÉTERNEL. D'une actualité toujours brillante, à l'heure où les villes sont plus que jamais des jungles, West Side Story revient au Châtelet. Le Monde de la Musique vous raconte la naissance, voici plus de trente ans, du plus célèbre des musiciens.

Et aussi : Fritz Busch, l'âme du quatuor ; les douze vies de Miles Davis ; Georges Brassens dix ans après ; la musique en Norvège ; Truus Mörk, le Janos Starker du Nord ; hi-fi : dix enceintes au banc d'essai ; les livres, les disques, le Club, les petites annonces du mois.



Le Monde de la Musique
30 F chez votre marchand de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT



Suivie par un milliard de téléspectateurs dans soixante-dix pays la finale de la deuxième Coupe du monde de rugby, disputée samedi 2 novembre à Twickenham, a été gagnée par l'équipe d'Australie, vainqueur de l'Angleterre 12-6. Une superbe confrontation entre des orange et vert omniprésents et des blancs contrainsts à l'offensive. Elle consacre le jeu total des Australiens, demi-finalistes en 1987.

TWICKENHAM

de notre envoyé spécial

Cette fois, Dieu ne s'est donc pas contenté de sauver la reine. Dans un même élan, il a également sauvé le rugby. N'était-ce pas l'essentiel ? Vainqueurs Australiens et vaincus Anglais se sont quittés sur ce constat réconfortant, au terme d'une partie à armes égales, entre deux équipes de braves types réunis pour le match des matches, celui des trois finales en une seule : l'Empire contre l'une de ses filles perdues, l'hémisphère Nord face à son jumeau du Sud ; le rugby du muscle contre celui du cœur. Ce triple duel valait bien le plus vibrant « God Save the Queen » jamais entonné sur les trèves de Twickenham.

Le fait que le rugby sorte indemne de pareille expédition en terre anglaise a de quoi surprendre. Alors que les anglais locaux paraissent promis aux rôles de bédiers patriotes et les anglais au chômage technique, le ballon s'est, en effet, offert d'étonnantes escapades. Contre toute attente, le jeu n'a pas succombé à une surdose de chauvinisme et de calcul tactique, en particulier du côté britannique. Il ne s'est pas laissé piéger par l'enjeu d'un match télévisé dans soixante-dix pays et dans

tous les pubs du royaume. Il est resté maître de ses nerfs. Le spectacle, sans être pour autant digne d'éternité, n'a pas tourné à la guerre de tranchées entre les « bons » Australiens, admirés pour la vitesse de leurs arrières, et les « méchants » Anglais, critiqués pour leur stratégie de gaine terrain.

Au cours de ce match, présenté à Londres comme « le plus important de l'histoire du rugby », les joueurs au maillot blanc frappé de la ruse auraient pu pécher par excès de force et de suffisance, fonder tête haïssée et manches relevées comme ils l'avaient fait en quart de finale contre la France (19-10) puis en demi-finale contre l'Ecosse (9-6). Quant aux Wallabies, ils auraient pu oublier leur démonstration de Dublin contre la Nouvelle-Zélande (16-6) et opter pour une confrontation de gros bras, une affaire d'hommes à régler phalanges serrées entre mail et mêlée. Ni les uns ni les autres ne sont tombés dans les pièges ainsi tendus. L'Angleterre, dévouante, a renoncé à sa stratégie de muscle. L'Australie, impressionnante, n'a pas communié qu'un minimum de fautes.

Besoin de surprise

Des deux équipes, celle d'Angleterre s'est révélée la plus surprise. « Nous nous réservons quelques surprises », avait promis Will Carling, le capitaine britannique, avant la finale de cette deuxième Coupe du monde. Promesse tenue. Le temps d'un match, d'un moment d'enthousiasme, leur a peut-être coûté la victoire. Les Anglais ont davantage attaqué qu'au cours des deux rencontres précédentes.

Pour une fois, le ballon n'a pas allumé de chandelles dans le ciel de Londres. Il n'est pas non plus resté enterré sous les quintaux d'une première ligne volumineuse. Obscurs figurants des précédentes

rencontres, les trois-quarts Jeremy Guscott, Rory Underwood ou Will Carling, promus têtes d'affiche de la « dernière » lui ont insufflé le mouvement.

Comment expliquer pareil changement ? Le besoin de séduire ne saurait le justifier à lui seul. En fait, l'évolution stratégique du Quinze de la rose tient davantage à un besoin de surprendre un adversaire présumé supérieur, du moins si l'on en juge par le résultat du dernier match en date entre les deux équipes (40-15 pour l'Australie en juillet dernier à Sydney). A force de répéter que le rugby est « fait pour les gros autans » de cette Coupe du monde, le Quinze de la rose tient davantage à la confrontation entre les deux packs, les stratégies avaient fini par oublier que le rugby est « fait pour les gros autans » de cette Coupe du monde.

Comment expliquer pareil changement ? Le besoin de séduire ne saurait le justifier à lui seul. En fait, l'évolution stratégique du Quinze de la rose tient davantage à un besoin de surprendre un adversaire présumé supérieur, du moins si l'on en juge par le résultat du dernier match en date entre les deux équipes (40-15 pour l'Australie en juillet dernier à Sydney). A force de répéter que le rugby est « fait pour les gros autans » de cette Coupe du monde, le Quinze de la rose tient davantage à la confrontation entre les deux packs, les stratégies avaient fini par oublier que le rugby est « fait pour les gros autans » de cette Coupe du monde.

Craignait-on un manque d'expérience de la première ligne australienne (vingt-cinq ans de moyenne d'âge) face aux géants de la Reine (six joueurs de plus de trente ans sur les huit du pack) ? Elle n'a jamais reculé en mêlée. S'attendait-on à une domination anglaise à la touche ? Là encore, les Australiens ont fait jeu égal. Et c'est à deux mains, sans hésitation aucune, que Willy Oldenague, robuste troisième ligne originaire

des Tongas, s'est emparé de la balle à la vingt-neuvième minute, pour offrir un ballon d'essai au pilier Anthony Daly. Redoublant que les Australiens tombent dans les plus classiques des pièges anglais et commettent de nombreuses fautes ? Ils s'en sont bien gardés. Jonathan Webb, l'arrière anglais, n'a pu inscrire que six points sur pénalité (65 et 70), lui qui en avait marqué au total cinquante lors des cinq matches précédents.

Hémisphère sud

L'équipe d'Australie est ainsi faite que tous ses joueurs savent aussi bien attaquer que défendre. Les piliers manquent rarement un passe. Les trois-quarts sont capables de plaquer sans reculer. Et l'adversaire, quel qu'il fasse, se retrouve en permanence pris dans les mailles d'un filet orange. Comme les All Blacks une semaine plus tôt, les Anglais se sont emparés dans cette défense d'une mobilité exceptionnelle, les amenant à commettre des fautes (le buteur australien Michael Lynagh a marqué six points sur pénalité).

Quatre ans après leur élimination en demi-finale par le Quinze de France dans des conditions rocambolesques, les Australiens succèdent donc aux Néo-Zélandais. Le trophée repart pour l'hémisphère sud, vers un pays où ce sport est loin d'être très populaire. Avec quinze mille licenciés et trois cents clubs, il vit dans l'ombre de son cousin professionnel, le jeu à XIII, qui attire beaucoup plus de spectateurs, réduit à six des joueurs de XV et bénéficie d'un tout autre traitement de la part des médias. Les Wallabies ne pouvaient rêver meilleure propagande que cette finale. Quant au Quinze de la rose, il ne pouvait espérer une sortie plus honorable. Le rugby en général, lui, ne s'en porte pas plus mal.

PHILIPPE BROUSSARD

RUGBY : l'Australie bat l'Angleterre (12-6)

Du cœur et du muscle

SPORTS

VOILE : la Baule-Dakar en solitaire

Duel de générations

Le tempête qui soufflait, dimanche 3 et lundi 4 novembre, sur la façade atlantique n'a pas permis le départ de la quatrième édition de la course La Baule-Dakar à la voile. Les huit trimarans et les quatre monocoques engagés devaient partir mardi après-midi.

LA BAULE

de notre envoyé spécial

Le jour n'était pas encore levé, dimanche 3 novembre, quand les organisateurs de la course La Baule-Dakar ont pris la sage décision de reporter le départ. Les rafales de vent soufflant à 35-45 nœuds (environ 75 km/h) rendaient très risqués pour les grands trimarans leur amarrage dans le sas du port de Saint-Nazaire puis le parcours côtier de Pornichet au Croisic. Le départ de la deuxième édition, en 1983, avait déjà été reporté d'un jour pour les mêmes raisons.

Influencés par le succès populaire et les retombées médiatiques de la Route du rhum, gagnée l'an dernier à la même époque par Florence Arthaud, l'Association des coureurs internationaux sur multicoques océaniques (ACIMO) avait demandé aux organisateurs de La Baule-Dakar de transformer leur épreuve, disputée jusque-là en équipage (1980 et 1983), puis en duo (1987), en course en solitaire. Malgré les risques représentés par les boîtes des multicoques, peu manœuvrants aux mains des solitaires, vout devoir virer à proximité des Açores, des Canaries et du Cap-Vert.

La revanche attendue entre le carré d'as de la Route du rhum risque de se réduire à un duel.

Florence Arthaud (Pierre-1) qui jouait le parcours trop dangereux en solitaire et Philippe Pompon (Fleury-Michon) qui a préféré inscrire en monocoque afin d'affiner aux côtés d'Alain Ganthier (Bagages Superior) et de Jean-Luc Van den Heede (Hélim) sa préparation pour la deuxième course autour du monde en solitaire, devraient laisser le vétéran de l'épreuve, le Canadien Mike Birch (Fujicolor) et le benjamin, le Suisse Laurent Bourgnon (RMO) en découvrant pour la victoire en un duel de générations.

A l'âge où Laurent Bourgnon (vingt-cinq ans), troisième de la Route du rhum et déjà vainqueur de la Course en solitaire du Figaro (1988) et de la Course de l'Europe en équipage (1991), fait figure de favori, Mike Birch, qui a été ses soixante ans le 1^{er} novembre, n'avait encore jamais mis les pieds sur un voilier. Avant de ressentir son coup de foudre pour l'Océan à trente-quatre ans, en convoyant des voiliers, puis de signer à quarante-sept ans sa première victoire dans la première Route du rhum (1978). Le Canadien s'était essayé à bien des métiers : chercheur d'or dans l'Alberta, cowboy en Colombie britannique, ouvrier sur des chantiers de construction de routes et de métro, marin sur un cargo ou encore mécanicien automobile en Grande-Bretagne.

Élevé sur les océans

A l'inverse, Laurent Bourgnon a pratiquement été élevé sur les océans. À quatre ans, ses parents, en rupture de commerce, avaient mis les voiles pour passer deux années dans les Caraïbes. Un peu plus tard, ils ont de nouveau l'ancrage pour un tour du monde avec des étapes prolongées dans le Pacifique. Mal adapté à une vie sédentaire, il n'a pas profité longtemps de ses études de mécanique. À vingt ans, en 1986, il avait fait une intrusion très remarquée parmi les participants à la Route du rhum en ralliant Pointe-à-Pitre sur un Hobie Cat, un petit catamaran de plage de 5 mètres de long.

Loins d'être séparés par leur différence d'âge de trente-cinq ans, leur éducation et leur approche du sport, Laurent Bourgnon et Mike Birch sont très proches aujourd'hui, par leur professionnalisme et leur passion de la voile. Ils ont tous deux des liens quasi affectifs avec leur bateau, préparé avec une même méticulosité.

Le premier à suivre, jour après jour, la construction et le chantier, il vit le plus souvent à bord, malgré l'inconfort résultant d'une chasse au poids supérieur à la paranoïa. « J'ai besoin de l'avoir dans la peau, dit-il. J'en connais chaque détail, car je l'ai vu et aidé à naître. En mer, je le sens travailler. Je sais ce que je peux lui demander ».

L'eau n'était pas assez verte

Le second, ses lunettes de petit prof sur le nez, n'a pas non plus compté les heures passées à vérifier ou à figurer le moindre détail sur son trimaran. Ses années de convoyage dans l'Atlantique lui avaient déjà donné une connaissance étonnante de cet océan. L'arrivée de sa première Route du rhum, il avait stupéfié Olivier de Kersauson en lui expliquant pour quoi, contrairement aux autres concurrents, il avait cessé sa descente vers le sud. « L'eau n'était pas assez verte et il n'y avait pas de poissons », avait-il dit. « J'ai compris que les vents alizés ne seraient pas au rendez-vous ». Depuis, Mike Birch est le skipper qui a accumulé le plus de milles à la barre d'un multicoque.

Malin expérimenté, Laurent Bourgnon mise sur les progrès de la science pour se livrer à une préparation d'avant-garde pour un skipper. Depuis deux ans, il collabore avec des médecins du CHU de Toulouse pour une approche plus rationnelle de sa nourriture et de son sommeil. Ainsi a-t-il appris à gérer à sa guise les quatre heures de sommeil quotidiennes dont il a besoin. Un atout qui peut se révéler essentiel dans une course en solitaire.

Quatrième de la dernière Route du rhum, après avoir été dépassé par Philippe Pompon et Laurent Bourgnon dans le canal des Saintes, à quelques milles de l'arrivée, Mike Birch avait encore échoué pour quatre-vingt-trois secondes derrière le jeune Suisse dans la Course de l'Europe. Sa motivation était toute trouvée au départ de La Baule.

GÉRARD ALBOUY

TENNIS : l'Open de Paris

Le triomphe modeste de Guy Forget

Guy Forget a remporté la finale du système Open de tennis de Paris-Bercy, dimanche 3 novembre, en battant l'Américain Pete Sampras en cinq sets, 7-6 (11-9), 4-6, 5-7, 6-4, 6-4. Le Français, dixième joueur mondial, s'est imposé devant 15 000 spectateurs au terme d'une partie à suspense qui a duré trois heures et quarante-cinq minutes. Pour cette sixième victoire de la saison, il a empoché un chèque de 270 000 dollars.

Guy Forget n'est pas du genre à se rouler par terre. Un large sourire, une accolade au vaincu, des remerciements polis au public suffisent bien. Le joueur a beau remporter la victoire la plus importante de sa carrière, la première d'un Français à Paris depuis celle de Yannick Noah à Roland-Garros, il ne changera pas. Modeste il était, pudique il reste. A peine se déclare-t-il « ému », les yeux légèrement embués devant les caméras, qu'il se ressaisit, comme gêné par cet aveu de faiblesse. « C'est peut-être exagéré, dit-il, mais j'aime garder mon plaisir pour moi ».

Cette retenue s'est longtemps traduite sur le court par une sorte d'autoflagellation inconsciente. Là où il semblait pouvoir l'emporter facilement, Forget se contentait de victoires égrillées ; là où la lutte s'avérait acharnée, il haïssait les bras le premier. A Bercy encore, en quarts de finale contre l'italien Campese, il a mené un premier set exemplaire. Puis il s'est effondré dans le deuxième, semblant demander pardon d'avoir si bien joué. Le Français a détesté la facilité : il ne s'accorde souvent la victoire que chichement, dans la douleur.

Et c'est peut-être ce qui l'a sauvé dimanche, dans sa finale contre Pete Sampras, son double tenniste. Les deux joueurs n'ont pas seulement en commun leur grande taille, ils voisinent à l'ATP : Forget se situe pour l'instant au sixième étage, Sampras au septième, après avoir tous deux culminé au quatrième rang. Et ils se rapprochent surtout par leur jeu d'attaque, tissé de services canon et de courses vers le filet.

Or de son propre aveu, Forget n'a pas très bien joué contre l'Américain. Après un premier set arraché de justesse, au jeu décisif, grâce à un nombre impressionnant d'aces — le Français en a réussi 29 sur l'en-

semble du match — il semblait sombrer dans cette léthargie qui l'a perdu tant de fois. « J'avais l'impression d'être un petit garçon avec son professeur », expliquait-il. Plusieurs fois, j'ai été à deux doigts de décrocher complètement, d'autant que la perspective de jouer en cinq sets me semblait un travail digne d'Hercule ».

Je doutais de mes qualités

Confronté à de vraies difficultés, le Français n'a pas eu à recourir à sa méthode masochiste pour frôler la défaite. « Il y a un an, j'aurais capitulé, confessait-il. Ma carrière a longtemps été perturbée par ce manque de confiance en moi. Je doutais de mes qualités et des que je jouais mal, j'acceptais passivement le phénomène. Maintenant j'ai une meilleure conscience de mon niveau de jeu. Et je me baigne quand il est mauvais ». A Bercy, comme à Cincinnati, en août, contre le même Sampras, Forget a su profiter d'un relâchement de son adversaire pour s'adjuger le quatrième set et conclure au cinquième sur sa troisième balle de match.

Réconcilié avec son jeu, le Français a enfin réussi à attirer les bonnes grâces du public parisien. L'affaire paraissait pourtant mal engagée. A la veille du tournoi, il se répandait encore en critiques (1) sur ces spectateurs bruyants et indiscrets qui gênaient sa concentration. A mi-chemin entre le dédain grand-bourgeois et l'autisme, il rêvait à haute voix de « bulles » où les joueurs pourraient balloter loin des chameaux du peuple. A Bercy, le

public l'a soutenu sans rancune toute la semaine, pour finir avec l'ovation de dimanche. Et le tennis a volé en laurier reconquis cette passion naissante l'aurait aidé dans ses nombreux moments difficiles.

Même si demeure encore loin de la popularité d'un Yannick Noah, Guy Forget met enfin en pleine lumière son statut de vedette du tennis français, excepté comme le reste, dans la discrétion. En deux ans, il sera passé du double au simple, de la cent-treizième place mondiale à la sixième. Une progression rare, passée un peu inaperçue du grand public en raison de ses résultats médiocres dans les tournois du Grand Chelem, qui restent pour lui « la marche à suivre ».

Vedette toute neuve, Forget lui aussi officie depuis un an de chef de file indiscutable pour l'équipe de France de Coupe Davis, qu'il a largement contribué à amener en finale. A un mois de cette confrontation, à Lyon, avec des Américains extrêmement favorisés, son match contre l'un de ses probables adversaires pouvait tenir lieu de répétition générale. Dans une ambiance proche de celle d'une rencontre de la Coupe, Forget y aura gagné quelques points psychologiques supplémentaires. « J'ai prouvé à Sampras et au public que je suis à son niveau quand je joue mon meilleur tennis », expliquait-il. Si Forget ne s'est pas roulé par terre, c'est aussi qu'il sait qu'une victoire par équipe donne plus de plaisir qu'une victoire individuelle.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) Dans sa chronique à l'Equipe.

AUTOMOBILISME : Grand Prix d'Australie de formule 1

Un final en trombes

A l'issue du Grand Prix d'Australie, disputé dimanche 3 novembre sous une pluie torrentielle et arrêté après seize tours à la suite de nombreux accidents, le Brésilien Ayrton Senna a définitivement acquis le titre de champion du monde des constructeurs. Le titre mondial des constructeurs revient à McLaren-Honda, qui devance Williams-Renault.

ADELAÏDE

correspondance

Le champion brésilien, une nouvelle fois en pole position après les essais, était le seul à ne pas subir les projections d'eau que soulevaient les voitures. Sous la pluie, il avait réajusté par des signes de la main l'orientation de la roue de la 14^e tour. Le circuit, particulièrement inondé et encombré de débris dus à diverses sorties de piste, n'offrait plus aucune sécurité. La course tournaient alors à l'empoignade générale dans un brouillard opaque.

Débarassé de ses poursuivants, notamment du Britannique Nigel Mansell, qui le talonnait alors à 1 s 259 avant de danner dans le mur, Ayrton Senna avait jugé que la parade de course avait assez duré. Les caméras le rejoindront

dans ce siège raisonnablement après quatre reports d'un nouveau départ.

Le classement de cet embryon de Grand Prix ne pouvait non changer pour le titre de champion du monde des pilotes, conquis par Senna au Japon quinze jours plus tôt, mais la bagarre annoncée entre constructeurs et tourné court. Dommage ! Car le circuit d'Adelaide, qui mord sur la ville et l'hippodrome local, met à rude épreuve freins et boîtes. Renault attendait une confrontation des mécaniques sur les vingt derniers tours.

Le duel n'est que remis : les Williams-Renault, avant encore la saison prochaine. Le moteur RS3, qui anime les voitures, est un 10 cylindres en V à 67 degrés. Le flot de vitesses, pensée transversalement, est semi-automatique à six rapports. Le directeur de Renault Sport a annoncé qu'un constructeur, le RSA, succéderait l'an prochain au RS3. « Nous sommes arrivés à un niveau de concurrence tel en formule 1 que l'innovation doit être permanente, ce qui conduit à concevoir et à réaliser un moteur par an. Le RS4 est donc à l'étude. Ce sera aussi un V10, et nous sommes convaincus que cette architecture constitue un compromis idéal entre la puissance et les contingences imposées par les chassies ».

C. L.

Les résultats

AUTOMOBILISME

Grand prix d'Australie de formule 1

1. Senna (Bré, McLaren-Honda), les 52,920 km en 24 min 34 sec 899 (moyenne : 129,170 km/h) ; 2. Mansell (GB, Williams-Renault), à 1 sec 258 ; 3. Berger (Aut, McLaren-Honda), à 5 sec ; 4. Piquet (Bré, Benetton-Ford), à 30 sec ; 5. Patrese (Ita, Williams-Renault), à 50 sec ; 6. Morbidelli (Ita, Ferrari), à 51 sec.

Championnat du monde des constructeurs

1. Senna (Bré), 96 pts ; 2. Mansell (GB), 72 ; 3. Patrese (Ita), 53 ; 4. Berger (Aut), 43 ; 5. Prost (Fra), 34 ; 6. Piquet (Bré), 26,5 ; 7. Alais (Fra), 21.

Championnat du monde des constructeurs

1. McLaren-Honda, 139 pts ; 2. Williams-Renault, 128 ; 3. Ferrari, 96,5 ; 4. Benetton-Ford, 38,5 ; 5. Jordan-Ford, 13.

FOOTBALL

Championnat de France Première Division

1. Auxerre et Monaco, 1-1 ; 2. Saint-Etienne et Montpellier, 1-1 ; 3. Lens et Cannes, 1-1 ; 4. Metz et Lyon, 1-1 ; 5. Marseille, Nancy, 4-0 ; 6. Paris-SG h. Sochaux, 2-0 ; 7. Rennes h. Nîmes, 2-1 ; 8. Toulouse h. Lille, 1-0.

Cen h. Toulon, 4-1

Nantes et Le Havre, 0-0 ; 9. Monaco et Paris-SG, 21 ; 4. Cen, 19 ; 5. Metz, 18 ; 6. Nantes et Le Havre, 17 ; 8. Saint-Etienne, Auxerre, Montpellier, Toulouse et Nîmes, 16 ; 13. Lens, 18 ; 14. Cannes, Toulon et Lille, 14 ; 17. Lyon et Rennes, 13 ; 19. Sochaux, 11 ; 20. Nancy, 8.

Deuxième division

1. Rouen h. Dunkerque, 4-0 ; 2. Boulogne h. Brest, 5-1 ; 3. Sedan h. Angers, 1-0 ; 4. Orléans h. La Roche-sur-Yon, 4-0 ; 5. Lorient h. Bourges, 1-0 ; 6. Red Star et Tours, 2-2 ; 7. Guingamp h. Amiens, 1-0.

Laval et Valenciennes, 1-1

Le Mans et Angers, 0-0 ; 9. Valenciennes, 21 ; 3. Rouen, 20 ; 4. Lorient h. Guingamp, 1-0.

GROUPE 9

1. Brest h. Mulhouse, 1-1 ; 2. Strasbourg h. Ajaccio, 0-0 ; 3. Istres et Martigues, 1-1 ; 4. Nice h. Perpignan, 1-0 ; 5. Châteauroux et Saint-Saurin, 0-0 ; 6. Grenoble et Rodez, 0-0 ; 7. Bastia h. Albi, 1-0.

Classement : 1. Strasbourg, 28 pts ; 2. Brest, 27 ; 3. Istres, 22 ; 4. Perpignan, 20 ; 5. Red Star, Bastia, Nice et Châteauroux, 17.

18. Accords CEE-ARL: les banquiers suisses inquiets
19. Le gouvernement de Prague et l'actionnariat populaire

19 à 22. Champs économiques
26. Troisième forum « Le Monde »-Le Mans

26. Marchés financiers
27. Bourse de Paris

BILLET

La colère d'Airbus

La campagne de presse qui se développe en Grande-Bretagne à propos du différend entre le consortium Airbus et la compagnie British Airways est le dernier épisode en date de la querelle qui oppose le constructeur et le transporteur depuis que celui-ci a choisi d'acheter, au mois d'août, le futur Boeing 777 de préférence à l'Airbus A-340.

Airbus a déposé une plainte devant la Commission de Bruxelles (le Monde du 10 octobre) pour atteinte à la libre concurrence. Le consortium a suspendu ses discussions avec British Airways sur le projet d'avion de huit cents places (le Monde du 29 octobre), interdit à son personnel de voyager avec la compagnie britannique et fait savoir que, si celle-ci souhaitait acheter des Airbus, elle paierait le prix fort.

La colère de M. Jean Pierson, le patron d'Airbus, ne tient pas tant au désir de British Airways de conserver une flotte homogène en se fournissant auprès d'un seul constructeur. Après tout, ce n'est pas parce que l'avionneur British Aerospace fabrique 20 % des pièces des Airbus que le transporteur privé British Airways, qui n'a jamais acheté un seul des avions européens, devrait changer de politique d'achats. De même, il est vraisemblable que c'est son intérêt financier bien compris qui a conduit le transporteur à rétrograder le futur réacteur GE 90 de l'américain General Electric, qui lui a racheté pour la coquette somme de 2,7 milliards de francs une « usine d'entretien » gérée peu performante, en contrepartie d'un meilleur prix pour le réacteur qui équipera le Boeing 777 que pour le réacteur (le CFM-56 coproduit avec le français SNECMA) destiné à l'Airbus A-340.

Ce ne sont pas ces pratiques traditionnelles de marchands de tapis qui ont fait sortir les responsables d'Airbus de leurs gonds, mais la conviction que, quel qu'ils fassent pour allonger le rayon d'action de leurs avions et quel qu'ils proposent en matière de prix, Boeing l'emportera à tout coup. Car il semble bien que, pour le marché remporté par le 777 de Boeing, British Airways ait donné au consortium européen des spécifications différentes de celles communiquées à Boeing en matière de nombre d'avions à fournir et de rayon d'action. Autrement dit, le transporteur britannique n'a pas choisi l'avion le mieux adapté à ses besoins, contrairement à ce qu'il prétend, mais celui qu'il avait décidé d'acheter avant même de consulter les autres constructeurs. Il est donc inutile de poursuivre une partie dont les dés sont ainsi pipés. Airbus le fait savoir haut et fort.

ALAIN FAUJAS

Après dix-huit jours de conflit
Rupture entre les syndicats et la direction de Renault à Cléon

ROUEN

de notre correspondant

Les salariés de l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime) étaient appelés, lundi matin 4 novembre, à se réunir en assemblée générale à la suite de l'échec, le vendredi 1^{er} novembre, de la mission de conciliation engagée par le médiateur, M. Jean Courdouan. Au bout de quatre jours de « discussions et d'entrevues », la rupture s'est avérée inévitable après que la CGT ait refusé de lever, préalablement à toute négociation, les piquets de grève qui bloquent l'accès de l'usine depuis dix-huit jours. La direction générale de Renault a alors réitéré sa demande d'intervention des forces de l'ordre, en application du jugement en référé du tribunal de grande instance de Rouen.

« Cette attitude est injustifiée et suicidaire », a regretté la CGT pour qui l'échec de la négociation a été provoqué par l'impression

de l'augmentation de salaire proposée par la direction. « Elle annonce une somme qui ne sera pas négociable, mais ne veut pas donner un chiffre minimum qui apparaît comme une garantie aux salariés et qui permettrait la

levée des piquets de grève », a relevé dimanche la CGT dans une lettre adressée à M^{me} Martine Aubry, demandant, une nouvelle fois, son intervention. Le ministre du travail a indiqué de son côté, dans une tribune publiée dans le

A la suite d'incidents devant la préfecture d'Agen

Neuf agriculteurs du Lot-et-Garonne ont été placés en garde à vue

Neuf agriculteurs, qui avaient manifesté leur mécontentement devant la préfecture d'Agen (Lot-et-Garonne) dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 novembre, ont été interpellés et placés en garde à vue, a-t-on appris auprès du préfet du Lot-et-Garonne, M. Jean-Charles Astruc.

Les agriculteurs, dont le président du Centre départemental des jeunes

agriculteurs (CDJA), M. Jean-Michel Valière, devaient être présentés au procureur du tribunal de grande instance lundi 4 novembre. Ils ont commis des « délits importants qui s'élèvent au moins à 500 000 francs », a précisé M. Astruc. « La grille de la préfecture a été soulevée, le portail en bois a brûlé et une partie de la façade en pierre sculptée a éclaté sous l'effet de la chaleur. »

Journal du Dimanche du 3 novembre, que le démarrage de la négociation était « de l'incertitude de tous » et qu'il fallait maintenant que « chacun prenne ses responsabilités ». « Chacun est libre de continuer la grève s'il le souhaite, a affirmé Mme Aubry, mais chacun doit aussi respecter la liberté du travail et le choix des salariés. »

La direction locale de la CGT, soucieuse de ne pas laisser sombrer les militants dans le pessimisme, a appelé pour lundi 4 novembre dans l'après-midi à une manifestation interprofessionnelle de soutien devant les grilles de l'usine. Déjà ce week-end, la CGT avait multiplié les initiatives en accueillant notamment les chanteurs Georges Moustaki et Lenny Escudero ainsi que Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, un diocèse qui recoupe le département de l'Eure, où le premier employeur n'est autre que Renault.

ETIENNE BANZET

Privatisations

M. Esambert : aller jusqu'au bout

Invité de l'émission « Quatre-vingt heures » sur Radio Classique, samedi 2 novembre, M. Bernard Esambert, président de la Compagnie financière Edmond de Rothschild, s'est déclaré favorable à la privatisation totale des entreprises nationalisées. « Je suis pour les privatisations totales », les privatisations partielles des entreprises nationalisées « sont une solution transitoire (...) et l'espère bien qu'on ira jusqu'au bout », a déclaré M. Esambert, personnalité du monde des affaires souvent sollicitée par Maastricht.

Dans une interview publiée lundi 4 novembre par le Quotidien de Paris, M. Jean Szyrota, président de la Cogema, filiale du Commissariat à l'énergie atomique souvent citée en tête des « privatisables », estime que l'ouverture du capital de sa société n'est pas « un problème d'actualité ». Selon M. Szyrota, la privatisation partielle de la Cogema, à laquelle « rien ne s'oppose sur le papier », ne pourra intervenir avant le règlement du contentieux financier avec l'Iran sur le dossier Eurodif.

Risquons-Tout, frontière de tous les risques

Les douaniers appliquent depuis un mois les strictes consignes de contrôle des viandes. Chronique d'un poste-frontière

RISQUONS-TOUT (NORD)

de notre envoyé spécial

Les moutons hébétés, assoiffés, affamés, vont prendre le chemin du retour après leur harassant périple commencé en RFA, inopinément interrompu à ce poste-frontière entre Belgique et France, à bord de leur bétailier immatriculé aux Pays-Bas. Pas de trépas pour les braves bêtes : les gabelous leur refusent l'entrée sur le sol français au motif d'infraction.

Depuis un mois, ceux-ci appliquent les strictes consignes de contrôle rappelées ici même par le ministre Michel Charasse en personne avec sa bombomètre tonitruante. Ah mais! Nos agriculteurs brûlaient des chargements de viandes importées d'une façon supposée légale, après les avoir interceptés avant destination. Leur colère face à cette concurrence européenne jugée déloyale fut respectée, à défaut d'être toujours justifiée. Ainsi le poste de ce lieu-dit de la commune de Neuville-en-Ferrain, est-il devenu pour les transporteurs internationaux et leurs commanditaires la frontière de tous les risques. Le roulement, après constat, devient pratique courante.

Revenons à nos moutons. Les voici, arrivant à la pause du déjeuner, sous un crachin ordinaire pour une journée banale. Dans la bétailière à claire-voie, ils s'entassent sur trois étages, et même dans un

réservoir transformé en cale. Têtes blanches ou noires, dans un bémol universel. Ils sont quatre cent vingt-cinq, à en croire le document présenté aux deux vérificateurs des douanes. Ceux-ci commencent leur inspection. Le « déclarant » - cet intermédiaire à demeure sur le site, qui se charge du dossier volumineux de papiers à fournir pour être en règle et est responsable aux yeux de la loi - se rend au bureau, où chaque fiche est contrôlée par informatique. Dossier conforme. Mais un léger doute s'installe : le transporteur a déjà eu maille à partir avec l'inspection douanière.

Les vérificateurs se livrent à leur contrôle d'usage. Par sondage, étage après étage, ils relèvent les numéros de boucle que les moutons portent à l'oreille. La série correspond-elle à celle déclarée? Pas tout à fait. Un numéro - « 1000 » - fait figure d'outsider. Cela suffit : les deux douaniers approfondissent leurs investigations. Ils fouillent la cabine, les réservoirs et les effets personnels des chauffeurs, à la recherche d'une éventuelle anomalie ou même d'une cargaison de drogue. A « Risquons-Tout », on intercepte fréquemment haschisch, ecstasy ou autres poudres. Cette fois-ci, l'examen n'apporte rien.

Rien à signaler non plus dans l'identité des chauffeurs. Simplement l'un d'eux porte sur son passeport de nombreux visas « RDA ». Et alors? « Il n'y a plus qu'une seule Allemagne », constate le douanier, sur un ton légèrement sceptique. Lui et d'autres collègues soupçonnent l'ex-frontière est-allemande d'être désormais un passage passoire pour les animaux et viandes en provenance d'Europe de l'Est ou d'autres pays « tiers », mais épinglés sous label « intracommunautaire ». Cette fraude est précisément l'objet de l'ire paysanne et le cible du renforcement des contrôles préconisés par Michel Charasse, le ministre de tutelle des douanes. Respect des « quotas » oblige.

Trop chauds, les jambons

D'ailleurs, ce jour-ci, dans cette bétailière, les vérificateurs découvrent quelques moutons aux pâtes suspectes. La toison bouée tombe bas sur l'œil - « la caractéristique d'une espèce de l'Est ». L'équipe de douaniers, soupçonneuse se concentre. Va-t-elle refouler le convoi sans autre forme de procès? Ou entamer le « dénombrement » et la vérification, bête par bête, de la série de boucles? La consultation du fichier informatique tranche en faveur de cette deuxième procédure. En effet, non seulement le transporteur n'a pas bonne réputation, mais la firme destinataire, dont le siège est à Gramat, dans le Lot, a déjà été verbalisée pour fausse déclaration d'origine. Aie...

Les deux chauffeurs font grise

mine. Le déclarant également. Très vite informé, le transporteur vient de dépêcher un fax de protestation. Et les douaniers d'entreprendre leur vérification systématique. Chacun prévient son domicile du contretemps imprévu.

Une nuit opaque recouvre à présent le parking de Risquons-Tout. A la lumière des phares et des torches, dans l'odeur du fumier, les moutons sont transférés de leur bétailière à une autre, requise dans les environs en Belgique. Les bêtes affolées, étreintes entre les jambes des chauffeurs, du déclarant et des deux vérificateurs... Après des heures, tombe le verdict : la présence de cinq moutons non déclarés justifie le roulement. La cargaison béante reprend immédiatement la route.

C'est le cinquième roulement de ce jour-ci ordinaire. Risquons-Tout n'a cessé depuis vingt-quatre heures de bourdonner comme une ruche. Le poste a connu ses habitués encombrés de polaire, entre 17 heures et 20 heures, puis entre 17 heures et 10 heures. Une centaine de camions s'y sont arrêtés, dont les deux tiers en transit pour Rungis, où leur dédouanement était prévu. « Deux poids, deux mesures », s'écrit un déclarant malchanceux dont la cargaison de carcasses de bœufs, destinée aux commerçants musulmans de Valenciennes, est refusée, sa température étant supérieure à la norme de conservation imposée. « La prochaine fois, je transiterai jusqu'à Rungis, où le contrôle se fait moins strictement, pour revenir à Valenciennes », ricane ce déclarant, version locale du célèbre « Allô New-York? Passe-moi le 22 à Antwerp » de Fernand Raynaud. L'argument semble une riquenaude aux douaniers, qui poursuivent imperturbablement leur inspection. De fait, Risquons-Tout participe non seulement au respect des intérêts agricoles, mais aussi à la protection du consommateur français.

Ainsi cet autre camion frigorifique, venu du Danemark, ouvre ses portes sur la demande du vétérinaire et de ses deux assistants en poste permaoet. Eux dépendent du ministère de l'Agriculture. Atmosphère froide et clean. Des crochets, pendent en grappes deux mille cinq cents jambons crus mais conditionnés. Le vétérinaire plante son thermomètre dans quelques pièces choisies au hasard. Température conforme. Certificats sanitaires d'origine valables. Le Danois repart vers Limoges, où il va livrer une commande pour le restaurant de son épouse.

Puis un charcutier belge installé à trente kilomètres soumet sa cargaison de jambons crus et cuits à la sonde vétérinaire. Trop chaude. Retour au frigo belge. « Refoulé avant même sa déclaration de dédouanement, il évite toute pénalisation et reviendra dans quelques heures. Comme d'autres, il a tenté sa chance de passer à travers les mailles. A trois, nous ne pouvons procéder que par sondages. Seuls les

convois d'animaux sur pied sont systématiquement examinés. Telle est la consigne », commente le vétérinaire. C'est une jeune femme au franc-parler, pour qui « un contrôle, même très strict, ne peut être parfaitement efficace ». Les soixante-dix employés de Risquons-Tout, sous l'autorité de leur receveur, M. André Ryckboer, sont débordés depuis un mois.

Un parking nommé « Purgatoire »

Et ils ne sont pas les seuls à resserrer les mailles du filet frontalier. Sur le « Purgatoire », un parking en bout de terrain, au croisement de l'autoroute, la brigade volante de surveillance peut inopinément intercepter un camion qui aurait échappé à Risquons-Tout. Cette brigade, fait de même sur toutes les routes et bretelles avoisinantes. De toute façon, le trajet d'un convoi est imposé : un sens pour entrer en France, un autre pour en sortir; en dehors, pas de quartier pour le contrebandier. Risquons-Tout porte bien son nom de lieu-dit, hérité des rivalités guerrières entre Flamands et Wallons.

Mais le contrôle a ses limites. Comment reconnaître une carcasse de bœuf polonaise d'une carcasse de bœuf hollandais ou belge? Le passage par un abattoir européen transforme le produit... et peut aisément occulter son origine : ce produit, même venu d'un pays tiers, y acquiert un label « intracommunautaire ». C'est donc une question de confiance entre la

France et ses voisins européens. Pas facile... « Belges et Hollandais jouissent d'une application beaucoup plus souple des consignes de la CEE. Ce sont avant tout des vendeurs. Ils ne s'embarrassent pas de contrôles tatillons, eux. A ce jeu, ils nous mangeraient vite. L'eus ne consommions déjà plus qu'en France », s'insurge le déclarant malheureux aux carcasses de bœufs trop chaudes cités plus haut. L'Europe ne se fera pas sans principe. « Si l'on voulait voir notre poste-frontière, on ne s'y prendrait pas autrement. C'est à qui l'évite désormais », ajoute le recalcrant vétéran.

Depuis un mois, le trafic a notablement baissé. Risquons-Tout a intercepté et reboulé quelques chargements venus d'Argentine et d'Uruguay. Mais ce poste n'a décelé aucune fraude en provenance des pays de l'Est. Pourtant, les vétérinaires-inspecteurs du ministère de l'Agriculture estiment qu'en de nombreux postes-frontières la CEE « est repassée une fois » (le Monde du 24 octobre). Un autre poste, proche de Bâle, a découvert début septembre une filière internationale de trafic de cette nature. Elle s'appuyait sur une organisation digne d'autres trafics, plus criminels. « Elémentaire, mon cher Watson... » Sans une véritable chaîne et une solide organisation, le candidat à la contrebande n'a aucune chance », convient le receveur de Risquons-Tout. Il n'en dira pas davantage. Les autorités douanières préfèrent « observer le mutisme sur cette enquête en cours ».

DANIELLE ROUARD

Alors que leur conclusion est prévue avant la fin de l'année

Les négociations du GATT sont toujours dans l'impasse

Le pessimisme est de rigueur parmi les négociateurs du GATT (l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Une réunion, tenue vendredi 1^{er} novembre à Genève, s'est terminée sur un échec. Aucun des sept groupes de négociation (agriculture, services, textiles, accès aux marchés, propriété intellectuelle, règles et disciplines, institutions) n'est parvenu à élaborer un texte de compromis. Le dossier agricole, sujet de la réussite des négociations, reste bien entendu le plus controversé. Les Américains reprochent aux Européens les subventions versées pour soutenir les prix et les exportations.

M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT, avait fixé la fin octobre pour l'élaboration de ces textes, afin de boucler en novembre le projet complet. Selon les déclarations des chefs

d'Etat ou de gouvernement du G7, l'Uruguay Round, après cinq années de négociations, doit se conclure avant la fin de l'année. Ils s'y sont engagés « personnellement ».

Une nouvelle réunion d'urgence est prévue cette semaine à Genève. M. Dunkel ne désespère pas : les positions au sein de la Communauté européenne sont en train d'évoluer sur l'agriculture. Le directeur général doit toutefois presser les débats s'il veut être capable de présenter un texte agricole aux Douanes au début décembre lors du sommet de Maastricht. Faute de pouvoir respecter cette date, l'Uruguay Round risque en effet de s'enliser au début de 1992, dans la campagne présidentielle américaine.

Lire page 19 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

ISG... 25 ans de présence mondiale

VIET NAM
Hanoi - Saigon

SEMINAIRE PROFESSIONNEL

du 13 au 22 décembre 1991

- ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
- APPROCHE CULTURELLE
- VISITES D'ENTREPRISES
- ÉTUDES DE CAS

ISG

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Reconnu par l'Etat-Vietnam homologué par l'Etat

Enseignement supérieur technique privé

6/8, rue de Lota-75116 Paris Tél. (1) 45 53 60 00

هذا هو الحال

ÉCONOMIE

SOCIAL

Pour protester contre les bas prix

Des routiers bloquent l'autoroute A 6

Des transporteurs routiers ont mis en place, dans la nuit du 3 au 4 novembre, des barrières de poids lourds sur l'autoroute A 6, à Anse (Rhône), à une trentaine de kilomètres au nord de Lyon, provoquant d'importants ralentissements.

Ces routiers protestent contre les prix, trop faibles selon eux, qui leur sont proposés pour acheminer le fret. Ils demandent la mise en

place de tarifs de référence et l'obligation pour leurs clients de les payer dans les trente jours. Comme à l'habitude, ils dénoncent les contrôles des forces de police, qu'ils jugent abusifs.

Il y a quelques semaines, ils avaient déjà bloqué l'autoroute A 7, au sud de Lyon, pour protester contre le relèvement du tarif des péages décidé au mois d'août.

Avec l'accord de trois fédérations syndicales

Signature d'une convention collective pour les 80 000 agents contractuels de La Poste

Les cinq fédérations syndicales représentatives de la Poste et de France Télécom étaient appelées, lundi après-midi 4 novembre, à signer la première convention collective de droit privé, après l'entrée en application de la réforme des statuts des PTT. Ce texte est appelé à régler le sort des quelque 80 000 agents contractuels de la Poste ainsi que les 2 500 agents non titulaires de France Télécom (le Monde du 28 août).

Si la CFDT, FO et la CFTC ont d'ores et déjà indiqué qu'elles allaient signer cette nouvelle convention, la CGT et la CFE-

CGC ont fait part de leur opposition au contenu de ce document. Les premières se félicitent avant tout de la protection apportée, pour la première fois, aux agents contractuels de la Poste ainsi que du régime de protection sociale adopté, calqué sur celui des titulaires. La CFE-CGC regrette l'absence de « garanties économiques sérieuses » en matière de licenciement des cadres et la CGT fustige une échelle de classifications qui n'offre pas, selon elle, de « garanties automatiques » en matière d'avancement.

TRANSPORTS

Rendu public par le gouvernement

Un rapport déclare prioritaire le TGV Picardie

AMIENS

de notre correspondant

Le gouvernement vient de rendre public le « rapport Guérin » sur le TGV Picardie, déposé depuis juin. A sa lecture, les Amiénois, qui ont milité en vain pour que le TGV Nord Paris-Lille-Calais passe par Amiens, trouvent une sorte de satisfaction à leur action passée, même si cette liaison laisse leur ville à 40 kilomètres à l'ouest.

Sachant que l'on ne pouvait plus revenir sur le tracé Paris-Lille, dont le chantier est maintenant bien avancé, tous les espoirs pour la capitale de la Picardie d'avoir le train à grande vitesse résidaient dans le projet de TGV reliant Paris à Londres en pas-

sant par Amiens et le tunnel sous la Manche. Ce « barreau » a du reste été inscrit dans le schéma directeur des liaisons ferroviaires nationales à grande vitesse.

Les Amiénois sont satisfaits. M. Hubert Guérin a été très favorable à ce qu'on appelle maintenant le TGV Picardie.

En quarante-huit pages, il expose les raisons qui militent en sa faveur. Il n'hésite pas à évoquer une « réalisation prioritaire de ce maillon-clé du réseau européen à grande vitesse ».

Le TGV Picardie permettra de mettre Paris à deux heures quarante de Londres (sans ligne nouvelle en Grande-Bretagne), soit un gain de dix-huit minutes par rapport au TGV Nord.

M. C.

ÉTRANGER

Le gouvernement de Prague privilégie l'actionnariat populaire

Les citoyens tchèques et slovaques investissent dans les entreprises

Alors que les citoyens tchèques et slovaques commencent à acheter des titres de participation dans les entreprises du pays, le ministre de la privatisation, M. Tomas Jezek, pourrait reporter le démarrage des mises en vente. Motif invoqué : le manque de préparation. « Techniquement, il est impossible de traiter mille sept cents entreprises en deux mois sans qu'il ne s'agisse d'un acte formel », a-t-il déclaré, s'opposant ainsi à l'actuel ministre des finances fédéral, l'ultra-libéral M. Václav Klaus. Seule la phase de déséta-

lisation, à travers un actionnariat populaire, a été entamée comme prévu dès le 1^{er} novembre.

PRAGUE

correspondance

A compter du 1^{er} novembre, chaque citoyen tchèque ou slovaque âgé de plus de dix-huit ans a la possibilité de devenir actionnaire du patrimoine national. Un jeu de Monopoly en grandeur nature auquel près de 2,1 millions de personnes – sur une population de 15 millions d'habitants – se disent

prêtes à participer. Muni d'un livret de coupons qui donneront par la suite droit à des actions d'entreprises privatisées, il suffit actuellement de se rendre dans n'importe quel bureau de poste et de miser sur la ou les entreprises de son choix en s'acquittant de la somme forfaitaire de 2 000 couronnes – environ 400 francs – soit la moitié d'un salaire mensuel moyen. Un plafond fixé volontairement bas afin d'empêcher les anciens apparatchiks du régime communiste de blanchir leurs avoirs.

En tentant ainsi de faire participer la population au processus de privatisation de l'appareil industriel tchécoslovaque, le gouvernement de Prague prend des risques considérables. En dehors d'une quarantaine d'entreprises déjà déclarées sinistrées, les autres (1 700) sont toutes considérées comme « désétablisables ». Or, il est vraisemblable qu'une grande majorité d'entre elles disparaîtront dès que le Parlement aura voté la loi sur les faillites – probablement après les prochaines élections législatives de juin 1991. Un baptême qui risque de dégoûter bien des actionnaires.

Par ailleurs, l'Etat compte sur les actionnaires pour désigner par défaut les candidats boiteux de l'économie : les firmes dont les coupons n'auront suscité aucun intérêt pourront, par la suite, être mises plus facilement en liquidation. Une méthode vertueuse si l'information

sur les entreprises était réelle ; ce qui n'est pas le cas. Cette volonté systématique de « dénationaliser par le bas » conduira sans doute à d'autres échecs plus graves encore : c'est-à-dire la répartition du capital entre les différentes catégories d'actionnaires, est, en effet, laissée à l'entière discrétion de la direction de l'entreprise.

Le manager décide si la société sera partiellement ou totalement désétablie par la méthode des coupons et de parts laissées aux investisseurs étrangers. En donnant la possibilité de dénationaliser une société par la méthode des coupons, l'Etat accepte de ne pas faire payer un droit d'entrée aux partenaires étrangers.

Une précaution louable car aucune entreprise tchèque ou slovaque ne devrait faire l'objet d'autant de convoitises que le constructeur automobile Skoda, racheté par Volkswagen. Avantage pour la firme étrangère et son futur partenaire : l'argent qu'elle investira dans l'entreprise déjà désétablie n'ira pas dans les caisses de l'Etat, mais directement dans cette société en augmentant le capital. Cependant, ce processus, qui privilégie au départ l'actionnariat populaire, retardera encore l'apport de capitaux étrangers au moment précis où les entreprises ont un besoin crucial d'investissements.

CATHERINE MONROY

Avec 6,8 % de la population active en octobre

Légère remontée du taux de chômage aux Etats-Unis

Le taux de chômage a légèrement augmenté aux Etats-Unis en octobre, s'inscrivant à 6,8 % de la population active contre 6,7 % en septembre. La remontée du taux de chômage, qui retrouve ses niveaux de juillet et août et n'a eu fait qu'une vague depuis, n'est pas en soi très significative : les arrivées sur le marché du travail ont tendance à se ralentir et le taux d'activité fléchit.

Le fait inquiétant est la baisse des emplois dans l'industrie manufacturière (-32 000). Cette diminution, qui fait suite à une autre baisse en septembre, succède à une amélioration en juillet et août, qui donnait à penser que l'activité industrielle était repartie. Le secteur de la construction a aussi supprimé des emplois

en octobre (30 000), ainsi que le commerce, ce qui prouve que les ménages continuent de limiter leur consommation et d'hésiter à s'endetter pour acheter un logement. Dans ces conditions, une nouvelle baisse des taux d'intérêt apparaît probable.

M. George Bush l'a officiellement réitérée en déclarant, à la fin de la semaine, qu'il aimerait voir « les taux baisser encore ». Les taux courts sont maintenant aux environs de 5 % et les taux longs, à 7,45 %, continuent de baisser. L'élément positif dans la situation actuelle est le ralentissement plus marqué que prévu du rythme de l'inflation qui améliore – légèrement – le pouvoir d'achat des salaires et permet aux taux de baisser.

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur
ECONOMIE GENERALE
par Gérard DUBOUCHET
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Exclus du comité consultatif bancaire

Les banquiers suisses s'inquiètent du traité entre la CEE et l'AELE

BERNE

de notre correspondant

L'annonce de l'exclusion de sept pays de l'Association européenne de libre échange (AELE) du « comité consultatif bancaire » de l'Espace économique européen (EEE) a fait l'effet d'une douche froide dans les milieux bancaires helvétiques. Réagissant vivement, le secrétaire général de l'Association suisse des banquiers (ASB), M. Jean-Paul Chapuis, a estimé que cette décision « fait perdre beaucoup de sa valeur au traité sur l'EEE », récemment conclu à Luxembourg entre les douze membres de la Communauté et les sept pays de l'AELE (le Monde du 23 octobre).

Alors que l'AELE aurait souhaité être associée à l'ensemble des dix comités dits de la troisième catégorie prévus dans une annexe du traité, la CEE a préféré écarter ses nouveaux partenaires de l'EEE du comité consultatif bancaire et d'un comité de moindre importance sur les assurances.

« Nous aurions voulu participer aux droits communautaires bancaires et nous espérons que ce sera possible », a indiqué M. Chapuis. Les banquiers suisses craignent notamment que la procédure d'harmonisation et les échanges d'informations bancaires envisagés au sein de l'EEE ne portent ombrage au secret bancaire helvétique.

Conditionnant désormais son soutien à l'EEE, l'ASB garde un espoir tenu de trouver des accommodements pour mieux défendre ses intérêts avant le paraphe du traité, le 18 novembre prochain. Les banques helvétiques tiennent aussi à rappeler que la participation de la Suisse au comité consultatif bancaire était un élément essentiel à leur engagement en faveur de l'EEE.

Cet avertissement à peine, voilà des banquiers s'inscrivant dans la perspective du laborieux débat entamé sur l'avenir européen de la confédération. Lors de la conclusion de l'accord, le ministre des affaires étrangères, M. René Felber, avait déclaré que l'EEE n'était qu'une étape vers l'adhésion de la Suisse à la CEE mais le gouvernement fédéral, comme l'opinion, restent très divisés sur la construction européenne. Ainsi l'Union démocratique du centre, l'un des partis au pouvoir, s'oppose à la signature du traité, le jugeant insatisfaisant en raison de l'absence du droit de codécision pour Berne. Une fois le traité ratifié par le Parlement, un référendum sera organisé en décembre 1992 afin de permettre au corps électoral de décider en dernier ressort.

JEAN-CLAUDE BUHRER

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES SICAV DES BANQUES POPULAIRES AU 30.09.1991			
L'ÉPARGNE ACTIVE			
	Valeur liquidative de l'action en F	Actif net en MF	Performance sur 1 an (Chaque 100 investis)
FRUCTIFRANCE	861,30	2.749,43	+ 15,69 %
PLANINTER	1.130,38	556,06	+ 27,08 %
FRUCTIVALOR	498,47	573,55	+ 17,46 %
A A A	1.029,15	631,01	+ 13,49 %
FRUCTIMMO	27,96	132,84	+ 5,95 %
FRUCTI-CAP	38,92	763,43	+ 12,62 %
PATRIMOINE-RETRAITE	207,22	755,97	+ 11,58 %
FRUCTI-ÉPARGNE	31,91	107,64	+ 16,30 %
FRUCTI-PREMIERE	10.762,43	440,15	+ 16,35 %
FRUCTIDOR	234,61	873,71	+ 12,83 %
SICASDEN	702,58	213,29	+ 12,40 %
FRUCTIVAR	5.076,96	842,03	+ 8,74 %
VALORG	1.941,80	692,74	+ 8,63 %
FRUCTI-ASSOCIATIONS	33,33	9.597,99	+ 8,73 %
FRUCTI-COURT	133.553,74	17.458,28	+ 9,49 %



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

CHALLENGES

COMPRENDRE, C'EST GAGNER

IMMOBILIER
L'ÉPREUVE DE VÉRITÉ

Promoteurs, banquiers et assureurs tiendront-ils jusqu'en 1993?

Une enquête sur la capacité de résistance à la panique d'un secteur en plein marasme.

ET AUSSI

• QUI RACHÈTE
LES VIRGIN MEGASTORES

Au bord du gouffre, les célèbres megastores n'ont d'autre choix que de se vendre ou de disparaître.

ENTRETIEN

• LAURENT FABIUS :

"Je ne suis pas un européen béant"

EN KIOSQUE 30 F

CHAMPS ECONOMIQUES

Le complot du commerce international

Plus de cinq ans après leur ouverture en Uruguay
les négociations commerciales multilatérales restent dominées par l'enjeu agricole

C'EST le temps des manœuvres et des soupçons. Alors qu'approche la fin de l'année, c'est-à-dire le nouveau terme prévu pour conclure l'Uruguay Round, ces négociations commerciales multilatérales engagées le 15 septembre 1986 à Punta del Este (Uruguay), les protagonistes deviennent nerveux. Tout particulièrement les Français, qui redoutent de faire les frais des concessions que la Communauté européenne pourrait être entraînée à accepter sur le terrain agricole, en raison de la pression exercée par les États-Unis et les autres pays producteurs.

En décembre 1990, au Heyssel, à Bruxelles, la Conférence ministérielle, qui était déjà, supposée clore les négociations, avait buté sur l'obstacle agricole, et, au regard de l'opinion internationale, la CEE avait porté la responsabilité de cette rupture. Les Français craignent le chantage consistant à ne pas bouger sur ce même terrain agricole, ils seront responsables de l'échec, cette fois définitif, de l'Uruguay Round, avec les risques de régression protectionniste qui en découleraient.

La discussion globale

Le ministre français de l'Industrie et du Commerce extérieur, Dominique Strauss-Kahn, devait, le 4 novembre, insister auprès de ses collègues des Douze, réunis à Bruxelles, pour que la CEE refuse cette polarisation du débat sur l'agriculture, réaffirme le caractère « global » de la négociation (l'agriculture, mais aussi les services, la défense de la propriété intellectuelle, les textiles...) et adopte une attitude plus offensive, notamment à l'égard des Américains. Il devait mettre en garde la Commission européenne, porte-parole de la Communauté dans ces pourparlers, contre toute manœuvre qui viserait, pour aboutir, à fêter la main aux Douze, et aux Français en particulier.

Cependant il ne faut pas se méprendre

sur cette manière de « resserrer les boulons ». Depuis qu'ils ont renoncé à l'immobilisme dans lequel ils s'étaient confinés et accepté d'engager franchement le débat sur la réforme de la politique agricole commune (PAC), les Français estiment avoir récupéré une certaine liberté d'action. Ils refuseront de se laisser embarquer contre leur gré dans des solutions qu'ils estimeront contraires à leurs intérêts, notamment agricoles, et préféreront peut-être dépasser de quelques semaines l'échéance prévue, mais — ils le répètent sans cesse — souhaitent néanmoins parvenir à un arrangement équilibré.

Les États-Unis recherchent-ils un tel arrangement? Sont-ils si pressés d'aboutir? Certains, surtout à Paris, croient que « les Américains jouent l'échec de l'Uruguay Round ». Les Français, en tout cas, font remarquer que, sur les autres grands dossiers, que l'agriculture, les États-Unis bloquent tout. C'est vrai, expliquent-ils, de l'accès au marché (réduction des droits de douane, élimination des restrictions non tarifaires aux échanges), de la libéralisation des échanges de services, du renforcement de la défense de la propriété intellectuelle (avec le problème, particulièrement sensible pour les Européens, des appellations d'origine).

Autre attitude jugée à Paris suspecte, les Américains refusent l'idée d'abolir leur Trade Act, et en particulier la fameuse « section 301 », cette procédure qui leur permet de prendre de manière unilatérale des mesures de protection commerciale parfaitement contraires aux directives du GATT. Tout au plus proposent-ils de prendre l'engagement politique de ne pas l'appliquer, ce que la Communauté, et en tout cas les Français, trouvent insuffisant.

« En 1986, Washington a imposé le lancement du nouveau cycle de négociations multilatérales avec un objectif prioritaire, mettre à bas la PAC et reprendre des parts de marché que se sont appropriées au fil des années les Européens, grâce à leurs subventions à l'exportation. Mais, en agriculture

comme dans les autres secteurs, les Américains n'ont rien apporté au pot », note un expert français.

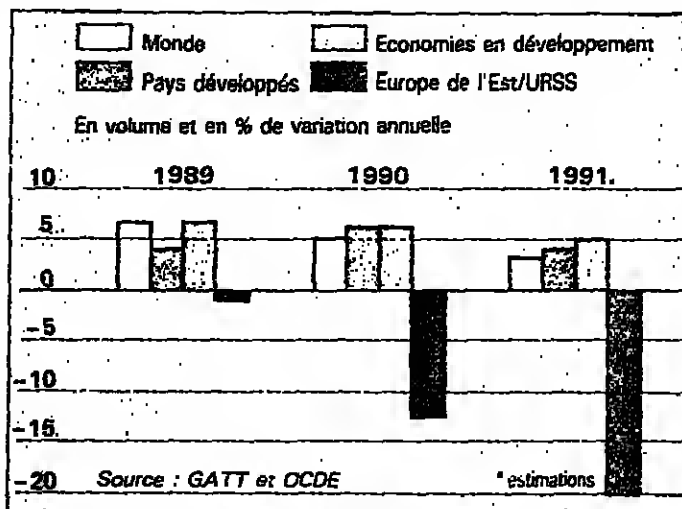
Cette analyse est assortie d'un double avertissement à la Commission, dont le principal négociateur, Frans Andriessen, le vice-président chargé des relations extérieures, est suspecté de rechercher coûte que coûte un accord et, pour cette raison, de faire preuve d'une compréhension coupable à l'égard des positions américaines. Il est exclu, disent les Français, de subordonner une avancée des pourparlers sur les chapitres non agricoles à des concessions de la CEE en agriculture. Les résultats doivent être globaux, c'est-à-dire concerner l'ensemble de la négociation et être équilibrés sur chacun des dossiers.

Seconde mise en garde, la Commission, arguant d'une supposée marge de manœuvre que lui aurait accordée le Conseil des ministres de la CEE (ce que Paris conteste avec force), ne doit pas encourager Arthur Dunkel, le directeur général du GATT, à présenter vers la mi-novembre, comme il en a apparemment l'intention, un projet de compromis qui serait présenté comme « à prendre ou à laisser ».

Un projet de compromis

Car si Frans Andriessen est soupçonné de manifester de l'indulgence pour les idées américaines, il est écarté de l'idée d'Arthur Dunkel de faire preuve de partialité. « Le directeur général du GATT route pour que les Américains parviennent à leur but », commente un collaborateur de Dominique Strauss-Kahn. De fait, dans la partie de ce document ayant trait à l'agriculture, il ne serait, par exemple, plus question du « rééquilibrage » auquel tiennent beaucoup les Européens.

Ceux-ci acceptent l'idée de baisser les prix de leurs céréales, même d'en exporter moins (le vœu le plus cher des Américains ainsi que des autres grands producteurs, tels l'Australie ou



Les exportations mondiales.

le Canada) mais entendent alors, pour être en mesure de reconquérir leur propre marché, être autorisés à se protéger contre les importations à très bas prix de produits de substitution des céréales.

Le scénario-cauchemar, pour les Français, est le suivant : Arthur Dunkel met effectivement sur la table, vers le 15 ou le 20 novembre, un projet de compromis aussi tendancieux qu'ils le craignent, la Commission l'endosse, sous prétexte qu'il n'y a pas d'alternative sinon l'échec de l'Uruguay Round, et la présidence néerlandaise, elle aussi complice de ces mauvaises manières, convoque un Conseil extraordinaire pour modifier le mandat de la Commission en l'adaptant au « papier Dunkel ».

Ces réactions, que certains considèrent peut-être comme des symptômes de la maladie de la persécution, n'empêchent pas les Français d'être prêts à faire preuve de mobilité. Simplement, ils considèrent qu'ils ont accompli le geste politique en s'engageant avec résolution, et à un moment

blesse, ni non plus celui du bunker. Du côté de la Commission, on est loin de partager toutes les inquiétudes françaises, à commencer par les États d'Amérique concernant l'attitude de Frans Andriessen et Arthur Dunkel.

« Dunkel joue sa tête. Si ses propositions ne passent pas, et ce sera le cas si elles ne rallient pas la Communauté, les négociations échoueront, il ne l'ignore pas. Quant à l'actuelle Commission, l'Uruguay Round est pour elle quelque chose de très important. D'ailleurs, qui s'est peu impliqué, l'année dernière lors du Heyssel, va suivre ça de près », raconte un haut fonctionnaire bruxellois.

Pour ce proche collaborateur du président de la Commission, nul doute que les États-Unis soient au rendez-vous. « Les Américains, au niveau de Bush et de Baker veulent conclure, les signaux sont sans ambiguïté sur ce point. Il y aura des arbitrages, si nécessaires, au plus haut niveau. L'opinion ne comprendrait pas que les négociations échouent, alors que les dirigeants politiques n'auraient pas été impliqués ».

La Commission se félicite qu'en raison du démarrage du débat interne sur la réforme de la PAC, la Communauté soit enfin en mesure de présenter une offre crédible. En avant-garde, Guy Legras, son directeur général de l'agriculture, vient de séjourner à Washington pour sortir de l'impasse la discussion avec les Américains. Les résultats de ces tractations restent secrets, mais elles semblent avoir conforté la confiance des responsables bruxellois.

« Tous les pays participants attendent que les États-Unis et la CEE assument leur leadership », note un diplomate. C'est assurément une des données du problème. « Une longue négociation comme l'Uruguay Round, c'est deux ou trois semaines, le prochain va survenir lorsque Dunkel présentera son compromis ». Rendez-vous est donc pris, avec apparemment plus de sérénité à Bruxelles qu'à Paris, pour dans une quinzaine de jours.

de Bruxelles

PHILIPPE LEMAITRE

La mosaïque orientale

Pour Israël et ses voisins
l'avenir est riche d'opportunités
dans une région où l'on a cessé
de commercer entre soi

par Philippe Fargues

L'E dialogue qui vient de s'ouvrir à Madrid dressera un mieux le décor de la paix. On s'apprête à négocier des portions de souveraineté, des tracés frontaliers, à construire des garanties pour se prémunir contre l'agression. Ensuite seulement, lorsque seront acceptés les territoires de chacun et que de part et d'autre on se sera résigné à jeter au rebut barbelés et miradors qui défendent l'un des derniers murs du monde, se dévoileront les cartes légendées par cette guerre de presque cent ans.

Avec l'ouverture de frontières enfin reconnues, débatera une ère où devront circuler les hommes, les capitaux et les idées, si l'on veut que la guerre ne se répète pas. Israël sera alors pour la première fois confronté pacifiquement à l'environnement arabe que les pères fondateurs du sionisme avaient élu à la fin des temps ottomans.

L'enjeu démographique

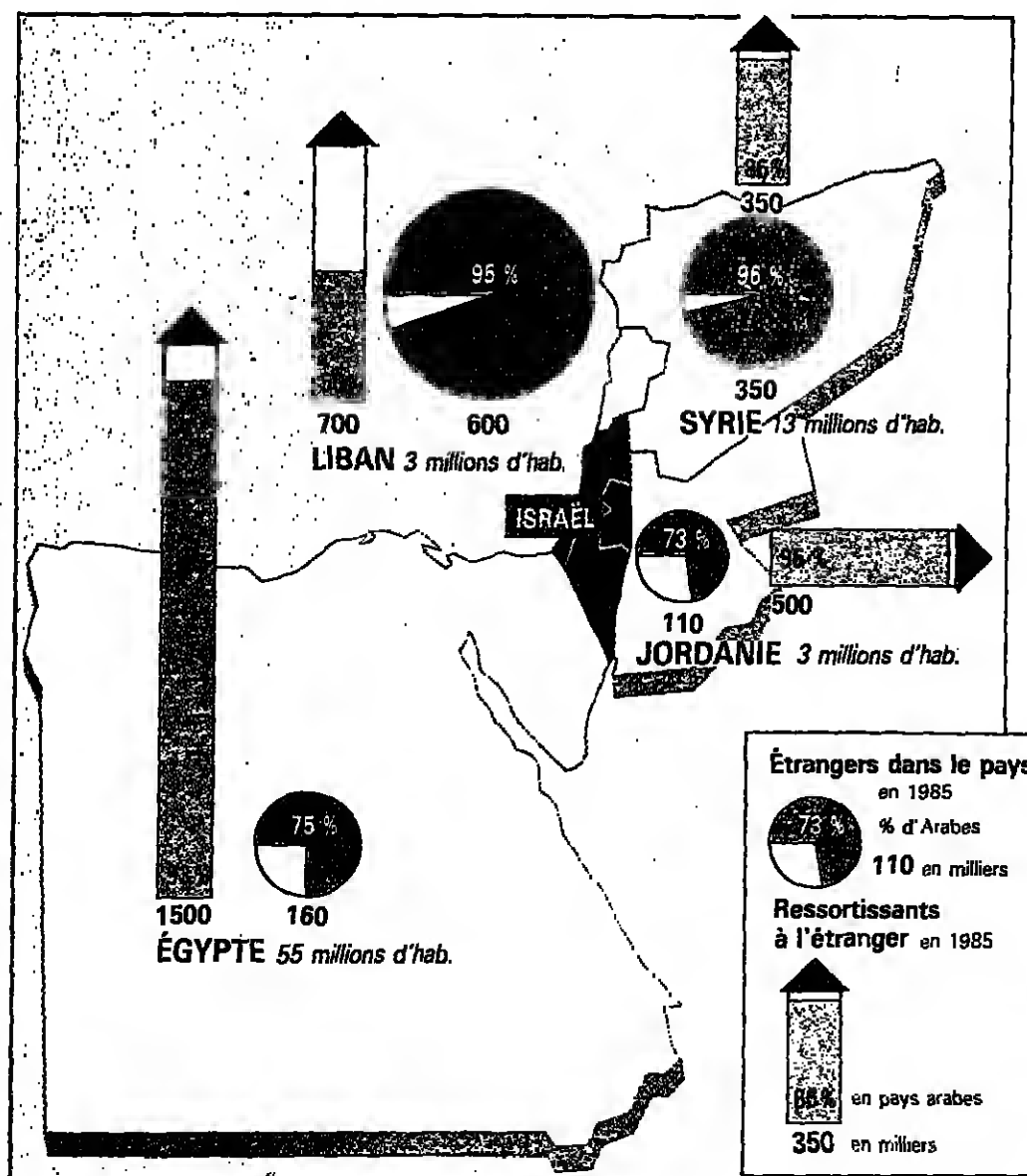
La démographie, d'abord, se prêtait à une tout autre lecture. Les quatre millions de juifs israéliens (1) aujourd'hui confinés à un pays dont ils forment la grande majorité (85 %) découvriront subitement qu'ils sont une des minorités de la mosaïque orientale. La seule certes à jouir d'une souveraineté nationale, la seule surtout qui soit à la fois minorité de langue et de religion, mais non la plus grande : l'Égypte et le Croissant fertile

comptent six millions de chrétiens arabes, la Syrie et l'Irak cinq millions de Kurdes musulmans. Ses relations se noueront principalement dans trois cercles concentriques : l'État d'Israël, le territoire de la Palestine dans les limites du mandat britannique et les pays voisins : Liban, Syrie, Jordanie, Égypte.

Dès le lendemain de la guerre de six jours, Palestiniens et Israéliens surent de quel poids pèserait l'enjeu démographique. En étendant son autorité sur Gaza et la Cisjordanie, l'État hébreu avait juxtaposé deux régimes contraires, essoré la croissance lente des juifs dans celle, explosive, des Arabes. Il condamnerait les premiers à perdre un jour la majorité numérique au sein même de l'ensemble territorial qu'ils contrôlaient. Les calculs indiquaient un dépassement inéluctable vers l'an 2010.

L'attrait du Golfe sur les Palestiniens et d'Israël sur les juifs des quatre continents permit un temps d'y surmonter. Mais le contre-choc pétrolier et la crise économique en Israël ternirent bientôt l'éclat des deux Eldorado : l'émigration palestinienne et l'immigration juive s'éteignirent ensemble au début des années 80. Objet si puissant du dernier en date de ses litiges avec les Palestiniens, l'entente qu'Israël a trouvée avec l'Union soviétique n'y fera rien ou presque : un demi-million d'immigrés soviétiques reculeront seulement à 2015 la date fatidique.

La négociation de Madrid pourrait restaurer une souveraineté arabe en Cisjordanie et à Gaza et enrayer de ce fait le déséquilibre qui se profile. Elle



déplacerait alors la question démographique vers le premier cercle, au sein même de l'État d'Israël où se dessine une évolution singulière. Le petit noyau de Palestiniens qui avait échappé à l'exode de 1948 a grandi sans faire de bruit. Dans un horizon prévisible, ces sept cent trente mille

« Arabes israéliens » (2) ne formeront jamais qu'une minorité. Mais leur natalité les a d'ores et déjà hissés à la majorité en Galilée (52 %) et ne cesse d'accroître leur poids dans le Néguev.

Maintenus dans une ruralité anachronique (20 % d'entre eux résident dans des localités de moins de vingt

mille habitants), ils occupent de façon un terrain combien plus vaste que l'espace citadin de la population juive (75 % dans ces mêmes localités). Les deux provinces par lesquelles Israël s'adosse au monde arabe, la Galilée au nord et le Néguev au sud, c'est-à-dire les quatre cinquièmes du terri-

toire, offrent ainsi l'image d'un pont qui reliera à son hinterland arabe la conurbation presque entièrement juive de Tel-Aviv - Jérusalem-Ouest. Impeccablement, Israël prend déjà la forme d'une future cité-État. Venise rayonnante, ou Constantinople assiégée. La volonté d'échange en décidera demain.

L'avenir est riche d'opportunités, dans cet Orient marchand où l'on a cessé de commercer entre soi. L'imaginaire paranoïaque se complait à opposer un bloc arabe au petit État d'Israël. Mais si l'on juge la solidité d'un bloc aux interdépendances qu'il a su féconder en son sein, force est de constater l'extrême effritement de celui-ci. Les échanges inter-arabes représentent à peine 3 % du commerce international du monde arabe. Loin de se compléter, les États se sont en effet placés en position concurrente sur les mêmes marchés internationaux.

Lire la suite page 22

(1) 951 300 au 31 décembre 1990, auxquels s'ajoute l'immigration de juifs soviétiques : 130 000 personnes au cours des trois premiers trimestres de 1991.

(2) La statistique israélienne agrège toujours aux effectifs des Arabes d'Israël dans les frontières de 1948 (730 000 en octobre 1991) les habitants arabes de Jérusalem-Est (130 000) et du Golan (15 000), territoires occupés depuis 1967.

► Directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques.

هذا من الحاصل

هذا من اجل

CHAMPS ECONOMIQUES

Quand la Pologne produisait plus que l'Italie

Si elle n'a peut-être pas été négative, la croissance des pays communistes a été très faible par Remy Prud'homme

A quelle vitesse, ou à quelle lenteur, les économies communistes se sont-elles développées ? Ont-elles même connu une croissance positive ? Pendant près de quarante ans, les idées les plus extravagantes ont été requies sur ce sujet. Les pays communistes publiaient des taux de croissance de leur « produit matériel », c'est-à-dire de la production agricole et industrielle.

A l'Ouest, les experts se doutaient bien que ces chiffres majoraient les performances réelles de l'agriculture et de l'industrie. Mais ils observaient que le produit intérieur ou national, tel que nous l'entendons, comprend les services, qui augmentent plus vite que le reste, et donc que les données sur le produit matériel minoraient les performances réelles des économies communistes. On suggérait que ceci compensait cela.

La peur de passer pour « anticommuniste primaire » aidant, les taux publiés dans les pays communistes étaient pris pour argent comptant et présentés comme représentatifs de la croissance économique de ces pays. Il était entendu, surtout en France, que les économies communistes croissaient à des taux élevés, nettement plus élevés que les économies capitalistes européennes. Les chiffres des Nations unies font pour la période 1960-1989 apparaître un taux de croissance de 5% pour l'Europe de l'Est, contre seulement 3,3% pour la Communauté économique européenne. A l'arrivée, en 1990, on s'aperçoit que les économies communistes n'ont pourtant pas été bien loin.

Une chose est sûre, qui en surprendra beaucoup. Au départ, en 1948, lorsque les partis communistes en ont pris le contrôle, ces pays étaient tout aussi développés que les pays qui sont restés capitalistes en Europe occidentale. On dispose des rapports établis à l'époque par la commission économique des Nations unies pour l'Europe, alors dirigée par Gunnar Myrdal. Le futur Prix Nobel d'économie. Le concept de produit intérieur brut n'était pas encore très utilisé, mais on calculait pour chacun des pays la « production agricole » et la « production industrielle », qui permettent des

comparaisons et des estimations des PIB relatifs.

En 1950, l'Allemagne de l'Est était, aussi bien pour la production agricole que pour la production industrielle, en avance sur l'Allemagne de l'Ouest : le PIB par habitant y était égal à 1,1 fois celui de l'Allemagne de l'Ouest. Plus étonnant encore, la Pologne produisait plus que l'Italie, toujours par habitant, aussi bien pour l'agriculture que pour l'industrie ; le rapport des PIB était alors voisin de 1,4.

La Tchécoslovaquie produisait un peu plus que la Belgique pour l'agriculture, et un peu moins pour l'industrie ; les PIB par habitant de ces deux pays étaient pratiquement égaux. On peut dire exactement la même chose de la Hongrie et de l'Autriche. La Bulgarie enfin pouvait se comparer à l'Espagne : la production agricole y était plus élevée, mais la production industrielle nettement plus basse : le rapport des PIB est d'environ 0,8.

Hasardeuses comparaisons

Qu'en est-il en 1989 ? Paradoxalement, on le sait moins bien. Les économies des pays d'Europe centrale et orientale sont devenues tellement différentes des économies capitalistes d'Europe occidentale qu'il est très difficile de les comparer. La structure des productions, la qualité des produits, la structure des prix, divergent considérablement, et rendent les comparaisons hasardeuses.

La Banque mondiale publie des chiffres du PIB par habitant en 1989 pour la plupart de ces pays. La Pologne a une production par habitant légèrement inférieure à celle du Mexique, la Bulgarie et la Hongrie ont à peu près la production du Brésil, et la Tchécoslovaquie est bien en-dessous de la Corée (qui était en 1950 l'un des pays les plus pauvres du globe).

On dispose, pour les pays capitalistes occidentaux, des taux de croissance du PIB par habitant pour la période 1950-1989. Ces taux (exprimés en termes réels, hors inflation, bien entendu) ont été de 3% à 4% par an, ce qui, sur trente-neuf ans, multiplie par un facteur de 3 à 5. On peut, en appliquant ces taux au produit par habitant de 1989, calculer pour ces pays d'Europe occidentale un produit par habitant en 1950. On en déduit le

produit par habitant des pays d'Europe centrale et orientale en 1950. La comparaison de ces chiffres avec ceux que donne la Banque mondiale pour 1989 permet de calculer des taux de croissance annuels.

Ces chiffres font apparaître un taux de croissance faible pour la Bulgarie, et un taux de croissance négatif pour les quatre autres pays communistes (Allemagne de l'Est, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie). Sont-ils crédibles ? De trois choses l'une : ou bien les données utilisées sous-estiment la production en 1989 des pays communistes, ou bien les taux des pays capitalistes sous-estiment la croissance de leur production ; ou bien les économies communistes ont effectivement connu une croissance négative.

Les chiffres de la Banque mondiale sur la production des pays communistes (ou de n'importe quel autre pays en développement) en 1989 sous-estiment-ils cette production ? Ils proviennent d'une estimation de la production en monnaie nationale, convertie en dollars au moyen d'un taux de change.

Il n'y a guère de raison de douter de l'estimation du PIB polonais en zlotys, qui est aussi crédible que l'estimation du PIB italien en lires. Ce n'est pas un indicateur parfait (il ignore notamment le mal fait à l'environnement, particulièrement grand dans les pays communistes, et dont la prise en compte réduirait encore l'estimation de la production de ces pays). Mais c'est le moins mauvais des indicateurs disponibles.

Le taux de change utilisé sous-estime-t-il la valeur du zloty ? Avec un taux plus élevé, la Pologne exporterait encore moins, et importerait encore plus, et sa balance des paiements se dégraderait très vite. La « valeur » de la production polonaise est ce que les produits polonais valent sur le marché international. Il est difficile de dire que le taux de change effectif est sous-évalué et donc que la production est sous-estimée.

Dire que le PIB par habitant est sept fois plus élevé en Italie qu'en Pologne, au beau temps de la planification communiste, une blague célèbre capturerait l'essence de la réalité et de son déguisement : « Nous avons pris de l'importance sur le Plan : ça va mal comme ça devrait seulement aller mal dans trois ans ».

voir d'achat», qui est plus adaptée à la comparaison des niveaux de vie.

Mais, outre le fait que les données sur la production des pays communistes en parité de pouvoir d'achat sont vieilles, incomplètes et douteuses, elles sont sans doute moins appropriées à la comparaison des productions et de leur croissance. On a pourtant refait les calculs avec des PIB 1988 convertis en dollars au moyen des parités de pouvoir d'achat, disponibles pour la Pologne et la Hongrie : ils font apparaître des taux de croissance annuels du PIB par habitant de 0,5% pour la Pologne et de 2,1% pour la Hongrie.

La deuxième hypothèse est que les taux des pays capitalistes sous-estiment la croissance. Il est vrai que nos instruments de mesure de l'augmentation du PIB à long terme sont conventionnels, et donc imparfaits. Ils ignorent mal le progrès technique, médical ou social. Les bienfaits des détergents, de la pénicilline ou des vacances ne sont pas, ou très mal, reflétés dans l'évolution des PIB. Les taux de croissance des pays capitalistes, et par conséquent ceux des pays communistes (qui en sont déduits), sous-estiment sans doute l'amélioration des conditions de vie — même si on entend souvent dire le contraire. Les taux de croissance négatifs calculés ne signifient donc pas que le niveau de vie a baissé dans les pays communistes.

Même s'il y a du vrai dans ces deux hypothèses, et si les taux de croissance des économies communistes n'ont pas été aussi catastrophiques que les calculs le font apparaître, il reste que ces taux ont sûrement été très bas. Il faut bien expliquer le fait que ces pays, qui étaient aussi développés que les pays capitalistes lors de l'installation du communisme, sont aujourd'hui beaucoup plus pauvres.

Les taux de croissance microbolants publiés étaient donc du bourrage de crâne. Ils étaient d'ailleurs davantage pris au sérieux à l'Ouest qu'à l'Est. En Pologne, au beau temps de la planification communiste, une blague célèbre capturerait l'essence de la réalité et de son déguisement : « Nous avons pris de l'importance sur le Plan : ça va mal comme ça devrait seulement aller mal dans trois ans ».

► Professeur à l'université de Paris-XII.

L'Europe

L'aide cruciale de

par Françoise Lemoine

A rapidité des révolutions politiques en Europe centrale à la fin de 1989 a donné un moment d'illusion que le passage à l'économie de marché pourrait être aussi facile et porter rapidement ses fruits. On sait maintenant que cette transformation prendra du temps : pour décisifs qu'aient été les changements introduits récemment dans les économies de ces pays, ils ne sont qu'un premier pas. Et les récentes élections en Pologne en ont montré les conséquences sociales et politiques dont il faudra tenir compte si l'on veut éviter le risque que ne se bloque, un jour, tout le processus de transition.

Les thérapies de choc adoptées en janvier 1990 en Pologne et un an plus tard en Tchécoslovaquie ont réalisé d'un coup ce que les réformes en Hongrie ont mis vingt ans à accomplir : désormais, dans ces trois pays, la quasi-totalité des prix sont libres ; les échanges extérieurs, décentralisés, sont ouverts à toutes les entreprises, y compris privées ; la monnaie est convertible pour les règlements d'opérations commerciales avec l'étranger. En Tchécoslovaquie comme en Hongrie, l'accès des ménages aux devises étrangères demeure rationné, mais la Pologne a établi, elle, une convertibilité sans restriction qui a fait disparaître le marché noir.

Un état de choc

De telles réformes ont nécessité des politiques de strict contrôle de la demande (plafonnement des crédits et des salaires) et de fortes dévaluations. En 1991, la dissolution du CAEM-Comecon, en juin, et l'abandon, dès janvier, du système de prix et de règlements qui avait pendant plus de trente ans isolé cette région du reste du monde, ont marqué une dernière rupture. Ces changements ont eu un

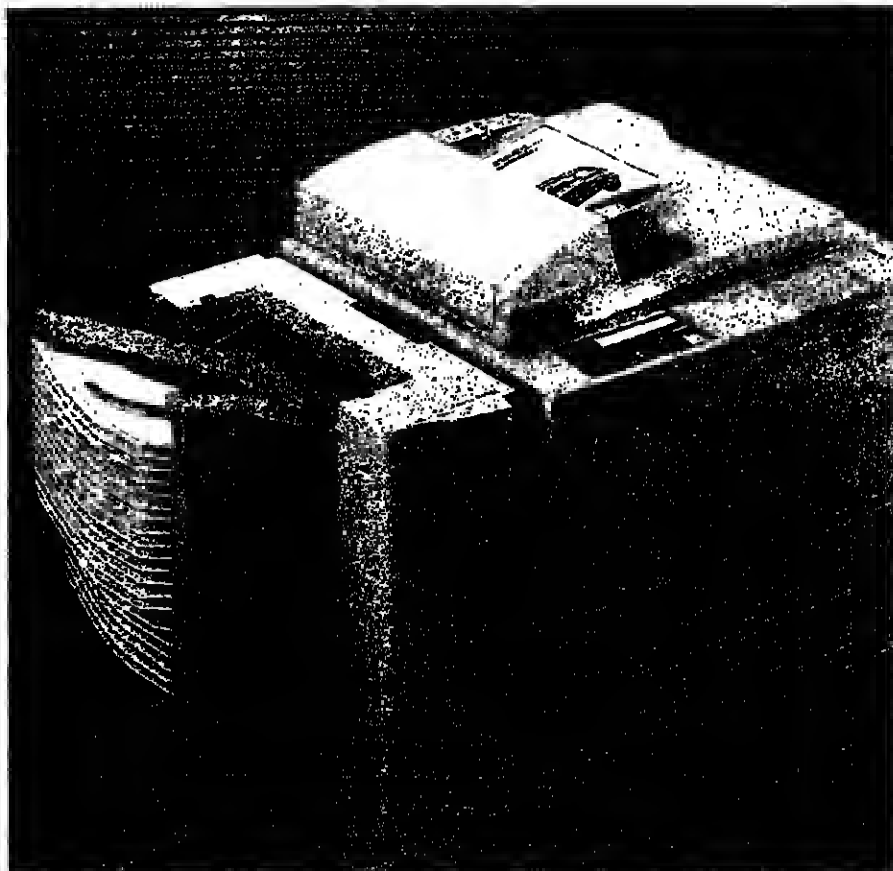
revers : une crise économique d'une ampleur rare en Europe, mais qui ne fait guère que révéler les distorsions et déséquilibres longtemps accumulés dans ces économies.

Comme tout y avait été fait depuis vingt ans — subventions, chômage déguisé, inflation cachée — pour différer les ajustements nécessaires, le choc est rude pour les entreprises, qui doivent désormais s'adapter à la demande, aux prix mondiaux, à la concurrence internationale. Tout se passe comme si les nouveaux régimes, refusant de masquer l'échec économique des systèmes antérieurs, avaient décidé de crever l'abcès.

Après avoir connu pendant la dernière décennie croissance médiocre et stagnation du niveau de vie, ces pays affrontent désormais des phénomènes sans précédent à l'Est : récession, inflation, chômage massif. La chute de la production amorcée en 1990 se poursuit en 1991 : elle atteindra sur deux ans 10 % à 15 % du produit intérieur brut. Elle est encore beaucoup plus sévère dans l'industrie, où il est vrai une partie de ces baisses frappent des produits de toute façon invendables ou des entreprises non viables.

Le chômage, bien qu'il ait augmenté très vite en 1991, est encore loin d'être stabilisé car les entreprises, habituées à avoir des excédents de main-d'œuvre, ont pu différer au maximum les licenciements, et d'ailleurs il n'y a guère eu encore de faillite. En Pologne, si l'emploi avait baissé dans les mêmes proportions que la production, il y aurait déjà trois millions de chômeurs, alors qu'actuellement les licenciements comptent pour peu dans le nombre des chômeurs inscrits.

L'inflation s'accompagne d'une dégradation continue du pouvoir d'achat des ménages dans la mesure où les programmes de stabilisation freinent très strictement l'indexation des salaires (plafonnée à 60 % de la hausse du coût de la vie en Pologne par exemple). Bien sûr, on peut penser que les statistiques actuelles exag-



"J'ai choisi le CORVA pour les recto-verso, la trieuse pour les dossiers. C'est parfait !"

NP 3050. Canon invente le copieur qui s'adapte à moi.

CHAMPS ECONOMIQUES

centrale face à la récession

L'Occident sera d'autant plus efficace qu'elle pourra s'exercer dans le cadre de coopérations régionales

rent quelque peu la dégradation du niveau de vie de la population, que les activités privées, très lucratives et mal réconciliées, servent d'amortisseur, que la qualité de vie s'est améliorée depuis que les hausses de prix ont supprimé les files d'attente et ramené les produits dans les magasins.

Il n'en reste pas moins que les régimes démocratiques ne peuvent compter éternellement sur l'état de grâce : en l'absence de société civile bien organisée — partis, syndicats, patronat — les dirigeants sont particulièrement exposés à « tomber » sur des politiques économiques impopulaires. Et l'insatisfaction, on le voit, nourrit les mouvements nationalistes, populistes, xénophobes ou, au mieux, on le voit en Pologne comme déjà en Hongrie, une désaffection pour la vie politique, de mauvais augure dans de jeunes démocraties.

Dans ce premier temps de la transition, les inerties sont grandes. Pour que le marché fonctionne il faut qu'il y ait concurrence, et jusqu'ici elle a fait défaut. Les situations d'oligopole sont la règle car la production et la distribution sont très concentrées dans un petit nombre de grandes entreprises d'Etat. Dans l'industrie tchécoslovaque, les entreprises ont, en moyenne, deux mille salariés.

De multiples obstacles

La libération des prix a en fait accru la marge de manœuvre des entreprises : puisqu'elles peuvent encore plus aisément que par le passé répercuter les hausses des coûts dans leurs prix de vente, créant ainsi de nouvelles sources d'inflation. Ce phénomène explique, semble-t-il, largement la persistance d'une forte inflation en Pologne et en Tchécoslovaquie, où, face à la baisse de la demande, les entreprises ont cherché à maintenir leurs revenus en augmentant leurs prix de vente.

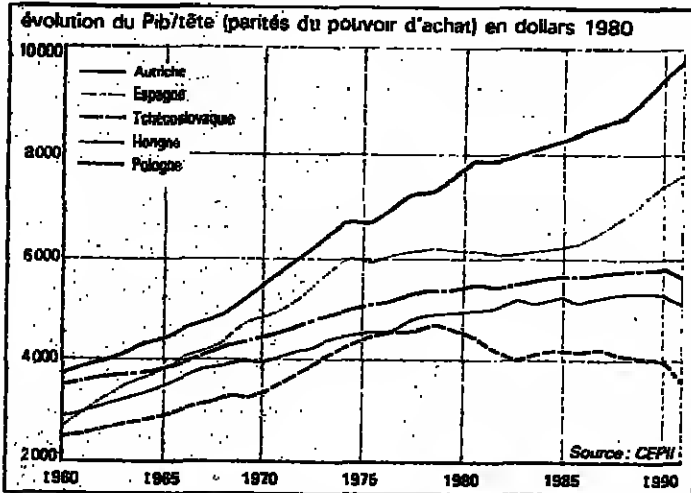
En Hongrie et en Pologne, un petit secteur privé se développe rapidement dans les domaines à rentabilité

rapide et exigeant peu de capital (commerce, restauration, transport, bâtiment) — en Pologne, les entreprises privées réalisent 70 % du commerce de détail et un tiers des importations en 1991, — mais, dans l'industrie, il ne peut encore concurrencer les entreprises d'Etat. En Tchécoslovaquie, il est encore marginal ; d'ailleurs, partout la récession persistante réduit les opportunités d'investissement et menace la montée en puissance des initiatives privées.

Quant à la privatisation des grandes et moyennes entreprises d'Etat, elle se heurte à de multiples obstacles techniques ou juridiques, et le moindre n'est pas l'insuffisance d'épargne intérieure. Les programmes récents d'austérité salariale ont réduit les revenus réels et l'épargne disponible des ménages. Dans ces conditions, les trois pays s'orientent désormais vers des formules de privatisation qui prévoient que seulement une fraction du capital des entreprises sera vendue, le reste étant distribué gratuitement au public. On voit encore mal l'effet de cet actionnariat populaire sur la gestion des entreprises.

Autre déception, les programmes de privatisation semblent avoir pour effet pervers de porter à l'immobilisme les entreprises en attente d'être « privatisées ». La vente à des firmes étrangères est un autre moyen très recherché de privatiser et de dynamiser les entreprises, mais les investissements directs étrangers sont encore d'ampleur limitée, sauf en Hongrie où se concentre 1 milliard de dollars sur les 2,5 milliards de dollars de capitaux étrangers investis en Europe de l'Est. En Pologne et en Tchécoslovaquie, ces capitaux sont de l'ordre de 400 millions de dollars.

La baisse de la demande interne et les rigidités de l'offre expliquent en partie la récession, mais, au cours de l'année 1991, un nouveau choc, la chute des ventes à l'URSS, a frappé de plein fouet les industries de ces trois pays. Le système des règlements en roubles à l'intérieur du CAEM,



ayant pris fin au 1^{er} janvier 1991, les entreprises est-européennes se trouvent face à des partenaires, les firmes soviétiques, qui ne disposent pas de devises, le gouvernement ayant institué une gestion centralisée de celles-ci.

Au début de l'année, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne s'attendaient à une baisse de plus de 50 % de leurs ventes à l'URSS en 1991. L'industrie tchécoslovaque est la plus captive du marché soviétique qui reçoit environ 20 % de sa production, assure directement quelque deux cent mille emplois et indirectement peut-être six cent mille. Mais, bien que les économies polonaise et hongroise soient moins dépendantes des débouchés soviétiques, des pans entiers de leur activité industrielle sont menacés. En Hongrie, les activités dépendant des ventes à l'URSS représenteraient environ cent cinquante mille emplois. En Pologne, 60 % des exportations de l'industrie mécanique vont à l'URSS.

Certes, des formules de règlement en monnaies nationales ou sous forme de compensation sont en train

d'être mises laborieusement en place pour sauvegarder ces interdépendances mutuelles. Mais l'économie soviétique est actuellement à court de moyens de paiement et un autre risque se profile pour ces trois pays : la concurrence que peuvent leur porter les industries d'Europe occidentale, notamment celles de l'Allemagne réunifiée, qui offrent des conditions de financement à crédit avec lesquelles ne peuvent rivaliser les exportateurs est-européens.

La logique récessive

La crise économique qui se prolonge fait craindre que ces pays ne s'enfoncent dans une logique récessive : baisse de la demande et de la production s'entretenant mutuellement et induisant simultanément une baisse des recettes fiscales et l'alourdissement des dépenses sociales. La perspective de tels risques ouvre sans doute une nouvelle phase dans la transition : il s'agit, d'un côté, de poursuivre les réformes institution-

nelles engagées (réformes fiscale et bancaire, organisation des marchés du travail et des capitaux) ; de l'autre, de mettre au point les instruments d'intervention de l'Etat, compatibles avec l'économie de marché, qui permettent de freiner la récession et de préparer la reprise.

A l'égard des entreprises, cela signifie une politique plus sélective, qui se traduira à la fois par des mises en faillite solution peu pratiquée jusqu'ici, par des systèmes d'incitation à investir et à exporter, par des actions de restructuration. Cela passe aussi par l'utilisation de protections douanières dans les secteurs « sensibles » ; une réflexion en ce sens est déjà engagée en Tchécoslovaquie et se fait jour en Pologne, sur les moyens d'une politique industrielle, sur la nature des dispositifs à mettre en place (avantages fiscaux, crédits privilégiés) et le choix des entreprises-cibles.

En outre, les coûts économiques considérables de la dislocation des liens entre partenaires de l'ex-CAEM sont désormais évidents. Or l'idée d'une Union est-européenne des paiements, inspirée de l'UEP (1), et qui aurait permis de gérer ces solidarités de fait entre l'URSS et l'Europe de l'Est se heurte à trop d'obstacles. Il reste des solutions plus fragmentaires, des projets d'unions subrégionales, tel celui d'union douanière et de paiements entre la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie, qui témoigne de l'intérêt économique commun du réseau d'échanges existant.

Il semble ainsi que les pays occidentaux — et notamment la Communauté européenne — soient prêts à favoriser, par des crédits ou des garanties de financement, la reprise des échanges entre pays est-européens, et notamment celle des ventes de l'Europe de l'Est à l'Union soviétique. L'Europe de l'Ouest a tout intérêt à ce que la relance de la croissance à l'Est ne repose pas uniquement sur l'ouverture des marchés communautaires.

Les pays d'Europe de l'Est, eux, ont

tout à gagner à une stratégie commerciale qui accroît leurs capacités d'exportation vers l'Ouest sans pour cela rompre des liens avec l'Est qui reposent sur des complémentarités économiques réelles et des proximités géographiques. Pour autant qu'ils évitent un effondrement économique et politique, les « Etats successeurs » de l'Union soviétique hériteront en effet de ses capacités d'exportation — et de son réseau d'oléoducs et gazoducs — et de ses besoins d'importation.

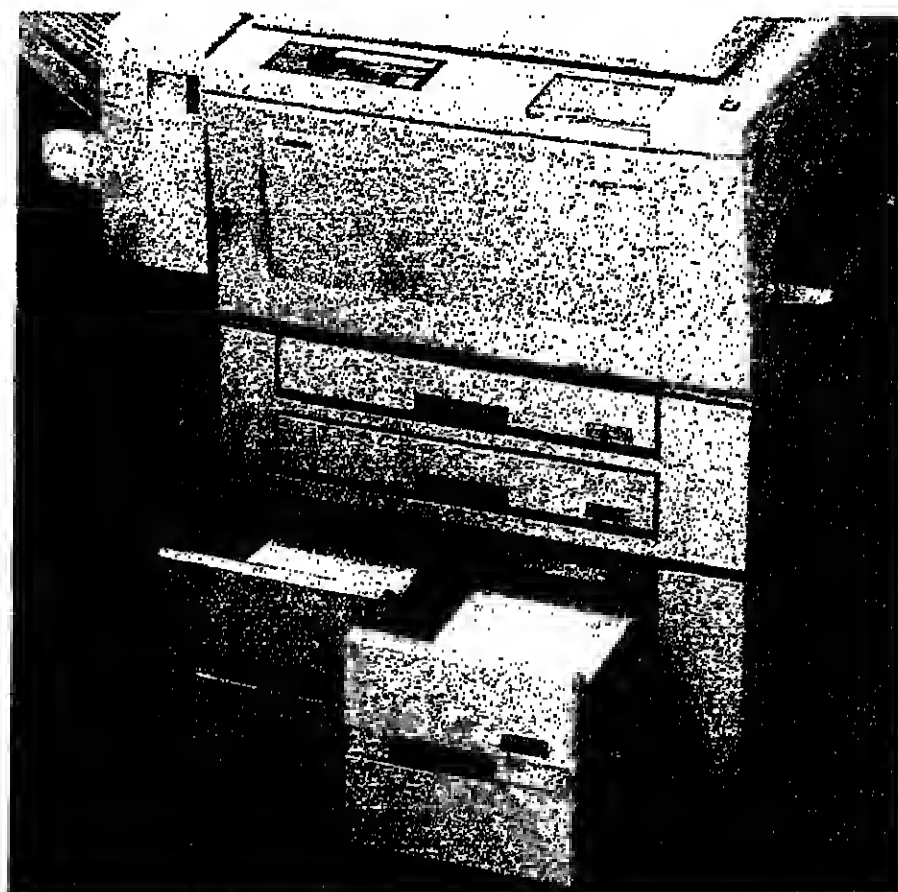
Dans les hypothèses optimistes, la récession se stabiliserait en Europe centrale au plus tôt en 1992 ; la croissance reprendrait un rythme de croissance (entre 2 % et 4 % par an), dans la deuxième moitié de la décennie à deux conditions : d'une part, la reprise de l'investissement sous l'effet combiné des politiques internes et des flux de capitaux en provenance de l'étranger (investissements directs et financements de projets) ; d'autre part, un effet d'entraînement des secteurs exportateurs. Mais des scénarios plus pessimistes demeurent possibles (poursuite de la récession, fermeture de la masse des usines non compétitives, explosion du chômage), avec des conséquences sociales et politiques auxquelles l'Europe occidentale ne pourrait rester indifférente.

L'aide occidentale aura un rôle crucial. Elle aura d'autant plus d'efficacité qu'elle pourra s'exercer dans le cadre de coopérations régionales entre pays destinataires, favorisant des investissements coordonnés dans les infrastructures, incitant à des concentrations et à des rapprochements industriels dans un espace économique qui les prépare à affronter la concurrence internationale.

(1) Union européenne des paiements, qui a favorisé, entre 1950 et 1958, le passage à la convertibilité et à la libéralisation des échanges des pays d'Europe occidentale.

► Economiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).

"J'ai décidé d'ajouter un magasin-papier et je m'en félicite tous les jours."



Pour être parfaitement content de son copieur, il suffit de le composer soi-même. C'est tout à fait possible avec le Canon NP 3050. On définit ses besoins et on choisit parmi les 13 modules adaptables au NP 3050, celui ou ceux qui y correspondent le mieux. C'est ce que j'ai fait. En les combinant, j'ai réussi à me faire un copieur sur mesure. Tout le monde peut en faire autant ! Allez découvrir le NP 3050 dans les points de vente Canon. Ils sont proches de chez vous. Pour plus d'informations, coupon-réponse à renvoyer à Canon France, Département marketing copie, 93154 Le Blanc-Mesnil Cedex. Minitel 3615 Canon. **NUMERO VERT 06.05.05.33**

Je souhaite recevoir une documentation sur le NP 3050.

Nom _____ Société _____
Tél. _____ N° _____ Rue _____
Ville _____ Code postal _____

Canon
Votre Business Force.

سکتا میں لکھو

سكتا من ليدو

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

En attendant que la justice, comme on dit, fasse son travail pour établir les responsabilités engagées dans le scandale du sang contaminé par le virus du sida et pourtant délibérément utilisé jusqu'au 1^{er} octobre 1985 par un organisme d'Etat, le Centre national de la transfusion sanguine, la plus urgente est de ne pas se contenter de certaines explications et de certaines excuses.

Non pas pour enfoncer les trois inculpés qui ne sont actuellement que des personnes « mises en cause » pour reprendre l'excellente expression proposée par le rapport Sapin (sur la réforme du code pénal) et les faire passer avant tout jugement pour coupables, ou plus coupables que d'autres, non pas pour accabler les hommes politiques mêlés à cette terrible histoire. Mais accepter certains arguments communément invoqués par eux ou d'autres comme s'ils étaient recevables, admettre au moins en principe, par voie de conséquence, les comportements qui en découlent, c'est se condamner à voir se répéter des affaires semblables, même si, par ailleurs, on introduit d'indispensables réformes de caractère institutionnel.

Il aura fallu, par exemple, ce nouveau débâcle pour que soient révélées au public des anomalies administratives tellement criantes qu'elles semblaient donner raison au mot cruel selon lequel la France du dernier demi-siècle aura été une Union soviétique qui aurait plutôt réussi — sauf, comme c'est le cas avec la transfusion sanguine, lorsqu'une série d'erreurs, qu'aucune influence extérieure ne vient corriger, finissent par produire une catastrophe. Parmi ces dispositions contre nature figure en bonne place le monopole de l'importation des produits dérivés du sang confié à un organisme, tel le CNTS, lui-même fabricant : autant charger Jacques Chirac du soin de défendre les intérêts des automobilistes français ! Changer cela, comme on vient de le faire, est évidemment une bonne chose. Mais ce qui s'est passé appelle, de par sa gravité, des révisions plus profondes, des interrogations fondamentales. D'invisibles préjugés s'y opposent. Essayer de les démasquer ne vise en rien à diminuer les responsabilités individuelles.

Que des fonds apparemment destinés à financer des mesures de prévention et des recherches médicales aient été transférés au Centre mondial d'information et de ressources humaines n'est d'assez ridicule

Histoire de sang, de fric, de paradigme

mémoire, créé tout exprès pour Jean-Jacques Servan-Schreiber sous la présidence de M. François Mitterrand, apparaît peut-être, dans la suite de l'enquête, comme une simple anecdote n'ayant eu que des effets limités (sauf pour le bénéficiaire de la prébende, comme la Cour des comptes l'a depuis lors montré). Mais le symbole veut qu'on s'y arrête. Il incite à se poser une question, que la « science » économique contemporaine a contribué, pour une part qui n'est sans doute pas négligeable, à obscurcir.

Cette question a tout bonnement trait au prix qu'on attache réellement à la vie humaine lorsque, ce qui est heureusement rare, on est amené à choisir entre un risque, de nature éventuellement mortelle, à faire courir à telle ou telle catégorie d'êtres humains — des hémodiagnostes par exemple — et un autre risque qu'on appellera matériel pour éviter les mots « industriels » ou « financiers ».

Si les économistes contemporains n'hésitent pas à parler de « capital humain », c'est, à n'en pas douter, parce qu'ils estiment que l'expression est à la fois judicieuse du point de vue du raisonnement économique (au tout cas, de leur raisonnement économique) et plutôt de nature à inspirer de bonnes décisions en faveur de ceux et de celles qui sont ainsi promues — ou revalets — au rang de capital.

Pourquoi leur chercher querelle sur ce point de vocabulaire ? En qualifiant l'homme de capital, ne cherchent-ils pas, tout simplement, à repérer une vérité dont la découverte a coïncidé avec le naissance de l'économie politique au dix-huitième siècle ? Que le prospectif et le grandeur d'une nation procèdent entièrement du travail de ses habitants, de leur capacité à inventer et à mettre en œuvre des techniques de production ou de rendement de plus en plus élevées.

De nos jours, l'ascension ou premier rang de peuples industriels, dans des pays pratiquement dépourvus de toutes richesses naturelles, Japon, Allemagne, Suisse, etc., a rendu cette vérité première plus évidente que jamais.

Il reste que la comparaison entre l'homme et le capital est injustifiée et dan-

geraue. Rien de plus difficile, dans la vie courante et dans l'action, que de distinguer entre la fin et les moyens. Mais cette distinction est indispensable pour la santé de l'aspirant et la maintenance d'une civilisation politique. Voir dans l'homme un capital, c'est l'essimer à un moyen. Tout abus de pouvoir crée les conditions de cette assimilation. S'il est une situation, dans laquelle l'homme est réduit à la fonction de moyen, c'est la guerre. Or nos sociétés industrialisées du vingtième siècle finissant ne cessent d'en avoir la nostalgie. C'est en termes de stratégie, de « mobilisation » de l'épargne (futur capital) et des énergies humaines que la vie économique est canalisée. Comme les armées en combat, les entreprises consacrent les hommes jeunes.

Le comble est que la prise en compte de ce phénomène dans les pratiques de gestion passe pour un progrès d'inspiration humaniste. A l'échelle de l'entreprise, le personnel est devenu la direction des ressources humaines. Nul doute que les meilleures intentions ont présidé à cette transformation. Il reste que la logique des ressources ne nous apprend rien sur la façon dont on doit se conduire à l'égard des hommes qui ont cessé de remplir cette fonction. Comment classer les malades dans l'inventaire des ressources humaines ?

La guerre consacre le triomphe du raisonnement statistique. Le prix d'une bataille est mesuré en pourcentage des tués par rapport à l'effectif total. Les gestionnaires de la transfusion sanguine française qui ont, naguère, siégent continuellement à l'heure des produits contaminés dérivés du sang pensaient sans doute, dans leur grande majorité, que le risque était minime. Tel était, semble-t-il, l'avis de la plupart des spécialistes de l'époque. Six ans après, les expriment, dans leurs déclarations publiques, cette conviction de la façon suivante : à peine 10 % des séropositifs finissent par souffrir d'un sida.

Oubli la discussion sur l'attitude du médecin moderne qui met le malade

devant les tristes réalités de son sort (« Vous avez un cancer ; dans votre cas, la probabilité d'une survie au-delà de quelques mois est très problématique »). Pour ne pas créer de panique, on préfère ne pas informer les transfusés. Les choses semblent s'être passées comme s'il s'était agi d'un délit arbitraire à faire entre l'écoulement des stocks et la gestion des ressources humaines impliquées. Le tout sur fond de politique industrielle et de protectionnisme : importations de concentrés, chauffées retardées pour laisser le temps à la production nationale de se mettre en place. En attendant, les bruits les plus fantasmatiques couraient, laissant entendre que c'était le sang collecté auprès des donneurs américains qui était infecté. L'idéologie de la guerre économique a inspiré des décisions désastreuses, à moins qu'on ne considère les morts qui s'ensuivent comme les « pertes » inévitables de la bataille engagée. La France, où les recherches sur le sida et l'hépatologie sont parmi les plus avancées du monde, méritait mieux que cet énorme gâchis. Le compte bloqué dont disposait le CNTS était destiné, a-t-on appris, à recueillir les « profits » réalisés par la politique consistant à céder aux utilisateurs les produits importés des Etats-Unis à un prix aligné sur le prix, plus élevé, des produits français plus ou moins comparables. Personne ne nous a encore dit de combien était l'écart.

D'autres habitudes de pensée, issues d'une autre manifestation de l'idéologie moderne, e pesé sur les comportements. Selon certains théoriciens, dont l'Américain Kuhn, le progrès scientifique procède volontiers par « révolutions successives ». Il en résulte que chaque époque est caractérisée par un « cadre de pensée » (paradigme) à l'intérieur duquel une théorie, pour être sérieusement prise en considération, doit trouver sa place. A la limite, cette conception des choses, dont un Michel Foucault s'est fait le héraut en France, rend toute « communication » avec l'expérience du passé illusoire. Chaque génération est refermée sur elle-même. On voit le parti que les gauchistes peuvent tirer de telles prémisses séparées de leur

contexte. Laissons de côté cet aspect des choses, pour relever une autre face de l'influence subrepticement exercée par ce genre de doctrine.

Avec l'accélération des innovations techniques, l'idée que les procédés récemment abandonnés au profit des nouveaux sont irrémédiablement dépassés devient irrésistible. Il ne pourrait en être autrement que si, encore une fois, on n'entretenait pas la confusion entre la fin et les moyens. Le prédécesseur de Michel Garretta à la tête du CNTS, le professeur Soulier, préconisait de revenir dans certains cas aux anciens produits, les cryoprécipités, plus pénibles à supporter que les produits congelés mais plus sûrs.

URAIT-on honnêtement informé les malades qu'ils auraient sans doute choisi les produits les moins contaminés (le sida n'est pas seul en cause, on peut mourir aussi d'une cirrhose déclarée à la suite d'une hépatite contractée par transfusion). Plusieurs des personnes mises en cause se retranchant derrière l'état des connaissances au milieu des années 80 pour expliquer les imprudences alors commises. Cependant, la foi quasi aveugle accordée à l'état des connaissances du moment pourvu que celles-ci passent pour scientifiques est, en soi, une attitude anti-scientifique. Pour tout dire, c'est de l'idolâtrie, jadis appelée « scientisme ». On n'est pas loin des dogmatismes et des intolérances suscitées par l'application abusive du concept de « paradigme ». C'est un fait qu'un petit nombre d'aspirants, par prudence ou préséance, peu importe, tire la sonnette d'alarme. Il était plus commode — et pour certains, plus lucratif — de suivre le courant dominant.

Plus d'un étudiant en médecine aura été étonné d'apprendre que les rémunérations distribuées dans ces professions paramédicales par des organismes publics dépassent le double du salaire le plus élevé auquel un chef de service d'hôpital puisse prétendre au titre de sa carrière. Les comparaisons de ce genre risquent presque toujours d'être aussi arbitraires que les chiffres sur lesquels elles portent. Il n'est pas moins vrai que le nouvel affichage du secteur public — transports publics, entreprises et banques nationalisées... — devient une affaire d'Etat.

BIBLIOGRAPHIE

Le marché au nom de la rose

De nombreux tailleurs s'affairaient autour des habits neufs du socialisme. L'un des derniers est André Gauron, économiste et conseiller de Pierre Bérégovoy. Ne vous méprenez pas sur le titre porté par son « modèle », je veux dire son livre : *Les Remparts de l'argent*. On pense au « mur d'argent » de célèbre mémoire. Ce n'est pas du tout cela.

Pour notre auteur, « l'argent est la modernité du monde. Il fonde notre liberté. Mais il est aussi sa négation. Voilà pourquoi nous ne pouvons l'ignorer, ni nous satisfaire de condamnations morales. Le règne de l'argent appelle celui de la lucidité ». C'est donc plutôt à l'édification de remparts contre l'envasement de l'argent que le socialisme nouvelle manière nous convie.

Frottons-nous les yeux, nous dit en substance André Gauron. Regardons bien le monde dans lequel nous vivons si nous voulons contribuer à le rendre meilleur. Qui mène la danse ? Ceux qu'il appelle les « météores », les betateurs. Ils

gagnent beaucoup aujourd'hui mais demain peuvent perdre. Souvent à la pointe médiatisée d'un individualisme qui a renoncé à la quête du sens pour le narcissisme, la brillante, l'éphémère.

A l'opposé, les « routiniers » constituent le socle des sociétés modernes. Ils ont compris que ce n'est pas dans leur travail qu'ils trouveront leur épanouissement, mais dans leur vie personnelle. Encore faut-il qu'ils aient le temps de s'y accomplir. André Gauron, comme depuis longtemps André Gorz ou Jacques Delors, estime que la réduction du temps de travail est un objectif incontournable du socialisme.

Un déficit social

Le dépassement du capitalisme ne peut se construire sur le rejet du marché. C'est au sein de l'économie de marché qu'il faut introduire la rose du socialisme. Car, comme le pense Karl Polanyi, partout où le credo libéral du marché autorégulateur règne, les mêmes phénomènes de décomposition sociale sont à

l'œuvre (marginalisation de populations entières, précarité, violence dans les banlieues, etc.). La protection sociale est donc un pilier de la démocratie, comme la liberté.

Encore faudrait-il pour accroître son efficacité qu'on la « désencastre » de la gestion de l'emploi. Notre auteur est séduit par l'utopie d'un « revenu garanti à vie ». Il a tout à fait conscience qu'il s'agit là d'un idéal. Mais pourquoi ne pas y regarder de plus près ?

Le cœur du livre d'André Gauron est consacré à l'économie mixte, qu'il estime être « l'avenir du marché », parce qu'elle peut articuler deux logiques que tout oppose : l'expansionnisme du marché (développement) et le territoire des individus (écologie). Le développement des villes conduit à renforcer l'économie mixte car la satisfaction des besoins collectifs renvoie presque toujours à des décisions publiques.

Ne voit-on pas aux Etats-Unis les libéraux dénoncer après le déficit budgétaire et celui du commerce extérieur le déficit social ? Quant à la bagarre sur les nationalisations, elle devrait perdre de son élan car « les socialistes français ont cessé de confondre propriété et marché : ils ont admis que le changement de nature de la première n'entraîne pas la sortie du second ».

Enfin, l'économie mixte favorise une meilleure préservation des sites et des espèces. « Au lieu d'intégrer la pollution au marché, il faut subordonner le marché aux exigences écologiques ». On trouvera bien d'autres réflexions courageuses dans le livre d'André Gauron : sur le capitalisme dans le tiers-monde, qui opère à la manière des « économies de comptoir » de la période coloniale ; sur la Communauté européenne, qui devrait réinventer pour ses parents pauvres de l'Est une Union des paiements, etc.

Une riche provende pour alimenter les débats, à l'un des carrefours les plus étonnants de l'Histoire.

PIERRE DROUIN

► *Les Remparts de l'argent*, d'André Gauron, éd. Odile Jacob, 270 p., 140 F.

La mosaïque orientale

Suite de la page 19

Pétroliers d'un côté, non pétroliers de l'autre, fabriquant tous des produits identiques, les Arabes se sont ainsi interdits de les échanger entre eux.

Dans cet ensemble aux interrelations si ténues, deux petits pays voisins d'Israël tranchent toutefois par un peu moins d'extrémisme (voir tableau) : la Jordanie, peuplée d'une majorité palestinienne, et le Liban sont présents non seulement sur les marchés du Golfe, mais aussi d'Egypte et de Syrie. Tous deux sont ouverts aux productions et aux travailleurs des autres pays arabes : le Liban, avant la guerre civile, comptait jusqu'à deux cent cinquante mille immigrants syriens ; la Jordanie, près de cent mille Egyptiens venus dans l'agriculture et le bâtiment à la rescousse d'une main-d'œuvre vidée par la ruée vers le Golfe.

Une économie intégrée

Le pétrole a en effet créé l'unique embryon d'intégration régionale. Politique d'abord, on le sait : il a irrigué tout à la fois le refus arabe d'Israël, l'occupation syrienne du Liban et la réislamisation des sociétés, mais également économique, en ouvrant dans le Golfe le troisième marché international du travail migrant. Aux beaux jours de la rente pétrolière, trois millions et demi d'Arabes expatriés dans le Golfe apportaient un ballon d'oxygène aux économies des voisins d'Israël (voir carte).

Les complémentarités dont pouvait naître une économie arabe intégrée ne furent cependant jamais poussées suffisamment loin. La région possédait tous les ingrédients d'un développement réussi, qu'aucun Etat ne réunissait à lui seul : capital, ressources, main-d'œuvre, savoir-faire et marché solvable. Attelés par de multiples tensions liées de près ou de loin au conflit israélo-arabe, les rivalités entre Etats-nations entravèrent cependant l'éclosion d'une véritable classe d'entrepreneurs supranationale, qui seule aurait pu

féconder ce potentiel. Gageons qu'une fois la paix revenue, la place sera à prendre.

Trois challenges semblent pressentir, entre lesquels une ère de partage pourrait se jouer. Les Libanais sont les premiers désignés, qui avaient su déployer un réseau de services, de commerce et d'in-

Les partenaires commerciaux des voisins d'Israël

(en pourcentage de commerce extérieur au cours des années 80)

	Egypte	Jordanie	Liban	Syrie	Ensemble
Pays du Golfe (sauf Irak)	2,1 %	20,9 %	15,1 %	2,3 %	6,5 %
Autres pays arabes	0,6 %	9 %	13,3 %	3,1 %	4,1 %
Reste du monde	97,3 %	70,1 %	71,5 %	94,6 %	89,4 %

(Source : Nations unies, Commission économique pour l'Asie et l'Océanie.)

dustrie légère aux dimensions de l'Orient arabe, avant que la guerre les déchire quinze années durant. Leurs atouts techniques sont aujourd'hui sans doute érodés par la longue léthargie forcée des universités, mais surtout dispersés de par le monde, loin du théâtre de la reconstruction. Pour autant que la paix survive au départ des Syriens à l'automne 1992, c'est en reprenant leur rôle d'interface entre l'Orient pétrolier et l'Occident industriel qu'ils pourraient redresser leur pays.

Les Palestiniens, quant à eux, possèdent de solides cartes pour rapprocher entre elles les économies de la région. Un demi-siècle de dispersion les a solidement installés dans ses centres décisionnels. Ils sont sept cent mille dans les pétromonarchies de la Péninsule, aux rangs axiaux de l'administration, des services et de la

petite industrie, un demi-million au Liban, trois cent mille en Syrie et plus d'un million et demi en Jordanie, peut-être partie de la Palestine future.

Un retrait contraint de la terre, la compassion internationale et la solidarité dont ils firent preuve en la matière, leur ont fourni le temps et les moyens d'élever leur instruction à un niveau de loin supérieur à celui de tous les frères arabes, Libanais exceptés. La solution d'un conflit amènera certainement une partie d'entre eux à gagner le nouvel Etat. Mais pas

tous. Des liens tissés au cours des années d'exode, pourraient naître autant de partenariats et la carte de la diaspora tracer l'espace d'échanges d'une Palestine en paix.

Les Israéliens enfin jouissent de capacités techniques supérieures et de positions mieux assurées en Occident que les Libanais. Mais ils ont à inventer leur mode d'intégration dans cette région où l'histoire fut implacable à ceux qui en refusèrent tout uniment la langue et la religion. Leurs savants le savent bien, qui offrent les travaux les plus percutants sur les Croisades et le Royaume latin de Jérusalem, mort selon eux d'avoir troqué l'armure pour le comptoir affable du boutiquier, mais probablement plutôt, comme les pieds-noirs, de n'avoir jamais adopté la langue arabe.

PHILIPPE FARGUES

alternatives ECONOMIQUES

novembre 91

IMPÔTS : oui à la hausse

TRANSPORTS AERIENS : massacre à l'américaine

ALTERNATIVES ECONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT
21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76

L'HIERMES Editeur

Tel. (1) 46 34 07 70

METHODE DE REVISION :

- Techniques du commerce international
- Etudes de cas de Comptabilité

D. NICOLLE 3ème éd. 1991
N. JOURNO 1ère éd. 1991

Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Capitac la Société Française de Capitalisation

Comptes de l'exercice 1990-1991 clos le 28.08.1991

Actif net au 28.08.1991 : F. 1.148.510.844 contre F. 205.873.142 l'année précédente

Performance entre le 28.08.1990 et le 28.08.1991 : + 9,69 %

Performance entre le 28.12.1990 et le 25.10.1991 : + 9,51 %

Valeur liquidative au 25.10.1991 : F. 1.226,31

Le Président Jean de LA CHAUVINIERE a déclaré : Capitac a su maintenir au cours de l'exercice 1990/1991 ses performances dans un environnement mondial particulièrement difficile. Dans un contexte d'inflation maîtrisée, le manque de vigueur de l'économie française et son incidence sur l'évolution du chômage laissent espérer pour les mois qui viennent une détente des taux d'intérêt dont le portefeuille de Capitac ne pourra que profiter. Afin de bénéficier de l'amélioration des marchés, nous accentuons le caractère obligataire long terme de la Sicav, ce qui nous amène à renforcer nos lignes d'emprunts à taux fixes.

A.G.O. du 28 octobre 1991

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

Hubert ZIESENISS

Jacques LOUVET

associés dans

PARMEDIAS

ont acquis

**SOCIÉTÉ D'EXPANSION TECHNIQUE
ET ÉCONOMIQUE**

Trianon Finance

a conseillé les entrepreneurs dans les négociations
et a organisé le financement de l'acquisition
en association avec

SOFINETI

LION EXPANSION

CREDIT LYONNAIS

BNP

CREDIT NATIONAL

EUROMEZZANINE



OCTOBRE 1991



**CAISSE CENTRALE
DE COOPÉRATION
ÉCONOMIQUE**

**EMPRUNT
OCTOBRE 1991
GARANTI PAR L'ÉTAT**

**EMPRUNT 9 %
assimilable à l'emprunt 9 % Avril 1991**

Montant : F 500.000.000.

Prix de souscription : 104,84 %, soit F 5.242,00 par obligation, dont F 5.009,60 représentant le prix d'émission et F 232,40 représentant le coupon couru.

Date de jouissance : 13 mai 1991.**Date de règlement des souscripteurs** :

18 novembre 1991.

Durée : 10 ans et 177 jours.

Intérêt annuel : 9 %, soit F 450 par obligation payable le 13 mai de

chaque année et pour la première fois le 13 mai 1992.

Taux de rendement actuariel : 8,96 % au jour de règlement.

Amortissement normal : au pair, in fine, portant sur l'ensemble des obligations assimilées, le 13 mai 2002.

Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse, OPA et OPE.

Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'information (visa COB n° 91-414 du 29.10.1991) est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la Caisse Centrale de Coopération Économique, Cité du Retiro, 35-37, rue Bolsey-d'Anglas, 75008 Paris, et auprès des établissements chargés du placement BALO du 04.11.1991.

**LE JEUDI 12
DATÉ 13 DÉCEMBRE**

**DOSSIER
SPÉCIAL
ÉPARGNE
PLACEMENTS**

Pour tout renseignement
Publicité financière
46-62-73-57

**35 000
DÉCIDEURS
FINANCIERS
lisent le Monde.
Le Monde
est
leur premier
quotidien
d'informations
générales.**

(IPSCS 91)



Résultats consolidés

**1,8 milliard de francs au premier semestre 1991
plus de 3,7 milliards de francs pour l'année.**

Le Conseil d'Administration de la Compagnie de Suez, réuni sous la présidence de Monsieur Gérard Worms, a examiné les comptes consolidés du 1er semestre 1991.

Le résultat net du premier semestre s'est élevé à 1,83 milliard de francs (part Suez). Ce résultat ne saurait être directement comparé à celui du premier semestre 1990 (2,74 milliards de francs) qui intégrait des plus-values très importantes liées au reclassement des titres du Groupe Victoire. Il est en revanche très proche du demi-résultat (1,85 milliard de francs) de l'exercice 1990.

Sur l'ensemble de l'année 1991, les perspectives de résultats consolidés sont supérieures aux résultats atteints pour l'année 1990. Les résultats du second semestre devraient en effet enregistrer une sensible progression par rapport à ceux de l'année précédente.

Contribution des différents secteurs d'activité

Pour le premier semestre les contributions consolidées des secteurs Banque et Assurance sont en progression, le secteur Industrie et Services enregistrant un très net recul, principalement du fait de l'évolution des métaux non-ferreux. L'évolution du secteur Compagnie de Suez et divers s'explique par les plus values réalisées au 1er semestre 1990 à l'occasion du reclassement des titres du Groupe Victoire.

	En milliards de francs	Banque	Assurance	Industrie et Services	Cie de Suez et divers
1er semestre 91		0,87	0,41	0,32	0,23
1er semestre 90		0,76	0,16	0,88	0,94

Actif net consolidé réévalué par action

Au 30 juin 1991, l'actif net consolidé réévalué par action s'élevait à FRF 542 contre FRF 504 au 31 décembre 1990, hors primes de contrôle.

**

Par ailleurs, le Conseil d'Administration s'est prononcé sur l'engagement de trois opérations visant à la restructuration des activités de capital développement du Groupe, qui cède sa participation dans la Compagnie de Penhoët et renforce sa présence dans les sociétés Parthéna Investissement et Comiphos.

شركة من الجزائر

Le Monde
des

Carrières Européennes en Entreprises

Notre client est un groupe agro-alimentaire européen aux performances exceptionnelles, avec des filiales en France, Italie, Royaume-Uni, Espagne, Allemagne, Suisse et réalisant un CA de 3 MdF. Après avoir mené une phase d'expansion intensive à travers l'Europe, s'appuyant sur le développement de nouveaux produits et un programme d'acquisitions ambitieux, le groupe est aujourd'hui leader européen sur son marché.

International Controller

Lugano/Suisse

Rémunération motivante

Rattaché au Vice Président et agissant à l'échelle du groupe, il prend en charge l'élaboration et la mise en place d'un système homogène de planification, contrôle et reporting ; il est également responsable de la coordination des fonctions de gestion au niveau des filiales.

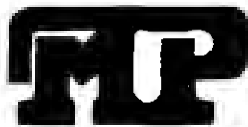
Cette fonction de création fait de son titulaire un membre à part entière de l'équipe de direction européenne ; il offre donc la possibilité à un candidat particulièrement motivé de jouer un rôle clé dans un environnement en pleine expansion.

Agé de 30 ans minimum, vous avez acquis une expérience opérationnelle et fonctionnelle dans un contexte international et maîtrisez parfaitement le français comme l'anglais. Rigoureux, méthodique et efficace, votre personnalité vous permettra de réaliser vos objectifs ; des déplacements internationaux courts mais réguliers sont à prévoir.

Un système de rémunération très attractif vous sera proposé : contrat de travail suisse prévoyant un salaire de base substantiel, un bonus annuel, une voiture de fonction, un plan de retraite et la prise en charge de votre déménagement. Une école internationale est située près du lieu de travail.

Contactez Richard Bolster au (33-1) 45.53.26.26 ou adressez CV détaillé complet + photo à Michael Page International, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. RB7463MO.

Michael Page International



Specialist in Finance Recruitment
Amsterdam - Eindhoven - Antwerpen - Brussels - Düsseldorf -
London - Lyon - Paris

de : Thomas le Carpentier - Réf. : à rappeler TCM 633

à : un candidat âgé d'environ 35 ans avec une expérience significative de direction financière en Espagne ou en Amérique latine. Bilingue français-espagnol, il sait animer une petite équipe performante, superviser les comptabilités, assurer le contrôle et le reporting aux normes anglo-saxonnes.

obj : **CONTROLLER** - MADRID - 450 KF +

Un groupe d'investisseurs, en forte expansion en Europe, spécialisé dans la création et la gestion d'importants programmes immobiliers, structure son équipe financière, et recherche celui qui saura, d'une part, mettre en place les outils de gestion de ses projets, et d'autre part gérer opérationnellement l'ensemble de ses réalisations.

Garant des informations chiffrées, légales et économiques, il met en place les plans de financement, les budgets, suit les programmes en cours, gère le patrimoine existant.

DEPARTEMENT FINANCE

5, Avenue Erlanger 75016 Paris - Tél : (1) 45.20.31.00 - Fax : (1) 45.20.30.36

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
International

JURISTE INTERNATIONAL



BNP Capital Markets Limited, filiale anglaise à vocation financière européenne et internationale connaît une croissance de son activité grâce à l'engagement de ses collaborateurs et la qualité de ses prestations.

Agé de 28/30 ans, vous êtes titulaire d'un DESS ou d'un DEA de Droit des Affaires et justifiez de quelques années d'expérience, de préférence dans un contexte international (milieu bancaire apprécié).

Vous possédez de solides connaissances en Droit des Obligations, Droit Bancaire/Financier et Droit Fiscal.

Très rapidement opérationnel, vous intégrerez une équipe de juristes et serez amené à conseiller les différentes cellules d'exploitation et à les assister dans leurs négociations avec une clientèle internationale.

Pour ce poste basé à Londres, une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à BNP Capital Markets Limited - Head of Personnel - B/13 King William Street LONDON EC4N 7DN



NOTRE BANQUE A SES METIERS

Kuwait University Department of Mathematics

Applications are invited for the appointment to the post of: Professors, Associate Professors, and Assistant Professors for the Spring Semester starting February 1, 1992 or the academic year 1992-1993. The Department would welcome well qualified Ph.D. Holders in the fields of Mathematics, Applied Mathematics, and Computer Science to support both teaching and research. The successful applicants for Professorship will be expected to exercise a special responsibility in providing leadership and fostering excellence in research, teaching, professional activities, and policy development in the Department of Mathematics, University, and community both scholarly and general.

Teaching Language: English.
Appointment: Contract basis.

Application together with curriculum vitae, list of publications, and names of at least three references should be mailed to:

CHAIRMAN - DEPARTMENT OF MATHEMATICS
Faculty of Science
Kuwait University
P.O. Box 5969
Kuwait, Kuwait 13060

Fax: [965] 484-5839 or [965] 484-8648
Telephone: [965] 481-1188 Ext. 5366

Closing date: **NOVEMBER 15, 1991**
Salary and benefits are very attractive.

GRAND ÉTABLISSEMENT BANCAIRE MAROCAIN

recherche
pour sa Direction Informatique à CASABLANCA :

« UN DIRECTEUR INFORMATIQUE »

(environnement IBM grands systèmes, avec des méthodes et des outils avancés).

« CINQ CHEFS DE PROJETS »

en vue du développement de son plan informatique.

Une formation de grandes écoles d'ingénieurs (X, Mines, Télécom, Ponts, Centrale, Supélec...).

Ces postes seront évolutifs au sein de la Direction de la Banque. Une expérience minimum de 3 ans est souhaitée.

La connaissance du milieu bancaire et la nationalité marocaine seront des atouts importants.

Sous n° 8416 La Monde Publiée
15-17, rue du Col.-Pierre-Avie
75902 Paris Cedex 15

SECTEUR TERTIAIRE

DIRECTEUR
DE FILIALE

Un groupe français de tout premier plan (20 000 personnes), leader sur son marché et travaillant en partenariat étroit avec les collectivités locales (municipalités - départements - régions) recherche le directeur d'une de ses filiales (300 personnes) en grande région parisienne.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, il aura 8 à 10 ans d'expérience professionnelle impliquant animation, gestion et développement commercial d'un centre de profit, ainsi qu'une direction d'équipes étoffées et opérationnelles.

Nous recherchons un candidat solide, autonome et fortement motivé pour la gestion d'une activité de services ou grand public.

Ecrire sous réf. 45 A 2300-1M

Discrétion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil
75015 Paris



120 MILLIARDS DE TOTAL DE BILAN

NAISSANCE D'UN GRAND
DU CRÉDIT IMMOBILIER

En regroupant au sein d'un réseau 140 sociétés solidement implantées sur tout le territoire, le législateur vient de consacrer l'émergence d'un intervenant majeur dans le secteur du crédit immobilier et de la promotion.

Pour animer ce réseau des Sociétés de Crédit Immobilier
son organe central recherche son

DIRECTEUR GENERAL

Homme de dialogue et de négociation, ayant l'expérience de la gestion de grandes organisations décentralisées, tourné vers le service à des entités opérationnelles autonomes évoluant dans un environnement très concurrentiel, le Directeur Général saura développer imagination et initiative.

Il sera chargé de mettre en oeuvre la politique définie et de coordonner la réalisation d'un projet d'envergure.

Une bonne culture financière ou une connaissance des différentes composantes du secteur immobilier serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature à la
CHAMBRE SYNDICALE DES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT IMMOBILIER
14, rue Lord Byron - 75384 PARIS CEDEX 08.

L'ARGUS Le Monde

LE FORUM DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

Passeport
pour
l'Assurance.

Bac +2 à Bac +5, jeunes cadres,
pendant 2 jours, venez rencontrer
des assureurs qui recrutent.

RENCONTREZ LES RESPONSABLES DES GRANDES SOCIÉTÉS
ET COURTIERS D'ASSURANCES, PARTICIPEZ AUX CONFÉRENCES.

TIRAGE AU SORT AVEC VOTRE INVITATION,
GAGNEZ UN VOYAGE PARIS - NEW-YORK POUR 2 PERSONNES*

ENTRÉE GRATUITE



* Pour obtenir votre invitation, écrivez à :
L'Argus - service M - 2, rue du Châteauneuf - 75009 Paris

29-30 NOV. 91 - CNIT - PARIS LA DÉFENSE

29 nov. de 10h à 19h • 30 nov. de 10h à 18h

Ce groupe mondial - 4000 personnes - CA 4 Milliards de Francs - produit et distribue des panneaux de fibres de bois destinés à la Grande Distribution (commerce du bricolage) et à l'industrie du meuble (cuisines, salles de bains, bureaux).

Le groupe est fortement implanté en Allemagne (67% de l'activité).

Dans le cadre de la réorganisation de sa Division Europe, il crée la fonction de

DIRECTEUR
FRANCE

Vous assurez notre présence et notre développement en France. En particulier, votre mission première est de mener à bien l'ouverture d'un bureau à 60 km au Nord-Est de Paris (recrutement et animation de l'équipe) et de développer notre Chiffre d'Affaires en direction de l'industrie du meuble.

Vous dirigerez également un bureau existant déjà en frontière allemande, et qui a réalisé un CA de 105 MF en 91 dans le secteur Distribution.

Le groupe met à votre disposition une infrastructure solide, et des moyens logistiques importants.

A 40 ans, diplômé d'une grande école de gestion ou d'ingénieur, vous avez une expérience de 10 ans minimum à des fonctions similaires, impliquant négociation et développement commercial. L'industrie du Bois ou, à défaut, un secteur proche vous est familier. La connaissance de l'allemand est indispensable.

Notre Conseil, Danielle BOULOS, vous remercie d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 881 M à Séreys Consult Associés - Département M.R.H. (Management et Ressources Humaines) 17, rue du Sergent Bauchat 75012 PARIS. Discrétion absolue.



Séreys
Consult Associés

Directeur
de l'Audit Interne

Lyon

Le Groupe GERLAND, avec ses trois divisions, (routes, sols, élastomères, totalisant un CA d'environ 4 milliards de Francs et réalisant de très bons résultats), avec une soixantaine de filiales en France et à l'étranger, et 5 000 personnes employées est une belle histoire industrielle et humaine.

Le Directeur de l'Audit Interne anime deux collaborateurs et son poste a une double responsabilité : - il est un outil de contrôle interne, intervenant dans de nombreux secteurs de l'entreprise, en France et à l'étranger, et rendant compte à la Direction Générale, - il est un conseil auprès des opérationnels et leur doit des recommandations et des propositions.

Jeune européen, homme ou femme, vous avez une formation de base type Ecole Supérieure de Commerce (ou d'Ingénieur) + DECS... Vous faites vos armes depuis 5 ans dans un Cabinet d'audit anglo-saxon, parlez bien sûr anglais et vous désirez maintenant intégrer l'entreprise.

L'étendue des missions et la diversité de nos activités devraient, pour vous, être un enrichissement et vous permettre à terme, compte tenu de vos compétences, de connaître une évolution conforme à vos aspirations.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. LAJ 1183 M à SEFOP qui est depuis 30 ans notre Conseil.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec



Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes	appartements achats	locations non meublées demandes	hôtels particuliers	bureaux
3^e arrdt BEL IMMEUBLE GRAND STUDIO POUTRES REFAITES PROX INTERESSANT 45-04-23-15.	5^e arrdt RUE CLAUDE-BERNARD Imm. pierre de taille rénovée, escal. 4 ^e ét. Balc. 4 p., 2 bns poss. Pr. intéress. - 45-04-24-30.	Paris Collaboratrice du journal, rech. STUDIO sur Paris, 14 ^e , 19 ^e arr. Boulogne/les-les- Moulineux ou Montrouge. Loyer 2 700 F, charge comm. maxim. Tél. heures bureau 12 h/13 h - 17 h 30/ 18 h 30 au 45-82-72-86.	VINCENNES Bois, château. HOTEL PART. S/3 niveaux. GD LIV. 4 CHAMB. 4 bns Terrasse Garage 8 500 000 F. 45-04-24-30.	Locations VOTRE SIEGE SOCIAL DOMICILIATIONS SARL - RC - RM Constitution de sociétés Déplacements et tous services Déplacements téléphoniques. 43-55-17-50
95- Val-d'Oise Sannois 95 PROX. tous commerces, 9 ^e RER APPT 4 P. DUPLEX 80 m ² + 14 m ² terrasse. 2 wc, s.d.b., bns rangements. Frais notaire réduits (3 %). 800 000 F Tél. : 34-16-64-14, domic. Tél. : 34-81-62-11, bureau.	Paris URGENT rech. pour dirigeants dirigeants d'importantes groupes anglo-saxons LUXUEUX APARTEMENTS MEUBLES DURÉE 1 A 2 ANS. LOYERS GARANTIS. Tél. : (1) 45-27-12-19	Paris URGENT Part. cherche à louer dans Paris. CHAMBRE AVEC DOUCHE (meublé ou non) Loyer : env. 1 500 F cc Tél. : 43-38-76-14 rép.1.	maisons individuelles A 130 km Paris : orléans Orléans, 18 km Sully-Lore, chasse, pêche, maison 140 m ² sur 2 niveaux, 15 confort, garage, cave, puits sp., cheminée, sur 3 900 m ² Pr. 850 000 F. Tél. : 38-87-70-81	VOTRE SIEGE SOCIAL A L'ETOLE 10 ^e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR HUGO Bureaux, appart., 10 ^e ét., 100 m ² , Domicil. : 150 à 395 F/M. CIDES 47-23-84-21.
Province NICE Part. vol. 2 p. cul., s. baine, 11 conf. 85 m ² bien placé. Pr. 400 000 F. Tél. au 48-47-59-26, à part. de 19 h 30.	terrains SEIGNOSSE Beaux terrains bords d'env. 1 000 m ² , à 5 min. du golf 15 trous, et 4 km de l'océan. A partir de 218 000 F hors taxes. Tél. : (16) 58-43-31-26.	Région parisienne URGENT, couple rech. F2/F3 avec balcon, park, si possible sur Montrouge, Vanves, Malesherbes. Loyer environ 3 500 F + 4 000 F 14-16-45-74 no. 30.	villas MAROLLES-EN-BRIE VAL-DE-MARNE Vila 7 pièces sur 900 m ² terrain, rez-de-ch., séjour côté côté, cheminée, 2 chbres, salle de bns. cuis. équipée, w.c., buanderie 1 ^e ét. : 2 chbres, s. de bns, dressing, garage 2 voitures, terrasse 200 m ² , quartier résident., proche commerces, écoles, lycée, équip. sports, golf, tennis, centre équestre. Pr. : 1 600 000 F. après 18 h : 45-98-12-78.	boutiques Ventes 10 ^e BD ST-MARTIN Bout. Te commerces murs et fonds. Pr. : 1 050 000 F. G.L.T. : 47-66-06-38.
				Antilles SAINT-MARTIN MARIGOT Murs libres. Bout. 50 m ² d'angle. Emplacement exceptionnel. Tél. : 42-48-55-00 M.-P. ABOUKRAT.

فيلد في ليد

MARCHÉS FINANCIERS

Troisième Forum « le Monde » Le Mans

Comment les économistes pensent-ils l'argent ?

Pour la troisième année consécutive, le Forum le Monde-Le Mans a réuni, du 28 au 30 octobre, des chercheurs de disciplines variées (le Monde du 20 septembre). Face à un public nombreux, trente spécialistes se sont demandés : « Comment penser l'argent ? ». Une problématique qui s'est révélée riche en pistes de réflexion pour les historiens, les juristes et les philosophes. Mais les propos conjugués de nombreux économistes ont dominé les discours échangés dans la salle du palais des congrès et de la culture.

LE MANS

de notre envoyé spécial

« Beaucoup d'espèces disparaissent, notamment les espèces sonantes et trébuchantes. » Ces propos de notre chroniqueur Roger-Pol Droit, prononcés en ouverture de la deuxième journée du Forum consacré aux perplexités d'aujourd'hui, s'adressaient à tous, mais sans doute d'abord aux économistes. Car si le concept de l'argent renvoie à des notions fugitives, souvent contradictoires et toujours restrictives, si l'argent est à bien des égards ce « support de toutes les sacralisations, de toutes les diabolisations », pour reprendre les termes de M. Marc Guillaume, professeur à l'université Paris-IX-Dauphine, alors il nous reste sa « face sororité et technique » : la monnaie. Et somme, si la notion d'argent relève bien souvent de l'imaginaire et du fantasme, la monnaie n'est-elle pas, en revanche, un concept rigoureusement maîtrisé par les économistes ? M. Guillaume l'a d'ailleurs rappelé : « Les économistes s'intéressent à la monnaie, aux échanges économiques, mais pas à l'argent. »

L'aspect immatériel de la dépense

Comment penser l'argent ? Il suffirait donc de penser l'objet technique qu'est la monnaie, cet « aspect utilitaire » de l'argent, pour citer encore M. Guillaume. Mais si la notion est clarifiée, sa réalité en devient-elle pour autant mieux définie ? Ses mécanismes plus sûrement maîtrisés ? Car si l'essentiel de la circulation monétaire au début du siècle en France était constitué de pièces et de monnaie fiduciaire, a rappelé M. Christian de Boissieu, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, il s'agit aujourd'hui d'un « pourcentage faible de la masse monétaire ». A l'heure du règne de l'informatique et de la télématique, l'évolution des techniques nous a ainsi conduits de la monnaie-marchandise au « comptabilisme universel du jeu des écritures », puis à la monnaie électronique. Une tendance générale à la « dématérialisation » des supports monétaires, par laquelle, a-t-il ajouté, « la plume du comptable est remplacée par les touches du traitement informatique ».

Face à cette profonde « dématérialisation » technologique de la monnaie, penser l'argent consiste alors à réfléchir aux conséquences du télépaiement et de la monnaie. En somme, et plus largement, en quoi l'électronisation généralisée des flux monétaires bouleverserait-elle notre rapport à l'argent ? Les cartes de crédit « produisent de l'espace et du temps », a notamment indiqué M. de Boissieu, évo-

quant la plus grande liberté de règlement dans l'espace (voyage) et dans le temps (paiement différé). Un rapport par ailleurs moins « douloureux », car il donne un aspect immatériel à la dépense opérée, selon M. Guillaume, une véritable « utilisation de la violence liée à l'argent ».

A l'évidence, ces importantes mutations des techniques monétaires accentuent l'abstraction de la notion d'argent. Mais la pratique de cette « monnaie évanouie » n'offre-t-elle pas, en revanche, les garanties d'une maîtrise plus rigoureuse ? Les mécanismes financiers, notamment, « ne permettent-ils pas d'échapper aux incertitudes » ? Interrogation formulée par M. Henri Bourguinat, professeur d'économie à l'université Bordeaux-I, et dont la réponse s'est voulue perplexe. Son constat ? Penser l'argent des marchés financiers entraîne la prise de conscience d'un risque de découplage. La sphère de la finance présente une fâcheuse tendance à « se couper de l'économie réelle, alors qu'elle devrait être à son service », a-t-il expliqué. Les « bulles spéculatives », la baisse de l'investissement productif au profit des placements boursiers, sont autant de signes d'une « arborescence des économies financières » établie en système, moins maîtrisable, selon lui, et qui favorise la « déconnexion ».

Irreductible de la monnaie, autonomie perverse de la sphère financière, la question « comment penser l'argent ? » a tout naturellement suscité des interrogations sur l'avenir. Car l'argent n'est-il pas, en dernière analyse, ce qui préside aux grands équilibres économiques de notre époque ? Banalité sans doute, mais qui méritait d'être actualisée à la lumière des problèmes spécifiques de l'heure. Pourtant, cette fois, sur les enjeux d'une maîtrise de l'ordre économique mondial, la réflexion s'est levée sur « l'argent demain », menée par Jacques Lesourne, directeur du Monde, s'est développée autour de trois notions : la monnaie, le revenu, le patrimoine, présentés comme trois « correspondants » de l'argent. Problème de monnaie d'abord, avec, entre autres difficultés, celle du contrôle de la masse monétaire par les gouvernements. D'où la « construction de politiques de régulation macro-économique », plus nécessaire que jamais, et notamment à l'égard des risques d'inflation qui menacent les économies de l'Est. Problème de revenu ensuite, car si la mondialisation accélérée de l'économie accentue « la dichotomie entre le niveau de vie et la qualité de la vie », elle s'accompagne d'une nette tendance à « la dispersion plus grande des revenus primaires », conséquence du développement d'un véritable marché mondial du travail.

Problème de patrimoine, enfin, dont la valeur est « liée à des services futurs », et qui, à ce titre, peut parfois s'effondrer. C'est le cas notamment des « cathédrales sidérurgiques de l'Est », qui sont devenues brutalement sans valeur dès l'instant que l'on va vers d'autres systèmes de prix. L'analyse de ces « futurs concevables » a sans doute soulevé plus d'interrogations qu'elle n'a fourni de réponses définitives. A l'image des réflexions, nombreuses également, menées par les philosophes, les juristes et les historiens. Et c'est par la diversité des voies explorées que ce Forum a su donner une dimension nouvelle et actuelle à ce vieux problème.

OLIVIER PIOT

Participations croisées dans le courtage

Alliance entre le courtier français SIACI et le britannique Jardine Insurance Brokers

La Société intercontinentale d'assurances pour le commerce et l'industrie (SIACI), septième courtier français en importance, spécialisée dans le risque des entreprises, vient de signer avec JIB (Jardine Insurance Brokers), huitième courtier mondial et filiale de courtage du britannique Jardine Matheson, un accord d'échanges de participations. Au terme de cet accord, le courtier français détient 7,13 % de la filiale du conglomérat, tandis que celui-ci sera actionnaire à 27 % du courtier français.

Selon M. Claude Chouarqui, président de la SIACI, cet échange de participations va permettre à ce groupe de bénéficier de la forte implantation de Jardine dans les pays du Sud-Est asiatique, alors que la SIACI n'était présente jus-

qu'à présent que dans onze pays : en Europe (Grande-Bretagne, Italie, Suisse, Espagne), aux Etats-Unis (seul courtier français implanté), en Afrique de l'Ouest (Cameroun, Côte-d'Ivoire, Gabon, Sénégal), à la Réunion et à Madagascar.

Cette alliance intervient au moment où Jardine Matheson introduit 30,2 % de JIB à la Bourse de Londres. JIB a réalisé, pour le premier semestre de 1991, un chiffre d'affaires de 63,8 millions de livres (839 millions de francs). Sur la même période, le courtier français a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 93 millions de francs.

F. Bn.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

24 octobre 1991

Total actif	661 630
dont :	
Or	172 747
Disponibilités à vue à l'étranger	133 272
Eau	58 823
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 218
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	60 750
Concours au Trésor public	26 440
Titres d'Etat (bons et obligations)	46 466
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	638
Effets privés	77 043
Effets en cours de recouvrement	42 829
Total passif	661 630
dont :	
Billets en circulation	253 551
Comptes courants des établissements financiers	46 466
Comptes courants du Trésor public	50 989
Reprises de liquidités	8 708
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de crédits de titres spéciaux	8 722
Eau à l'Etat (Fonds européen de coopération monétaire)	57 171
Reserve de liquidation des avoirs publics en or	196 074

TAUX DES OPERATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	8,75 %
Taux des pénalités de 5 à 10 jours	9,75 %
Taux des avances sur titres	12 %

TOKYO, 4 novembre

Clos

La Bourse et les marchés des changes étaient fermés lundi 4 novembre en raison de la fête de la culture.

Chute des résultats des maisons de courtage au Japon

Affectées par le tassement de l'activité boursière, les grandes maisons de titres japonaises ont enregistré en moyenne une chute de plus de 60 % de leurs bénéfices semestriels, et parfois des pertes. Au terme des six mois terminés le 30 septembre, correspondant à la période des scandales et dévotions leurs pratiques déplorables (traficants de faux, relations avec le pouvoir), qui coûtent leur place à nombre de leurs dirigeants, Nomura et Daiwa ont vu leurs profits nets fondre de 87 %. Nikko de 84 % et Yamaichi, la quatrième grande, accuse sa première perte depuis 1984. Les dix autres maisons de titres nipponnes de taille plus modeste sont toutes dans le rouge à l'exception de Kotenri.

Toutes invoquent la chute des volumes de transactions à la Bourse de Tokyo (36 % en moyenne) qui a tari les commissions de courtage alors que leurs frais fixes très élevés restent les témoins de leurs années euphoriques de forte croissance.

FAITS ET RESULTATS

Wagons-lits : OPA confirmée. - La commission bancaire et boursière a donné son accord pour l'OPA lancée par le groupe hôtelier Accor sur la Compagnie internationale des wagons-lits (CIWL). Le bénéfice net (part du groupe) de celle-ci a atteint 687 millions de francs belges (environ 106 millions de francs) au premier semestre 1991. Le résultat correspond à la période correspondante de 1990 grâce à la cession d'Eurostar France (restauration collective) et d'une option d'achat sur un immeuble à Levallois (Hauts-de-Seine). Le résultat courant enregistré une perte de 136 millions de francs belges (22,4 millions de francs), au lieu d'un gain de 933 millions de francs belges au premier semestre 1990, perte due aux effets de la crise du Golfe sur le tourisme. L'abandon, et, dans une moindre mesure, la location de voitures. Néanmoins, le bénéfice net devrait atteindre 2 milliards de francs belges en fin d'année grâce à un redressement du tourisme et des locations de voitures.

Partenariat au « Journal officiel » du décret autorisant la participation de Nee dans Bull. - La prise de participation de 4,7 % du constructeur informatique japonais Nee dans la Compagnie des machines Bull, maison mère du groupe français Bull, a été autorisée par un décret du ministre de l'Economie et des finances paru au Journal officiel du 1^{er} novembre. L'annonce est faite à la société Nee de 344 638 actions de la Compagnie des machines Bull au prix de souscription de 48 F par action est autorisée par un décret du jeudi 31 octobre. Lors d'une assemblée générale réunie mercredi 30 octobre, les actionnaires du groupe public avaient entériné la prise de participation japonaise dans la maison mère de Bull qui, par cette opération, récupère les 15 % que Nee détenait dans la filiale américaine Bull HN.

PARIS, 4 novembre

Poursuite du tassement

Après trois jours chahutés en raison de la fête de la Toussaint, la Bourse de Paris a repris son activité sans entrain. Jeudi 31 octobre, elle avait fermé ses portes avec un indice CAC 40 en baisse de 0,20 %. Quatre jours plus tard, lundi 4 novembre, elle a persisté dans sa morosité.

D'entrée de jeu, l'indice CAC 40 perdait 0,11 %. Au fil des heures, l'écart se creusait pour atteindre 0,67 % soit 1 844,32 points en début d'après-midi avant l'ouverture de Wall Street. L'explication de ce tassement vient une fois encore de la situation économique incertaine aux Etats-Unis.

Outre-Atlantique, la batterie d'indicateurs économiques publiés dernièrement prouve que ce pays est loin de vivre la reprise tant attendue. La perspective d'une nouvelle détente des taux d'intérêt aux Etats-Unis, ardemment souhaitée notamment par le président Bush pour dopper une économie américaine des plus languissantes, devrait susciter de nouveaux espoirs de diminution du coût de l'argent en France. Mais cette hypothèse de baisse du crédit n'est au dollar qui accentue son repli sur l'ensemble des marchés.

De plus, il stimule un transfert de capitaux des Etats-Unis vers l'Allemagne et conforte le mark vis-à-vis de toutes les autres monnaies et donc vis-à-vis du franc. Ce mouvement met en difficulté le devise française et perpétue, à une tension des taux à court terme en France (9 %), parmi les trois en hausse, on révoque l'entrée d'investissement BNP, les Skia Roussignol et Total (+ 3 %) en raison de la hausse des cours du pétrole. En baisse figurent Cap Gemini Soged et Dessau Aviation.

SEOUL

Implantation prochaine de quatre maisons de titres étrangères

Quatre maisons de titres étrangères vont ouvrir des bureaux à Séoul dans les mois prochains pour devenir ainsi les premières sociétés non coréennes actives sur la Bourse de Séoul. Le groupe Baring Securities et la société de Bourse de Hongkong Jardine Fleming devraient démarrer leur opération à la fin du mois, mais prochain, tandis que les américaines Citicorp Scrimgeour et Vickers et Merrill Lynch ouvriront des filiales respectivement en décembre et au début de l'année prochaine.

Jardine, Baring et Merrill Lynch devaient apporter un capital de 100 milliards de won (75,4 millions de francs) à Citicorp Scrimgeour doit investir un capital de 20 milliards de won (150 millions de francs). Les quatre sociétés ont reçu des lettres d'intention du gouvernement sud-coréen en mars, en prévision de l'ouverture de la Bourse de Séoul aux investisseurs étrangers le 1^{er} janvier prochain. Trente et une sociétés de Bourse locales ont rejoint en Corée du Sud et dix sociétés étrangères disposent de bureaux de liaison. La législation du marché sud-coréen est en cours d'adaptation à hauteur de 10 % du capital d'une firme locale et 3 % pour un investisseur étranger individuel.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citelux	3815	3811	Immo. Rénovée	820	820
Amulit Associes	290	285	Immo. Compagnie	155 50	155 50
B.A.C.	130	135	IP.B.M.	70	70
Banque Paribas	615	618	Loisirs Invest.	235	237
Boroni (Ly.)	328	325	Locomac	70 20	70 40
Boisnet (Ly.)	237	237	Motex Com.	98	95 20
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	871	858	Motex	154	
Calsonic	400	409	P&L Filippi	372	372
Carif	695	686	Renaud	462	
CEGEF	142		Renaud-Alp (Ly.)	219	318
CFPL	280	280	S.M.M.	171	171
C.N.M.	325	337	Solex Invest (Ly.)	101	
Cobas	289		Serbo	379 20	382
Conforama	770		S.M.T. Goupil	130	
Credex	170 50	171 20	Sopra	270	
Dagblin	381	380	TFI	345 50	348 80
Dalmeida	1225	1220	Thermador H. (Ly.)	295	297
Demachy Worms Co	348	337 80	Unilog	223	219 50
Dynalys	860	875	Viel et Co	88 50	
Dyval	280	263	V. St-Louis Groupe	841	848
Dyval	126 10	139			
Editions Belfond	240	236			
Europ. Propriétés	254	248 50			
Financor	133	132			
Financor	117	116			
Financor (Ly.)	127 80	134 80			
Grand Lini	434	439			
Groupe Orsay	190	190			
Rahm	958				
S.C.C.	232 50	229 50			
Idarona	120	122			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notation 10 % - Cotation en pourcentage du 31 octobre 1991

Nombre de contrats : 43 756

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	187,12	187,16	187,46
Précédent	187,20	187,22	187,50

Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92

CAC 40 A TERME

Volume : 10 641 (MATIF)

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 852,50	1 869,50	1 884,50
Précédent	1 862	1 876,50	1 886

CHANGES

Dollar : 5,6045 F

Les mauvaises statistiques du marché du travail en octobre et l'attente de la réduction du taux d'escompte aux Etats-Unis ont accentué la chute du dollar, lundi 4 novembre, sur le marché des changes européens. A Paris, le billet vert cotait en fin de séance à 5,6045 F au fixe contre 5,7195 F à la cotation officielle du 31 octobre (le marché français étant fermé vendredi 1^{er} novembre).

FRANCFORT 1^{er} novembre 4 novembre
Dollar (en DM) : 1,608 1,6375

TOKYO 1^{er} novembre 4 novembre
Dollar (en yen) : 138,74 Clos

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (4 novembre) : 6 15/16 - 9 1/4 %
New-York (1^{er} novembre) : 5 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

30 octobre 31 octobre
Valeurs françaises : 128,80 128,60
Valeurs étrangères : 117,10 115,40
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice global CAC : 493,71 494,72
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1861,86 1856,67

NEW-YORK (Index Dow Jones)

31 octobre 1^{er} nov.
Industriel : 3 069,10 3 056,35
Londres (Index Financial Times) : 31 octobre 1^{er} nov.
100 valeurs : 2 566 2 569,50
30 valeurs : 1 952,30 1 952,70
Mines d'or : 164,40 161,20
Fonds d'Etat : 56,92 56,56

FRANCFORT 31 octobre 1^{er} nov.

Dex : 1 582,06 1 573,55

TOKYO 31 octobre 1^{er} nov.

Nikkei Dow Jones : 25 644,24 Clos

Indice général : 1 881,76 Clos

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

1 an	8 7/8	9	9 1/16	9 3/16	9 5/16	9 7/16	9 3/8	9 1/2
6 mois	8 1/4	9 3/16	9 3/16	9 5/16	9 1/4	9 3/8	9 3/8	9 1/2
3 (100)	-	6	9 3/16	9 7/16	9 3/8	9 5/8	9 7/16	9 11/16
1 S	7 1/4	7 1/2	7 13/16	7 15/16	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16
1 (1 000)	16 5/8	16 7/8	10 3/4	11 1/8	18 7/8	11 1/4	11	11 3/8
1 an	10 7/16	10 9/16	10 7/16	10 9/16	10 1/2	10 3/4	10 1/4	10 3/8
6 mois	15 1/16	10 1/16	15 1/16	16 1/16	16 1/16	9 3/16	10 3/8	10 5/16

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	3	6	12	3	6	12	3	6	12
100	5 3/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
100	5 3/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
100	5 3/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
100	5 3/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
100	5 3/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
100	5 3/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
100	5 3/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
100	5 3/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
100	5 3/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
100	5 3/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RN

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Lundi 4 novembre : Claude Douillard, PDG du groupe Elfair.

Mardi 5 novembre : Xavier Goussier, chercheur au CNRS. (Sous réserve.)

Cours relevés à 13 h 47

31/10

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché coté

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

Le dossier de la télévision haute définition

La Commission européenne rencontre des difficultés pour imposer la norme D2 Mac

C'est cette semaine que le conseil des ministres chargés des télécommunications de la Communauté économique européenne va se pencher sur le dossier de la télévision préparatoire à la haute définition. Le projet de directive européenne imposant l'usage de la norme D2 Mac à tous les satellites de télévision au 1^{er} janvier 1992, adopté par la Commission européenne cet été (le Monde du 26 juin) et défendu par M. Filippo Maria Pandolfi, son vice-président, rencontre toujours l'hostilité des diffuseurs allemands, britanniques, danois et surtout luxembourgeois. Quant aux industriels, notamment Philips et Thomson, ils estiment ne plus pouvoir progresser tant que les programmes de télévision par satellites n'utiliseront pas cette nouvelle norme.

Si la directive reste dans les limbes, l'Europe sera devant un vide juridique: la directive imposant l'usage de la norme D2 Mac aux seuls satellites de télédiffusion directe (du type TDF 1) expire le 31 décembre et le procédé de « simulcast » (double diffusion en PAL ou SECAM et D2 Mac) est loin de faire l'unanimité. M. Pandolfi, afin de lever les oppositions, a prévu un soutien financier de 700 millions de francs aux diffuseurs et producteurs d'images qui devraient couvrir les surcoûts du passage de programmes en D2 Mac. Mais il y a urgence.

Le groupe Murdoch lance une émission obligatoire de 700 millions de dollars

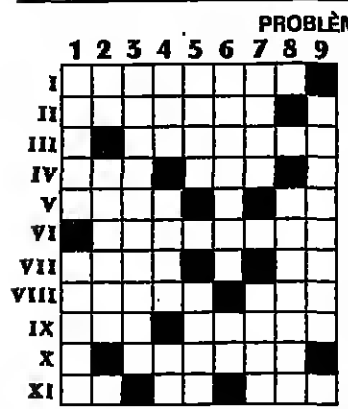
News Corp., le groupe de presse dirigé par le magnat australien Rupert Murdoch, a annoncé son intention, à la fin de la semaine dernière, d'emprunter 700 millions de dollars (4 milliards de francs) en émettant des titres obligataires sur le marché international. Ces fonds seront affectés à des investissements et au refinancement de la dette du groupe. Il y a un an, le milliardaire avait entamé des négociations difficiles avec des créanciers pour la réconciliation d'une dette de 8 milliards de dollars. Au terme d'un accord avec les banques, le groupe Murdoch devait réduire sa dette des trois quarts. Pour ce faire, huit titres de presse écrite, sur les onze détenus, ont été cédés. A ce jour, le plancher de 2 milliards de dollars de dette n'a pas été atteint. News Corp. demeure encore prépondérante aux Etats-Unis de la 20th Century Fox, de la Fox Broadcasting et de la maison d'édition Harper et Collins.

sant l'usage de la D2 Mac aux seuls satellites de télédiffusion directe (du type TDF 1) expire le 31 décembre et le procédé de « simulcast » (double diffusion en PAL ou SECAM et D2 Mac) est loin de faire l'unanimité. M. Pandolfi, afin de lever les oppositions, a prévu un soutien financier de 700 millions de francs aux diffuseurs et producteurs d'images qui devraient couvrir les surcoûts du passage de programmes en D2 Mac. Mais il y a urgence.

Le PDG de Canal Plus, M. André Rousselet, qui a rencontré le vice-président de la Commission européenne la semaine dernière, a indiqué aux Echos du 4 novembre que « l'aide de Bruxelles qui voulait convaincre les diffuseurs - hostiles au moindre investissement et qui ne croient que modérément au D2 Mac - de s'équiper de cette norme en usant de la contrainte et de l'aide financière » était « insatisfaisante » car s'appuyant sur « la méthode du fouet et de la carotte ». M. Rousselet note pour sa part que « les émissions pourraient être financées par la Commission, qui assurerait notamment le paiement des transpondeurs et pourquoi pas d'avantages ». Il incite aussi les « industriels et les diffuseurs à y mettre du leur » en s'inspirant des « réalités japonaises » comme la coopération financière sur la haute définition entre la télévision publique japonaise, la NHK, et l'industriel Sony.

Le groupe Harsant négocierait le rachat de Liberté Dimanche - Le groupe Harsant, déjà bien implanté en Normandie (Paris Normandie, le Havre Libre, le Havre Presse...) négocierait le rachat de Liberté Dimanche, titre détenu depuis 1971 par le groupe Amaury. Cet hebdomadaire, qui diffuse 44 000 exemplaires en Seine-Maritime et emploie 22 salariés (dont une dizaine de journalistes), a un chiffre d'affaires de 20 millions de francs. Pour le groupe Amaury, recentré autour des deux pôles que sont l'Équipe et le Parisien, le maintien de Liberté Dimanche dans son organisme n'a plus grande valeur stratégique.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
I. Ne s'intéressent pas du tout à ce qui est au-dessous de la ceinture. - II. C'est parfois un brouillon. - III. Serceur pour endormir. - IV. Circulent à l'étranger. Peuvient. - V. Une ville à trois. Peuvient. - VI. Devient difficile quand il y a beaucoup d'incidents. - VII. Désigne les lieux quand il est petit. Certain est mal fichu. - VIII. Circulent à Rome. Pele, en Angleterre. - IX. Une partie de la couronne. Pour la grosse artilerie. - X. Peut assommer quand il est de plomb. - XI. Au septième degré. Régies. Souvent pendu au bras des dames.

VERTICALEMENT
1. C'est une vraie patate quand elle est de Fontenay. Titres d'affiches. - 2. Note. Tout est noir quand il n'y en a plus. - 3. N'étaient d'abord que des ragots. - 4. Qui n'a pas circulé. Coule dans une île. Dans l'attente. - 5. Sur la Bidassoa. Peuvent.

MOTO 1985																							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24

PROBLÈME N° 5643
être mis dans le bain. - 6. Source de chaleur. Pronom. - 7. Est parfois contagieux quand il devient fou. Un dieu un peu veche. - 8. Quand il est grand, on en jette. - 9. Relever des affaires.

Solution du problème n° 5642
Horizontalement
I. Tergiversations. - II. Orion. Bât. Roc. - III. Ure. Drapement. - IV. Ronde. Hérissons. - V. Insulaires. Bée. VI. Se. Fère. Ost. Rue. VII. Ténace. Asie. Et. - VIII. Ebate. Côte. Ré. - IX. Soule. Bon. Mur. - X. Ovéas. Aprée. Sa. - XI. Piant. - XII. Epi. Sa. Sein. Fée. - XIII. Menteur. Ruat. - XIV. Eus. Enseigner. - XV. Sise. Agée. Sasse.

Verticalement
1. Touristes. Temps. - 2. Erro. née. Oé. Pé. - 3. Riens. Neuvaines. - 4. Go. Durable. Tue. - 5. Indicatesses. - 6. Arêtes. Au. - 7. Ebahie. Reg. - 8. Râper. Bers. Ne. - 9. Sténoécopie. Se. - 10. Missionnaire. - 11. Trée. Tôt. Ennuis. - 12. Ions. Emet. Aga. - 13. Octobre. Fins. - 14. Neutres. Étes. - 15. Sensée. Arène. Ré.

GUY BROUTY

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde	
Comité de direction :	
Jacques Lespérance, gérant directeur de la publication	
Bruno Frappat, directeur de la rédaction	
Jacques Guiz, directeur de la gestion	
Manuel Lucbert, secrétaire général	
Rédacteurs en chef :	
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)	
Thomas Ferenczi, Philippe Herremen, Jacques-François Siman	
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)	
Anciens directeurs :	
Hubert Beuve-Méry (1944-1988), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1988), André Fontaine (1988-1991)	
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :	
15, RUE FAUCONNIER 75001 PARIS CEDEX 15	
Tél. : (1) 40-55-25-25	
Télécopieur : 40-55-25-99	
ADMINISTRATION :	
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94862 VRY-SUR-SEINE CEDEX	
Tél. : (1) 40-55-25-25	
Télécopieur : 40-50-30-10	

CARNET DU Monde

Naissances

- Jacques OSTIER, Brigitte OLIVIER, sont heureux d'annoncer la naissance de la sœur de Simoa Pierre.

Hannah BOUVIER, le 23 octobre 1991, chez leurs enfants Florence et Henry.

- Guy et Ghislaine RAMBALDI-BREGE avec Georges, Pierre, Emmanuel, Julien et Romain, ses frères.

ont la joie de faire part de la naissance de

Lucas, le 28 octobre 1991.

93, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Décès

- Dans l'espérance de la résurrection

Xavier BARCAT

nous a quittés le 28 octobre 1991 pour trouver la Paix.

De la part de Odile Barcat, sa femme, Florian, Anouck, Fanny et Jaathan, ses enfants, Jean et Odile Barcat, ses parents, Jacqueline Leclabart, sa belle-mère, Evelyne et Jean-Pierre Eck, Laurence et André Vallet, Dominique et André Fos, Régis et Dominique Barcat, Bénédicte et Bruno Houel, Thierry et Lucinda Barcat, Sylvain et Mireille Barcat, Denis et Maryvonne Leclabart, Jérôme et Laurence Leclabart, ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, et leurs familles.

Nous nous réunirons tous autour de lui en la collégiale Notre-Dame de Mantes-la-Jolie, le lundi 4 novembre, à 14 h 30, pour prier ensemble dans la certitude de l'au-delà.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue du Caland-Mall, 78200 Mantes-la-Jolie, Moulin de la Monticent, Gailion, 78250 Meulan, 30, avenue du Bois-de-la-Marche, 94420 Vaucluse.

- Greabelle, Villaurbanne, Vézère. Marc, Mireille Bonnet, Marie-Françoise, Michel Tapin, Bernard, Josette Bonnet, ses enfants, Emmanuel, Claire Bonnet et leur fils, Olivier, David, Julien Bonnet, Cécile, Claire Tapin, Véronique, Thierry et Béatrice Bonnet, ses petits-enfants, Ses beaux-frères et belles-sœurs, Parents et amis, font part du décès de

M^{me} Suzanne BONNET, née Brutala,

survenue dans sa quatre-vingt-cinquième année, le 1^{er} novembre 1991.

Ses funérailles religieuses auront lieu le mardi 5 novembre, à La Pierre (Isère), à 10 h 30.

Fleurs naturelles uniquement.

Ils rappellent à votre souvenir son époux

Louis BONNET, ancien député de l'Isère.

décédé le 28 novembre 1975.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le docteur **PIERRE CERNÉA** professeur honoraire à la faculté de médecine, membre de l'Académie de chirurgie, officier de la Légion d'honneur,

est décédé le 18 octobre 1991. Aux Grés, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

M^{me} Suzanne Cernéa-Sérot, Courdemanche, 27320 Nonancourt.

- Vannes, Paris. Gex. Guégon. Rennes. Salat-Molif.

M^{me} Evariste Lefeuve, son épouse, Evariste, Suzanne, Yves, Joseph, Michel, ses enfants,

Ses petits-enfants, **M^{me} René Herbet,** sa sœur, Sa famille, Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Evariste LEFEUVRE,

survenu le 2 novembre 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques seront célébrées en la cathédrale de Vannes, le mardi 5 novembre, à 9 h 30.

20, place de la République, 56000 Vannes.

- M^{me} Jacques Monneret, Les familles Monneret et Boissier, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques MONNERET.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église du Centre, à Sainte-Foy-la-Lande, le mercredi 6 novembre 1991, à 10 heures, suivie de l'incinération dans l'intimité familiale.

Pas de fleurs, dons recueillis pour la recherche médicale.

- Christiane Peskine,

Marianne Rachline, Nathalie et Alan Rachline-Braslau et leurs enfants,

Sonia et Agnès, Alain et Ana Peskine, Vania, Alexis, Adrien et Anthony, Christian et Viti Peskine, Mathilde et Gabriel,

Jacques et Brigitte Peskine, Claire, Hélène et Anne, Nicolas et Lyndis Peskine, André et Lili Peskine,

leurs enfants et petits-enfants, Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de Roger et Odette Marguery,

Jean-Pierre et Hugette Marguery et leur fils, ont la douleur de faire part du décès de

Boris PESKINE, ancien député, médaillé de la Résistance,

survenu le 31 octobre 1991, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques ont lieu le 4 novembre, à 14 h 30, au cimetière de Manteaux (Loir-et-Cher).

131, rue de Vaugirard, 75015 Paris, Clos de Passad, Manteaux, 41150 Onzain.

- Danuta Porembski, son épouse, son fils,

Anna et Richard Czerwinski, Sa famille, Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Janusz POREMBSKI, réalisateur,

survenu le jeudi 31 octobre 1991, à Paris.

Une cérémonie d'adieu aura lieu le mercredi 6 novembre, à 11 heures, en l'église polonaise, 263 bis, rue Saint-Hippolyte, Paris-1^{er}.

- Nous avons la douleur de faire part du décès de

David SCHNEIDER, survenu accidentellement le 30 octobre 1991, à l'âge de dix-huit ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 5 novembre.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 15 heures.

De la part de Lucien, Pauline et Emmanuel Schneider, Des familles Battogay, Loadner, Madar, Rogozky, Rosner, Zysnajn et alliées.

Ni fleurs ni couronnes. 86, rue Raspail, 94210 La Varenne-Saint-Hilaire.

- M^{me} Denise Schwartz, M. et M^{me} Jacques Schwartz, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Claudine Lehman, ses enfants et petits-enfants, Catherine Schwartz et Pascal Souriau, Benjamin et Vincent, Olivier Schwartz et Isabelle Watcrsnaux, Les familles apparentées, ont le chagrin de faire part de la mort de

Louis-Roland SCHWARTZ, fondateur des Jeux Mako,

survenue le 31 octobre 1991, à Paris.

Les obsèques civiles auront lieu le mercredi 6 novembre, à 10 h 30, au cimetière du Montparnasse, Paris-14^e. Réunion porta principale.

Ni gerbes ni couronnes.

199, boulevard Malesherbes, 75017 Paris, 3, rue de Soutay, 75116 Paris, 34, rue Saint-Placide, 75006 Paris, 44, avenue des Filles, 94210 La Varenne, 40 bis rue de l'Est, 94100 Saint-Maur.

THÈSES Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T.

Inventeur d'une méthode de kinésithérapie

Françoise Mézières est décédée

Françoise Mézières, masseuse-kinésithérapeute, inventeur de la méthode de kinésithérapie qui porte son nom, est décédée le 17 octobre, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Née le 18 juin 1909 à Étiolles, Françoise Mézières a fait ses études de masseuse-kinésithérapeute à Paris, à l'École française d'orthopédie et de massage, où elle obtient son diplôme en 1938. Elle y enseigne par la suite l'anatomie, la physiologie et la gymnastique médicale. En 1947, elle fait, sur une patiente atteinte de cyphose (dos rond), les observations qui allaient donner naissance à sa méthode.

Selon sa théorie, les muscles postérieurs (situés en arrière du plan de la colonne vertébrale) se comportent, sur le plan mécanique, que, « comme un seul muscle ». Ces muscles, à force d'être sollicités, « ne sont ni trop faibles ni trop longs, comme on le prétend, mais trop forts et trop courts ». Enfin, selon les observations de Françoise Mézières, toute tentative thérapeutique localisée, ponction ou massage, sur ce système musculaire provoque une compensation ailleurs, soit au niveau de la colonne vertébrale, soit au niveau des membres. En 1949, elle publie ses observations dans un petit

savoyard, *Révolution en gymnastique orthopédique*.

Elle abandonne l'enseignement classique et met au point sa méthode, qu'elle expose, en 1967, au Centre homéopathique de France. Selon sa théorie, il ne s'agit plus de fortifier les muscles, mais au contraire d'assouplir l'ensemble de la musculature postérieure, par des séances d'étirement, pour lui restituer sa forme normale.

La méthode Mézières, qui s'est développée dans les années 70, a fait et continue de faire l'objet de controverses. « Cette méthode, qui s'est installée dans un climat particulièrement étonnant et confidentiel, a pu sembler justifiée dans certains cas, comme l'aurait été une méthode traditionnelle, estime le docteur Jean-Yves Maigret, spécialiste de rééducation fonctionnelle (Hôtel-Dieu, Paris). En revanche, elle a été appliquée de manière quasi systématique à des personnes qui ne relevaient pas de ce type de kinésithérapie ».

Environ deux mille masseuses-kinésithérapeutes, en France, ont été formés à cette méthode, lors de séminaires, par son inventeur. Craignant le dévoiement de son enseignement, Françoise Mézières a publié, en 1984, un opuscule intitulé *Originalité de la méthode Mézières*.

M. La.

EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secrétes de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde INITIATIVES

mardi date mercredi

Le Monde INITIATIVES

هذا من احوال

30 • Mardi 5 novembre 1991 •

Le Monde

Reçu par M. Roland Dumas

Le chef de l'opposition malgache estime qu'il n'y a pas encore de vrai accord sur l'instauration d'un Etat transitoire

M. Albert Zafy, le premier ministre du contre-gouvernement malgache, a dénoncé dimanche 3 novembre à Paris, l'accord signé en son absence à Tananarive entre les différentes forces politiques. « Il n'y a pas encore de vrai accord », a-t-il affirmé à propos de la convention signée jeudi, qui prévoit l'instauration d'un Etat provisoire, dirigé notamment par l'opposition, et le maintien du président Didier Ratsiraka à la tête des forces armées et de la diplomatie (le Monde daté 3-4 novembre).

M. Zafy a confirmé qu'il était coproducteur d'un accord préliminaire avec le premier ministre Guy Razanasy avant son départ pour l'Europe, mais que le contenu de cet accord avait été modifié en son absence, le maintien du président Ratsiraka au pouvoir n'étant

pas prévu à l'origine. A Tananarive, « on attend mon retour pour décider de ce que l'on va faire », a précisé le chef du « gouvernement-bis », en ajoutant que « pour l'instant, rien n'est décidé ».

Pour le dirigeant de l'opposition, le maintien du président Ratsiraka dans ses fonctions de chef suprême des armées est irrecevable. « C'est un titre qu'on ne pourrait pas accepter, même si ce n'était qu'un titre, parce qu'il lui servirait certainement à des fins qui lui seraient utiles à lui ».

Reçu au Quai d'Orsay par M. Roland Dumas, M. Zafy s'est réjoui d'avoir pu transmettre au gouvernement français - pour la première fois - « un message sans intermédiaire des forces vives » (la coalition d'opposition). Selon lui, le ministre français des Affaires étrangères est « disposé à aider (les Forces vives) dans la mesure de ses possibilités ». La France « aidera à ce que les consultations qui auront lieu se fassent de la manière la plus démocratique possible, le cas échéant par l'envoi d'observateurs », a indiqué M. Dumas à la délégation de l'opposition, selon l'un des porte-parole du Quai d'Orsay.

M.-P. S.

Une élection cantonale partielle

PYRÉNÉES-ORIENTALES : canton de Prats-de-Mollo-la-Preste (1^{er} tour).

Inscr. 2 469; vot. 1 767; abst. 28,49 %; suffr. expr. 1 718. MM. Aubin Roca, div. d., 806 voix (46,91 %); Pierre Raynaud, PS, maire de Saint-Laurent-de-Cerdans, 596 (34,69 %); Jacques Majesté, PC, 191 (11,11 %); Jaume Pol, Unitat Catalana, 51 (2,96 %); Gilles Borat, Vets, 41 (2,38 %); Jacques Mulet, FN, 33 (1,92 %). Il y a ballottage.

[Cet élection cantonale partielle, destinée à pourvoir le siège de Joseph Albert, dir. g., décédé le 28 septembre dernier, était jumelée avec des municipales partielles dans deux autres cantons, le chef-lieu et Castejon. A Prats-de-Mollo-la-Preste, où il a été perçu, M. Roca a été élu au conseil municipal au sein duquel il devra être élu comme maire pour succéder à Joseph Albert.]

En 1985, Joseph Albert avait été élu conseiller général, au second tour, avec 1 213 voix (53,01 %) contre 1 077 (46,98 %) à M. André Berthelot, UDF-CDS, sur 2 777 inscrits, 2 366 votants (soit 14,80 % d'abstention) et 2 292 suffrages exprimés. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : l'inscr., 2 778; vot., 2 260; abst., 18,64 %; suffr. expr., 2 089; M. Berthelot, 816 voix (37,27 %); Joseph Albert, 719 (32,84 %); Raymond, PS, 402 (18,26 %); Majesté, PC, 194 (8,96 %); M. Boule, FN, 58 (2,64 %). Par rapport à ce précédent scrutin, PS et PC progressent : + 16,33 points de pourcentage pour le premier, et + 2,25 points pour le second. En revanche, le FN perd 6,72 points.]

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec M. Marc Augé : « L'illusion idéologique est aujourd'hui du côté de ceux qui disent : voilà, tout est accompli »..... 2

ÉTRANGER

Proche-Orient : les premières négociations bilatérales à Madrid ; les réactions en Israël et au Liban ; la poursuite des opérations de M. Shamir ; la tournée de M. Dumas en Egypte et en Arabie saoudite... 3-4
Nouvelle offensive de l'armée fédérale yougoslave en Slavonie, 6
M. James Baker se rendra en Chine à la mi-novembre... 4
L'entrée en campagne présidentielle de M. George Bush... 7

POLITIQUE

Au cours d'un colloque du Front national, M. Mégret dénonce « le principe de la disparition des races humaines par méliange généralisé »... 8
M. Poniatowski : la risque-socialiste et communiste ont dix fois plus grand que celui du Front national... 8
Sous la IV^e République, la brève expérience du Front républicain... 9

SOCIÉTÉ

La réforme du système de transfusion sanguine... 10
Le congrès du Syndicat des avocats de France... 10
L'Assemblée générale des protestants à Lille... 11
Rugby : la victoire de l'Australie sur l'Angleterre au final de la Coupe du monde... 16
Tennis : le triomphe de Guy Forget à l'Open de Paris... 16

CULTURE

« Marie Tudor » de Victor Hugo mis en scène par Daniel Mesguich... 13

M. Quilès annonce une rallonge de 1,2 milliard de francs pour les routes

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, a annoncé, lundi 4 novembre, au cours de la discussion du budget des routes par l'Assemblée nationale que « 1,2 milliard de francs d'autorisations de programme supplémentaires seront affectés au budget des routes dans une loi de finances rectificative 1991 ».

Cette décision, qui porte à près de 5,8 milliards de francs les investissements routiers de l'Etat, a été facilitée par les protestations des professionnels du transport routier, mais aussi des travaux publics qui ont dénoncé la réduction d'un quart du budget des routes en 1992. Ces critiques avaient trouvé un écho auprès des députés de la majorité comme de l'opposition.

Deux morts et dix blessés en Irlande du Nord L'IRA revendique l'attentat contre un hôpital de Belfast

LONDRES

de notre correspondant

Pour la première fois depuis le début du conflit d'Irlande du Nord, il y a vingt-deux ans, un hôpital essentiellement civil a été choisi pour cible par l'Armée républicaine irlandaise (IRA). L'attentat qui a eu lieu, samedi 2 novembre, contre l'hôpital de Masgrave Park, dans le sud de Belfast, a coûté la vie à deux soldats britanniques. Dix personnes, dont plusieurs civils et une fillette de cinq ans, ont été blessées. La bombe - une forte charge de Semtex - a explosé dans l'aile militaire de l'établissement. Elle a provoqué d'importants dégâts, dévastant une salle de télévision, où se trouvaient les victimes. Après avoir affirmé, d'abord, que l'opération était dirigée contre un « mess des officiers », selon les termes d'un communiqué, l'IRA a souligné que son objectif était la « base opérationnelle de l'armée britannique adjacente à l'hôpital ». M. Richard Needham, sous-secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord, a précisé, de son côté, que la bombe avait été placée dans un couloir reliant les parties civile et militaire du bâtiment. Il a qualifié les auteurs de cette action de « bêtes fascistes » et fait état d'un « manquement aux règles de sécurité », explication contestée par le commandement des forces armées britanniques. Cet attentat, qui porte

le nombre des victimes en Irlande du Nord à soixante-trois depuis le début de l'année, est le septième depuis septembre. Il marque un net accroissement des activités terroristes de l'IRA. Une telle évolution n'est pas surprenante, après l'échec des pourparlers intercommunautaires de juillet dernier qui, pour la première fois depuis dix-sept ans, réunissaient les unionistes (protestants) et les nationalistes (catholiques), mais excluait l'IRA.

L. Z.

AFRIQUE DU SUD : au moins trente personnes tuées à la veille d'une grève générale. - Trente personnes au moins ont été tuées en Afrique du Sud à la veille d'une grève générale de deux jours à laquelle appelaient, lundi 4 novembre, des mouvements anti-apartheid. Des affrontements entre grévistes et non-grévistes ont fait onze morts et trente-deux blessés parmi les ouvriers d'une mine d'origine américaine de la province d'Orange, ont indiqué les propriétaires de l'entreprise. La police a fait état d'au moins dix-sept autres victimes dans des heurts survenus dans des cités noires. Un dirigeant du Congrès national africain (ANC), M. Tokyo Sexwale, et un policier ont été blessés dans le ghetto de Soweto. - (AFP)

Le vingt-deuxième marathon de New-York

Deux Mexicains à Manhattan

NEW-YORK

de notre correspondant

Battant de plus de trois minutes le temps établi l'année précédente par le Kenyan Douglas Wakili, le Mexicain Salvador Garcia, âgé de trente et un ans, a remporté le 3 novembre en 2 h 9 min 28 s la vingt-deuxième édition du Marathon de New-York, après s'être échappé à mi-course. Il a précédé son compatriote Andres Espinoza (2 h 11 min) et le Kenyan Ibrahim Hussein (2 h 11 min 7 s).

Pour la première fois dans l'histoire de cette compétition, un Français, Jean-Baptiste Protais, a terminé parmi les dix premiers, à la huitième place (2 h 14 min 54 s). Le premier femme a été l'Ecosaise Liz McGolgan, vingt-sept ans, (2 h 27 min 23 s). Elle a devancé la Soviétique Olga Markova (2 h 28 min 18 s) et l'Australienne Lise Oandicki (2 h 28 min 53 s). Sergent dans l'armée mexicaine, Salvador Garcia a reçu un prix de 25 000 dollars, majoré d'une récompense de 35 000 dollars pour avoir terminé en dessous

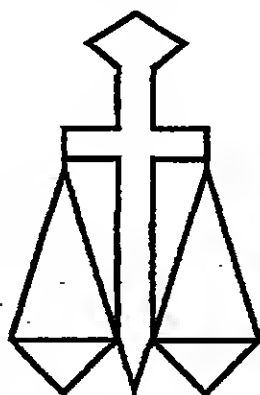
de 2 h 10 min et une voiture Mercedes. De son côté, Liz McGolgan a reçu un véhicule identique, un prix de 20 000 dollars et une récompense de 25 000 dollars pour le temps accompli.

Plus de vingt-six mille coureurs avaient pris le départ, dont quelque six mille Français parmi lesquels Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire qui devait intervenir le lendemain à l'ONU.

SERGE MARTI

Sept parachutistes de Toulouse-Frascaux inculpés pour des services sexuels à deux appelés. - Sept parachutistes de la BOMAP (base opérationnelle mobile aéroportée) de Toulouse-Frascaux ont été inculpés, samedi 2 novembre, pour avoir fait subir des sévices sexuels à deux appelés de la caserne. Deux des militaires, tous des appelés dont les identités n'ont pas été révélées, ont été inculpés de viol et coups et blessures, les autres de complicité.

On gagne toujours à être précis



DALLOZ - LES INDISPENSABLES

Droit de la promotion immobilière

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Sales petites bêtes

COMMENT réagir quand votre gain n'est pas assésé de purée au ketchup sur la moquette haute laine à 800 balles le mètre carré? Faut-il privilégier le langage bété du style : Il n'y a pas de bobo, mon Lulu, vite bisou, voilà, e pu bobo, Lulu! Doit-on préférer un éructique : Fais pas chier, merde! au classique : Sois mignon, ve jouer? Comment répondre à ses pourquoi? Pourquoi si je tape GO TO RETURN 2 x 22 QUARK CODE MEMO, sur l'écran, il y a marqué RETURN TO BX 16 F? Comment ils font ça, les poissons; dis papa? Ou encore : Pourquoi le monsieur, il est noir?

Vous le savez en consultant le guide de survie à l'usage des parents de Jean-Pierre Amélie et Jean-Louis Festjens. Je suis tombée, dessus chez des amis pendant le week-end. C'est décaplant. Surtout quand ces deux Jascars ajoutent leurs conseils à ceux des psychopédagogues en vogue. Exemple tiré du Dr Spock : Si le bébé a emmené l'enfant à l'école et qu'il a refusé de le laisser partir, il est préférable que ce soit le père qui l'y accompagne le lendemain.

Recommandation des auteurs : il en profitera pour ramener la mère. Ou encore : Si un enfant de trois ans dit qu'il y a une girafe dans sa chambre, il ne ment pas. Opinion des auteurs : il boit.

Soyons lucide, l'enfant, c'est crade, bruyant, entêté capricieux, violent, agité, cabotin, bête et supérieurement casse-pieds. Pas le vôtre? Oui, bon, O.K., mais les autres, tous les autres, alors là, permettez, ça se cogne, ça se tabasse, ça pleurniche, ça casse, ça braille, ça refuse d'aller au lit, ça se relève la nuit, ça se rouille de frites au Nutella... L'honneur, quoi! Et ça ne date pas d'hier! Catin, emette d'ambêter ton frère!

Seulement voilà, c'est pas des choses à dire. On subit et on écope. Et on hurle et on allaite et on câline et on torché et on nettoie et on supplie et on menace et on cède et on s'inquiète et on culpabilise, nois; les nams. Sorti de W. C. Feilde et de sa célèbre boutade sur les honnêtes gens qui détestent les chiens et les enfants, jusqu'à l'arrivée des nouveaux parents, per sonne n'avait eu le courage de les attaquer, bille en tête, dans un grand éclat de rire, ces sales petites bêtes. Merci, les mec! (AFP)

Les prix littéraires

● GONCOURT : Pierre Combescot pour « Les Filles du Calvaire » (Grasset)

Le prix Goncourt 1991 a été attribué, lundi 4 novembre, à Pierre Combescot pour *Les Filles du Calvaire* (Grasset) au premier tour de scrutin par six voix contre deux à Dan Franck (*La Séparation*, Seuil) et deux à Jean-Marie Lacroix (*En douceur*, Gallimard).

Donné favori depuis le printemps, « Les Filles du Calvaire » de Combescot a été reçu comme tel à l'automne. Son gros roman, *Les Filles du Calvaire*, a reçu le prix Goncourt qui couronne ainsi une œuvre longuement mûrie, ambitieuse, déjà saluée en 1986 par le prix Médias pour *Les Filles du Calvaire*. On a déjà dit (le Monde du 20 septembre) les qualités truculentes du style de Pierre Combescot qui tisse une intrigue de meurtres plus ou moins régulières avec une volubilité de rossignol tropical : des

digressions, des jeux de mots, des préciosités mêlées à l'argot de la rue, des dialogues vifs, tracent un saisissant portrait de Paris dans le périmètre poche du Cirque d'Hiver, entre la rue Amelot et le boulevard qui donne son nom à l'ouvrage.

On y ventera autant qu'on la craint une M^{me} Mand, terrible bisontière, tenancière de chaque, passage trouble des années d'occupation, qui règne par la ruse sur un petit monde de paumés et de voyous, prostitués de tout poil. Par sa verve, qui s'apparente aux romanciers sud-américains de la récente période baroque, Pierre Combescot a su renouer avec la tradition du roman populaire, qui s'était perdue. La voix retrouvée. Combescot est, par ailleurs, chroniqueur de ballets au *Canard enchaîné*, et auteur d'un ouvrage sur Louis II de Bavière.

M. B.

● RENAUDOT : Dan Franck pour « La Séparation » (Seuil)

Le prix Renaudot 1991 a été attribué, mardi 4 novembre, à Dan Franck pour *La Séparation* (Seuil), au troisième tour de scrutin, par cinq voix contre quatre à Jean-Marie Lacroix (*En douceur*, Gallimard).

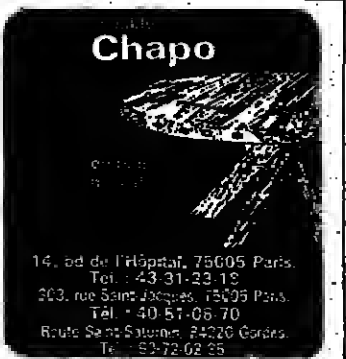
Pour le grand public, le nom de Dan Franck était jusqu'à présent associé à celui de Jean Vautrin, avec qui il a écrit les deux premiers volumes des aventures du photographe-détective Boro : *La Dame de Berlin* et *Le Temps des cerises* (Fayard). Pour ceux qui suivent de près la vie littéraire, Dan Franck était, depuis 1980, depuis *Les Calendes grecques* (Calmann-Lévy), prix du Premier Roman, un de ces écrivains aux talents multiples, romancier - *Apolline* (Stock), *Le Dôme du sol* (Mercure de France), *Les Adieux* et *Le Cimetière des fous* (Flammarion) - essayiste - *Le Petit Livre de l'orchestre* et *De ses instruments* (Mazariol), - « récepteur » de célébrités en mal de style, scénariste, dont on se demandait sim-

plement à quel moment il franchirait la frontière invisible qui sépare l'admiration des coiffeurs de celle de la masse des lecteurs.

Cette frontière, Dan Franck la traverse au moment peut-être où il s'y attendait le moins. Avec un roman, *La Séparation*, qui s'inscrit dans la lignée de ses livres précédents mais qui, en même temps, en diffère sensiblement. On retrouve, certes, dans cette chronique d'un couple qui se fissure, la manière que possède Franck d'introduire l'histoire de notre temps dans la plus secrète et la plus dense intimité des êtres, la façon d'exprimer les incertitudes et les angoisses, les désillusions et les besoins d'authenticité qu'éprouvent des individus qui se cherchent dans une époque balayante entre l'aveuglement et le cynisme.

Mais ici, le romancier a pris le risque d'effacer les limites entre le roman, la chronique et la confidence autobiographique, entre le « il » et le « je », entre le narrateur, le personnage et l'écrivain. Du même coup, l'écriture, les descriptions presque neutres des mécanismes de désagrégation d'un couple acquièrent une rare puissance d'émotion.

PIERRE LEPAPE



Palmarès du XIII^e Festival de cinéma méditerranéen. - L'Antigone d'Or, grand prix du Festival du cinéma méditerranéen, qui s'est tenu du 2 novembre, a été attribué au cinéaste grec Dato Dzelidze pour son film coécrit, *Mégamouli*. Une mention spéciale du jury a été décernée au Turc Fehmi Yasar pour *Cœur de verre*.